

**NON GRATUM**



Le Monde

# dossier

## LES IDÉES DE L'OPPOSITION

L'opposition a-t-elle des idées ? Est-elle, comme le dit M. Charles Pasqua, « prête à prendre la relève des idées maudites » ?

Avant de passer en revue les thèmes que les principales composantes politiques de cette opposition mettent en avant, pour tenter de décoder si celle-ci évolue, et ce qu'il lui faut pour la faire évoluer, il lui faut répondre. Au premier rang desquelles figure celle-ci : veut-elle, et peut-elle, se contenter de ce qu'elle a ? Ou veut-elle, et peut-elle, aller plus loin ?

Autre question : le passé, pas si lointain. Quelle est la part d'autocritique véritable, dans le discours de l'opposition ? Ce n'est certes pas un problème pour le R.P.R., qui avait pris ses distances avec la politique de M. Giscard d'Estaing et Barre pendant le septennat précédent. On aimerait savoir précisément jusqu'où vont MM. Giscard d'Estaing et Barre dans leur refus affirmé d'un retour au passé.

Sous la V<sup>e</sup> République, le fait présidentiel et le fait majoritaire coexistent, entre autres conséquences, à celle-ci : appartenir à l'opposition signifie être totalement exclu du pouvoir central. Il reste alors, comme seule ressource, l'« idéologisation », version optimiste ; ou la démagogie, version pessimiste.

On l'a vu pour le P.S. de 1971 à 1981. On le voit aujourd'hui avec le R.P.R. et l'U.D.F.

Or, que l'on sache, la crise est bien là. Et il faut la gérer. Se contenter d'ajouter des revendications que l'on attise aujourd'hui, sans pouvoir les satisfaire demain, c'est créer les conditions d'une impopularité d'autant plus difficile à gérer que, selon les scénarios les plus répandus dans l'opposition, un président de gauche resterait en place (1). Pour réussir, il faut agréger des demandes, et non les additionner.

Autre question : le passé, pas si lointain. Quelle est la part d'autocritique véritable, dans le discours de l'opposition ? Ce n'est certes pas un problème pour le R.P.R., qui avait pris ses distances avec la politique de M. Giscard d'Estaing et Barre pendant le septennat précédent. On aimerait savoir précisément jusqu'où vont MM. Giscard d'Estaing et Barre dans leur refus affirmé d'un retour au passé.

Posez cette question, c'est demander à l'opposition de faire le tri des réalisations de la gauche, de ces « acquis » dont on dit aujourd'hui qu'il faut les préserver après les avoir mis au compte de l'incompétence ; c'est aussi lui demander de mettre ses com-

posantes d'accord, et de se mettre elle-même en accord avec son électeur.

Pour juger des divergences qui peuvent exister, il suffit de se souvenir que le R.P.R. s'est refait une santé en commençant par dénoncer le « socialisme rampant » de l'Etat-Giscard, au nom du libéralisme ; ou bien que, au sein de l'U.D.F., deux des trois principales composantes (le C.D.S. et les radicaux) se sont défilées par la critique du libéralisme, qui est le maître mot du P.R.

Quant au gaullisme, peut-il survivre grâce à des propositions qui « s'apparentent », comme le dit le mouvement M. Alain Juppé, conseiller économique de M. Chirac, « à ce que fait M. Thatcher ». Le retour à l'avant-scène de M. Jacques Chaban-Delmas, qui souhaite « actualiser » son projet de « nouvelle société », est là pour rappeler, s'il en était besoin, qu'il existe à droite des hommes convaincus que si le républicanisme et le gaullisme ne peuvent être réduits au libéralisme.

Après tout, ce sont eux qui, par les premiers, ont géré un Etat-providence à la française.

Ce débat est d'autant plus nécessaire que l'électorat d'opposition se montre politiquement plus dur à l'égard de la gauche - il est pressé d'en découdre avec elle (2) - et idéologiquement plus mou,

puisqu'il est attaché à certaines réformes de la gauche. Les dirigeants à l'inverse sont politiquement plus prudents - légalisme oblige - et idéologiquement plus radicaux.

Nous nous efforcerons, au cours des prochains jours, de rendre compte aussi complètement que possible des positions des uns et des autres (3). En sachant que beaucoup de ces questions ne sont pas tranchées parce que l'opposition n'en est qu'au début de sa réflexion. De plus elle n'est pas convaincue que tout se jouera sur les idées, qui se ressemblent en période de crise. Elle mise alors plutôt sur les comportements.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) L'hypothèse est celle d'une victoire de la droite au scrutin législatif de 1986 et l'accomplissement, par M. Mitterrand, de son mandat jusqu'en 1993.

(2) Voir l'article de Nadine Avelange dans le Monde daté 2-3 octobre 1983 : « L'électorat de l'opposition se montre plus pressé que ses chefs d'en découdre avec la gauche ».

(3) Après avoir passé en revue le libéralisme, le radicalisme, le centisme et le néo-gaullisme, nous publierons un tableau comparatif des positions des partis sur les grandes questions en débat dans le pays.

## A la recherche des « habits neufs » du libéralisme

AVEC M. Giscard d'Estaing, en 1974, le libéralisme est revenu au pouvoir. Un libéralisme qualifié d'« avancé », de « pluraliste », par l'ancien président de la République, qui tenait à la différence du « libéralisme classique » du XIX<sup>e</sup> siècle chargé, à ses yeux, d'un « mauvais sens » et tout aussi périmé, aujourd'hui, que le « collectivisme marxiste ».

Dans *Démocratie française*, il s'est efforcé de décrire le projet qu'il sous-tend : « Une société démocratique, moderne, libérale par la structure pluraliste de tous ses pouvoirs, avancée par un haut degré de performance économique, d'efficacité sociale et de développement culturel ».

En 1981, M. Giscard d'Estaing échoue, lui et son projet. Avait-il, pendant sept ans, été « libéral » ? Les critiques n'ont pas manqué dans les rangs mêmes de ce qui fut sa majorité. Les uns lui reprochaient d'avoir proposé trop de réformes, les autres de n'en avoir pas assez imposé. M. Charles Millon, député (U.D.F.-P.R.) de l'Ain, juge aujourd'hui qu'il n'est pas allé au bout du libéralisme, ni de la conservation, mais en fait très souvent d'un « étatisme doux ». D'autres parlent de « socialisme rampant ». Quant à l'actuel secrétaire général du parti républicain, M. François Léotard, il remarque que « l'établissement élyséen marqué par de Gaulle était malheureusement colbertiste et Giscard lui-même... » « Tout Etat, même giscardien, est dangereux (...) » ajoutait-il.

Après l'échec du 10 mai ont donc commencé les remises en cause, les remises en cause. Il fallait proposer un nouveau projet d'alternance. Au sein du parti républicain, la tâche n'est pas simple. Les plus audacieux se heurtent aux plus conservateurs, qui supportent difficilement la critique d'une action gouvernementale à laquelle ils ont participé. Les nationalisations leur ont permis de se lancer dans la bataille en se présentant comme les ardents défenseurs de la liberté d'entreprise d'abord, puis de toutes les libertés. Des libertés qu'ils veulent voir menacées partout, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé, de la presse... La France, la cause était entendue, devait bientôt rejoindre les rangs des pays totalitaires. Il y eut même quelque dérapage, notamment avec M. Alain Madelin, ministre (P.R.) de Charente, réclamant à cor et à cri la dissolution de l'Assemblée nationale. La dénonciation du système socialiste et de ses contraintes devait à elle seule suffire à réhabiliter le libéralisme.

Encore faut-il pouvoir le parer d'habits neufs. Encore faut-il pouvoir incarner, comme dit M. Giscard d'Estaing, les aspirations qui ont conduit une majorité de Français à voter pour la gauche. Du « libéralisme avancé », on est donc passé au « libéralisme futur » (qui, selon M. Giscard d'Estaing, devra « mieux définir le rôle de l'Etat et préparer (son) repli stratégique »), puis au « libéralisme social ».

Si les libéraux ont toujours manifesté une certaine méfiance à l'égard de l'Etat, ils disent avoir pris conscience depuis 1981 de la nécessité de réviser complètement son rôle parce qu'ils se sont aperçus que l'Etat-providence « pouvait se transformer en Etat « idéologique » ».

C'est pourquoi il faut chercher ailleurs.

Cet « ailleurs » pour les libéraux a des limites. Pour élaborer une « nouvelle doctrine de la solidarité », ils veulent « récupérer » les thèmes qui, disent-ils, appartiennent à leur « patrimoine » et que les socialistes leur auraient « empruntés », tout en dénonçant le piège qui consisterait à vouloir marier socialisme et libéralisme dans

un quelconque « avatar de social-démocratie ». Ils doivent toutefois reconnaître que la gauche a su traduire les aspirations d'une majorité de Français. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, en convient quand il déclare : « Les thèmes de la liberté et de la responsabilité, même s'ils sont essentiels dans notre conception politique, ne semblent pas suffisamment mobilisateurs ; ils doivent être complétés par d'autres thèmes correspondant plus directement aux attentes sociales de l'opinion. » Jusqu'à faire apparaître le libéralisme comme une idée neuve ? Il est vrai qu'il est plus facile, dans l'opposition, de briser certains tabous et de manifester une certaine audace « réformatrice ».

Cette audace a semblé moins bien s'accommoder du pouvoir, peut-être parce que le libéralisme, quand il inspire les gouvernants, gomme inévitablement ses inconvénients.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

## Un marché particulier

La saison politique y est propice : plus de deux ans et demi après l'alternance, l'opposition, passée le temps de l'état de choc, des prophéties trop courtes et des banderilles infligées en désordre, s'organise en vue de la reconquête. Au marché des idées et des projets où elle est en train de faire provision, elle est mieux servie que la majorité en place, soucieuse, elle aussi, de reconstituer ses stocks, mais pour durer. Il en est généralement ainsi.

Qui sont les « fournisseurs » ? Au nom d'une division des tâches dont l'efficacité paraît avoir fait ses preuves après l'expérience concluante de la gauche socialiste, l'élaboration des éléments de programmes en gestation semble plus largement dévolue aux marges des partis, clubs, groupements divers d'« experts », multiples instances de réflexion, que aux partis proprement dits. Les Clubs Perspectives et Réalités, le Club 89, les Comités d'action républicaine, entre autres, font pièce aujourd'hui, dans l'opposition, aux Clubs des Jacobins, à Citoyens 60, au Club Jean-Moulin, à Socialisme et Démocratie... des années 60.

On s'en défend à gauche (par exemple dans le numéro de juillet de la *Nouvelle Revue socialiste*, tout entier consacré à la droite) en faisant valoir que les clubs et instances de la mouvance socialiste combinent un vide des partis de gauche affaiblis, alors que les clubs de la droite ne feraient que prolonger sournoisement les partis auxquels ils sont liés de manière plus ou moins organique. Vérité partielle qui dissimule mal - même en tenant compte de l'autonomie très relative de beaucoup de clubs - la faiblesse d'effectifs d'où découle souvent la faiblesse théorique tout court des partis dans le système politique français.

Exception faite du P.C., dont l'efficacité sur ce plan n'est plus à démontrer mais qui servirait plutôt de repoussoir à tous les autres, les militants (d'autres préfèrent les appeler « professionnels » ou « experts professionnels » de la politique) sont donc tenus à un rôle d'écoute et d'appropriation sélective des thèmes conformes aux aspirations supposées de leurs électeurs respectifs et à l'air du temps.

La particularité de la saison qui s'ouvre tient à ceci : le principal thème - le produit disponible en plus grande quantité et sous les conditions les plus diverses sur le marché des idées - est et restera le marché des idées et de nos armées. (...) La troisième voie pour l'Europe, c'est de rompre avec la solidarité atlantiste comme avec la tentation de la soumission aux Soviétiques. (...) Nous ne laissons pas les Soviétiques s'assurer le monopole du soutien aux nationalistes allemands. Mais ne rationalisons les euro-militarismes américains ou soviétiques que parce que nous voulons des euro-militarismes européens et non parce que nous sommes pacifistes. C'est cette dernière position qu'a prise le seul chef de gouvernement européen qui ose clairement défendre la troisième voie de l'indépendance de l'Europe, Andreas Papandréou.

M. Alain de Benoist se réfère, pour sa part, au général de Gaulle, en affirmant la nécessité de « faire revivre à l'histoire une Europe puissante, indépendante et enfin réunifiée ».

La conclusion logique de cette démarche aboutirait à instituer l'Europe en tant que bloc de puissance vis-à-vis des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., c'est-à-dire, selon M. Vial, secrétaire général du GRECE, à constituer un « empire européen », une « Europe impériale ».

Certaines de ces propositions rejoignent les orientations de M. Jean-Pierre Chevènement pour lequel les animateurs du GRECE semblent parfois avoir une faible.

Il est clair, toutefois, que la « troisième voie » empruntée par le GRECE ne s'est pas infléchi au point d'être équidistante de la majorité et de l'opposition. La nouvelle droite se « recentre » à droite, car c'est là que se situe son public.

ALAIN ROLLAT.

## Le GRECE propose des « munitions » à la droite

APRÈS l'arrivée de la gauche au pouvoir, le GRECE, qui se situe depuis quinze ans à l'avant-garde du combat intellectuel de la droite contre les valeurs défendues par la gauche, avait dressé un répertoire constant de thèmes idéologiques à l'encontre de l'ancienne majorité. Ce vecteur du courant de pensée de la nouvelle droite apparaît alors que l'opposition, tirant des enseignements de sa défaite, puiserait dans ses travaux pour renouveler son arsenal idéologique. Il s'agit d'accorder deux ans de réflexion, laissant la possibilité à ceux de ses membres qui le souhaitent de s'inscrire à l'action politique directe. Ces expériences n'ont pas été concluantes. Deux ans après, le GRECE établit un constat tout aussi négatif : « La voie intellectuelle frappe l'ensemble de l'éventail politique : avoué, à gauche, par le débat lancé cet été dans le Monde, il est mis en évidence, à droite, par l'incapacité manifeste des dirigeants politiques de s'inscrire dans une réflexion indépendante des préoccupations immédiates électorales ».

Il brocarda M. Giscard d'Estaing tout autant que M. Chirac. Mais c'est surtout un grand dessein que le GRECE se veut porter.

Son dix-septième colloque, réuni le 27 novembre à Versailles, a été consacré à la définition d'une « troisième voie pour l'Europe ». En présence de près d'un millier de personnes, les travaux ont été animés successivement par Mme Anne-Jobert, docteur en sciences physiques, MM. Guillaume Faye, chargé de cours à l'université de Besançon, Armin Mohler, chargé de cours à l'université d'Innsbruck, Alain de Benoist, directeur de la revue *Nouvelle Ecole*, et Pierre Vial, maître-assistant à l'université de Saint-Etienne, secrétaire général du groupement.

« La troisième voie », a expliqué M. Faye, c'est le refus de l'Europe du socialisme comme de l'Etat-providence du socialisme.

Le salut de l'Europe dépend d'abord, selon les dirigeants du GRECE, de l'instauration d'une nouvelle organisation économique dans les pays qui la composent. Le GRECE prône une « puissante concurrence intérieure, une économie formée d'entreprises privées, décentralisées et déclassées, mais en même temps une économie nationale subordonnée au politique

et dirigé par un Etat léger mais fort, planificateur, qui n'intervient pas dans l'économie mais qui la dirige ».

Il en résulte dans le domaine géopolitique, une politique de non-alignement et d'indépendance armée à l'égard des deux blocs impérialistes : « Le meilleur moyen d'assurer la défense de l'Europe est de constituer une défense conventionnelle et nucléaire autonome, hors du cadre de l'OTAN. La France a les moyens et le devoir d'en être le pilier. Nous savons surtout que la manière la plus intelligente de ne pas être soviétisés demain est d'échapper aujourd'hui à l'annexion de notre culture, de notre économie et de nos armées. (...) La troisième voie pour l'Europe, c'est de rompre avec la solidarité atlantiste comme avec la tentation de la soumission aux Soviétiques. (...) Nous ne laissons pas les Soviétiques s'assurer le monopole du soutien aux nationalistes allemands. Mais ne rationalisons les euro-militarismes américains ou soviétiques que parce que nous voulons des euro-militarismes européens et non parce que nous sommes pacifistes. C'est cette dernière position qu'a prise le seul chef de gouvernement européen qui ose clairement défendre la troisième voie de l'indépendance de l'Europe, Andreas Papandréou ».

M. Alain de Benoist se réfère, pour sa part, au général de Gaulle, en affirmant la nécessité de « faire revivre à l'histoire une Europe puissante, indépendante et enfin réunifiée ».

La conclusion logique de cette démarche aboutirait à instituer l'Europe en tant que bloc de puissance vis-à-vis des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., c'est-à-dire, selon M. Vial, secrétaire général du GRECE, à constituer un « empire européen », une « Europe impériale ».

Certaines de ces propositions rejoignent les orientations de M. Jean-Pierre Chevènement pour lequel les animateurs du GRECE semblent parfois avoir une faible.

Il est clair, toutefois, que la « troisième voie » empruntée par le GRECE ne s'est pas infléchi au point d'être équidistante de la majorité et de l'opposition. La nouvelle droite se « recentre » à droite, car c'est là que se situe son public.

ALAIN ROLLAT.

**MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !**

Toutes les grandes marques de **PARFUMS** PRODUITS DE BEAUTE - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

**MICHEL SWISS**

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE

SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

Washington... à des opérations...

La majorité des parlementaires britanniques souhaitent le retrait du contingent du Royaume-Uni...

Le Monde



# étranger

## L'ÉVOLUTION DE LA GUERRE AU LIBAN

Le Pentagone a qualifié de « succès » le raid du dimanche 4 décembre contre les positions syriennes au Liban, prenant ainsi le contre-pied des déclarations des experts israéliens de la défense, qui ont affirmé, lundi, que l'opération américaine avait été « mal préparée et mal exécutée ».

Selon un communiqué du Pentagone, les bombardiers américains, qui ont utilisé des bombes à fragmentation et des bombes explosives de 500 kilos, ont atteint sept des onze objectifs qu'ils s'étaient assignés à Hammana, c'est-à-dire des emplacements de missiles sol-air et de batteries antiaériennes. Quatre points ont été touchés près de Deir-El-Harb. Sur un troisième emplacement, près de Falouha, les pilotes auraient touché une antenne radar et sa couverture de missiles Sam-9. Le département de la

défense ajoute qu'au moins quarante missiles Sam-9 et Sam-7 ont été tirés contre les avions américains.

D'autre part, les autorités américaines ont demandé, lundi, l'intervention des Nations unies pour obtenir la libération des deux pilotes tombés au combat des Syriens lors du raid de dimanche. A Damas, un porte-parole militaire syrien a cependant fait savoir que l'un des hommes avait été tué et que son corps pourrait être remis mardi à l'ambassade des États-Unis, qui prendrait en charge son rapatriement. Il a ajouté que le deuxième aviateur, fait prisonnier après s'être éjecté de son appareil, « ne sera rendu aux États-Unis que lorsque la guerre au Liban sera terminée et après le départ du contingent américain » de la force multinationale.

● AUX NATIONS UNIES, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a lancé un appel à l'arrêt général des hostilités au Liban en estimant qu'elles risquaient de conduire à un « conflit majeur ».

● A MOSCOU, l'U.R.S.S. a officiellement condamné le raid par l'intermédiaire d'une « déclaration » de l'agence Tass qui le qualifie de « nouvel acte barbare ». De son côté, M. Leonid Zamiatine, chef du département de l'information internationale du P.C. soviétique, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse que l'U.R.S.S. continuera à apporter « aide et assistance » aux peuples arabes qui luttent contre des « agresseurs ». Il a ajouté que les pays arabes se devaient de « prendre toutes les

mesures » pour faire pièce à l'« alliance stratégique et militaire israélo-américaine ».

● A RYAD (Arabie Saoudite), un porte-parole officiel a affirmé que la raid américain « augmente la tension dans la région et nuit aux efforts déployés pour trouver une solution au problème libanais ».

● RYAD, ajoute-t-il, est hostile à toute agression contre tout pays arabe.

● A AMMAN, M. Marwan Kassein, ministre des affaires étrangères, a déclaré que l'aggravation de la situation au Liban est « la conséquence de la présence illégitime des forces israéliennes dans ce pays ».

● A BAGDAD, l'agence officielle irakienne ne fait pas état du raid, réservant ses commentaires au « silence arabe face aux menées syro-libanaises contre la nation arabe ». — (A.F.P., Reuters, A.P.)

### Washington assure s'en tenir à des opérations défensives

Washington. — Le secrétaire d'État, M. Shultz, s'est appliqué, lundi 5 décembre, à dédramatiser la situation créée par le raid américain de la veille contre les positions syriennes au Liban. Nous n'attaquons pas la Syrie, a-t-il en substance expliqué au cours d'une conférence de presse, mais nous nous défendons et montrons notre volonté de remplir notre mission de force de paix.

De notre correspondant  
« Nous avons retourné le feu contre ceux qui nous ont tiré dessus. Nous ne disons pas que nous tirons contre tel ou tel pays ou faction du Proche-Orient. Nous retournons le feu contre la source du feu. » Insistant encore sur ce clair refus de couper les ponts à un dialogue avec Damas, le secrétaire d'État a souligné la volonté des États-Unis de contribuer à un règlement pacifique du conflit en insistant sur le rôle de force de maintien de la paix joué par les « marines », et en annonçant le retour dans la région, ce mardi, de l'envoyé spécial du président Reagan pour le Proche-Orient.

que que M. Reagan ne croit plus possible par la seule diplomatie.

Le seul élément rassurant pour l'instant est que l'administration américaine, en ne semblant pas envisager de représailles aux représailles syriennes contre les « marines », paraît décidée à garder son sang-froid dans l'épreuve de force qui s'engage. Il n'est pas dit pour autant que la logique de l'engrenage pourra être longtemps écartée. Tandis que l'ambassadeur de Syrie à Washington avertissait, lundi, que tout nouveau vol de reconnaissance américaine risquerait d'essuyer le feu syrien, le Pentagone envisageait de faire désormais escorter les F-14 par des bombardiers.

BERNARD GUETTA.

### L'opposition travailliste israélienne redoute les conséquences de l'accord conclu avec Washington

De notre correspondant

craindre sont injustifiées. L'alliance non écrite qui nous lie à propos du Liban vise un triple but : le soutien à la souveraineté du Liban, le retrait de toutes les forces étrangères, la sécurité de notre frontière nord.

M. Shamir n'a fait aucune révélation. Il a confirmé la réunion en janvier d'un groupe de travail qui examinera les différentes formes de coopération militaire à l'étude : « prépositionnement » de matériel américain en Israël, manœuvres conjointes, etc. Il s'est félicité de la transformation en loi, à partir de 1985, de la totalité de l'aide militaire accordée par Washington (1,4 milliard de dollars) et des promesses d'achat à l'industrie israélienne d'équipements destinés à l'armée américaine. Les négociations en vue de la création d'une zone de libre échange entre Israël et les États-Unis débuteront également en janvier à Washington. Elles pourraient durer plusieurs mois.

tion américaine — semblable à celle menée dimanche. M. Yossi Sarid, député, a souligné pour sa part le caractère « paradoxal » de la situation actuelle où, après un renversement des rôles, il revient maintenant à Israël de « freiner l'aventurisme américain ». Les débats reprendront mercredi à la Knesset et devraient être suivis par un vote sur une motion de défiance déposée par le parti communiste.

Le ministre israélien des affaires étrangères a fourni lundi certaines précisions sur le renforcement de l'armée syrienne. Celui-ci, soulignant à Jérusalem, concerne l'augmentation des effectifs et l'amélioration des systèmes d'armement. Le commandement militaire a été réorganisé en tirant les leçons de la défaite de juin 1982, tandis qu'on s'est mis sur pied deux divisions supplémentaires avec l'aide de conseillers soviétiques au nombre de sept mille. Les chars modernes T-72 sont devenus le fer de lance des unités blindées.

Toujours selon Jérusalem, Damas a reçu en grandes quantités des missiles sol-sol SS-21 — pas encore livrés aux pays du pacte de Varsovie, à l'exception de la R.D.A. — et des missiles sol-air SA-5 servis par des techniciens soviétiques. L'armée syrienne possède désormais trois mille six cents chars, deux mille sept cents blindés, six cents avions, deux mille trois cents pièces d'artillerie, deux mille missiles anti-chars et soixante-quinze batteries de missiles sol-air. La défense englutit 54 % du budget de l'État.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● Libération d'un prêtre melkite. — Le Père Faouzi Khoury, curé du village de Fassouta, en Galilée, a été libéré vendredi 2 décembre sur décision du tribunal de simple police de Saint-Jean-d'Acre. Le Père Khoury, trente-six ans, arabe israélien melkite (catholique de rite byzantin), avait été arrêté le 4 novembre (le Monde du 24 novembre) à l'aéroport de Tel-Aviv, étant soupçonné de « contacts avec des organisations hostiles à Israël ». — (A.F.P.)

### n marché particulier

Le marché particulier de la région de Beyrouth a été touché par le raid américain du dimanche 4 décembre. Les commerçants ont exprimé leur inquiétude quant à la sécurité de leur zone d'activité. Certains ont fermé leurs boutiques, d'autres ont continué à travailler sous la menace de représailles syriennes. La situation est tendue, mais les autorités américaines assurent qu'elles ne visent que des cibles militaires.

Ce propos visait à démentir l'idée que le raid de dimanche ne serait que la première étape d'une offensive en règle décidée lors de la visite à Washington, la semaine dernière, de M. Shamir, et tendant à mettre fin par la force militaire à la présence syrienne au Liban. De nombreux porte-parole de l'administration ont abondé, tout au long de la journée, dans le même sens que le secrétaire d'État en expliquant plus clairement qu'il ne pouvait le faire qu'il ne s'agissait que de « montrer ses muscles » pour amener Damas à plus de souplesse.

Le secrétaire d'État est ainsi allé jusqu'à dire qu'il n'était pas prouvé que les bombardements, dimanche après-midi, de l'aéroport de Beyrouth dans lesquels huit « marines » ont trouvé la mort, aient constitué des représailles syriennes. Se gardant donc de s'en prendre nommément à Damas, M. Shultz a déclaré :

« Pour le rapatriement des « marines ». — Tandis que les dirigeants américains justifient le raid de dimanche au Liban, de plus en plus de voix s'élèvent à Washington pour demander le rapatriement des « marines ». Ainsi, le sénateur républicain de l'Arizona, M. Barry Goldwater, assure « préférer avoir l'air d'un lâche plutôt que de perdre cent mille ou deux cent mille hommes jeunes ».

Le sénateur démocrate George McGovern, l'un des huit aspirants démocrates à la candidature pour la présidence, estime que les « marines » devraient rentrer « avant qu'ils ne tombent, victimes des erreurs de la politique du président Reagan dans cette région ». Le sénateur John Glenn, candidat démocrate à la Maison Blanche, n'est pour sa part pas partisan d'un retrait, mais il a appelé le gouvernement à faire preuve « de la plus grande prudence ».

### La logique de l'engrenage

Ce ton apaisant ne l'a pas pour autant empêché d'affirmer la détermination nouvelle des États-Unis de faire comprendre à la Syrie qu'elle doit conclure au Liban avec les États-Unis et Israël et manifester en conséquence une disponibilité à négocier le retrait de ses troupes. Dans cet esprit, M. Shultz a rappelé que les vols de reconnaissance américains au Liban étaient organisés depuis début septembre avec l'accord du gouvernement de Beyrouth et dans le cadre de la mission de la force multinationale de maintien de la paix. C'était une manière de dire que les vols des F-14 pris pour cibles samedi, ce qui a provoqué le raid du lendemain, se poursuivraient afin d'affirmer la présence américaine au Liban. Lient par ailleurs les « agressions syriennes » au Liban à l'aide militaire soviétique massive dont bénéficie Damas, M. Shultz a ajouté : « Ce que (l'U.R.S.S.) conseille à la Syrie, nous ne le savons évidemment pas, mais nous demandons instamment à l'Union soviétique de presser la Syrie d'aborder le problème libanais de façon raisonnable ».

Malgré les pertes subies au cours du raid, et les huit tués qu'ont eus les « marines » dans les représailles qui l'ont suivi, les États-Unis s'en donnent à leur nouvelle stratégie : faire pression sur Damas après avoir réactivé leur alliance avec Israël pour aboutir à un règlement politi-

### Les conflits du monde musulman divisent la Conférence islamique réunie à Dakha

De notre envoyé spécial

Dakha. — La circulation est redevenue anarchique dans les rues de Dakha. La capitale du Bangladesh, qui reçoit les délégués de la quarzième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), a retrouvé un visage normal. Il était temps. Le régime de la loi martiale du lieutenant-général Ershad vient de vivre des journées particulièrement agitées après la semaine de manifestations et de grèves organisées par l'opposition, qui auraient fait, selon des sources officielles, plus d'une vingtaine de victimes.

Mais si le calme est revenu dans la capitale et s'il paraît acquis que la conférence pourra se dérouler « en douceur », l'opposition a indiqué qu'elle respectera une trêve implicite, — ce sont toutes les discordes du monde islamique qu'accueille l'imposant complexe administratif de Sher-Bangla. Jamais les pays belligérants n'ont été aussi nombreux au sein de l'OCI. L'ordre du jour, tel qu'il a été adopté par la commission préparatoire, révèle un subtil dosage de sujets délicats, et d'autres où l'unanimité au contraire est d'ores et déjà acquise.

### Une délégation de la République turque de Chypre

Ainsi, les résolutions attendues sur l'Afghanistan, la Namibie — inscrites à la demande des pays africains — et même sur Mayotte, cette ancienne colonie française restée « accrochée » à la France et que les Chypriotes réclament avec insistance, ne devraient pas provoquer de surprises. Mais les débats seront tout autres lorsque les délégués des trente-neuf pays toucheront aux malaises profonds du monde islamique, tel le conflit entre l'Iran et l'Irak, une guerre qui n'en finit pas de s'enliser au plus grand désespoir de la communauté islamique. Il est pourtant peu probable que les délégués puissent faire autre chose que constater l'échec de leurs efforts de conciliation.

Au lendemain des raids de représailles de l'aviation américaine contre des positions syriennes au Liban et au moment où l'affrontement fratricide entre factions rivales de la résistance palestinienne n'est suspendu que par un cessez-le-feu fragile, la crise du Proche-Orient a naturellement surgi au premier plan. Quelques heures seulement avant la séance inaugurale, on ignorait encore à Dakha si la délégation syrienne était arrivée, si les Palestiniens viendraient et ce que dirait l'ambassadeur du Liban en Arabie Saoudite, M. Zafar Al Hassan,

Ainsi, avant même le lever de rideau, il apparaît que l'« unité de la foi islamique », telle qu'elle est proclamée en grandes lettres peintes sur les murs de Dakha, sera mise à rude épreuve dans les prochains jours...

KIM GORDON-BATES.

### Dans « Politique étrangère »

#### « L'ANNÉE DE LA SYRIE »

Après l'abondant numéro spécial d'Esprit consacré, l'été passé, à la question du Proche-Orient, Politique étrangère publie cet automne un numéro moins riche mais d'égal intérêt, essentiellement consacré à l'action syrienne au Liban. Dans la revue de l'Institut français des relations internationales, des spécialistes libanais, syriens, français, israéliens (G. Salameh, B. Kodmani, A. Laurent, E. Rouleau, M. Roseme, etc.) précisent les contours des ambitions hégémoniques d'une nation qui, on l'oublie trop souvent, n'a que sept millions d'habitants (le double du Liban) et des ressources très limitées. 1983 n'en a pas moins été « l'année de la Syrie ». Pourquoi ? Le dernier numéro de la publication animée par M. Thierry de Montbrial, essaie de répondre à cette interrogation.

★ Politique étrangère, 3-1983, 6, rue Ferrus, Paris (14<sup>e</sup>). Téléphone : (1) 580-91-08 ; un numéro, 65 F.

### La majorité des parlementaires britanniques souhaitent le retrait du contingent du Royaume-Uni

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement de M. Thatcher n'a pas l'intention — pour le moment — de retirer le petit contingent britannique (cent hommes) de la force multinationale. Mais, à plus ou moins brève échéance, ce retrait n'est pas exclu ; il semble même avoir déjà été envisagé par l'état-major et il est en tout cas souhaité par la majorité des membres de la Chambre des communes, ainsi que l'a montré un débat fort critique lundi soir.

Les bonnes relations maintenues par M. Thatcher entre Londres et Washington avaient récemment été remises en cause après l'affaire de la Grenade, elles l'ont été de nouveau, et, cette fois, de manière quasi unanime de la part des parlementaires britanniques, puisque les députés conservateurs ont dénoncé la situation au Liban avec presque autant de virulence que leurs collègues travaillistes, l'un d'entre eux ayant notamment déclaré qu'il n'appartenait pas à l'armée britannique de donner un « semblant de respectabilité » à la politique américaine.

Chargé de présenter la position du gouvernement, l'un des adjoints du secrétaire au Foreign Office, M. Malcolm Rifkind, a précisé qu'il n'y avait pas lieu maintenant de reconsidérer l'engagement britannique

FRANCIS CORNU.

## François WEYERGANS

# Le Radeau de la Méduse

roman

« Un livre stimulant, intelligent et vif... Une griserie sans partage. »  
*Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur*

« Le Woody Allen du roman français. »  
*Jean-Claude Lamy / France-Soir*

« Quel talent ! On l'approuve bien fort. »  
*Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde*

« Weyergans romances comme pétillante l'eau gazeuse. »  
*François Nourissier / Le Point*

**GALLIMARD** *nrf*







# DIPLOMATIE

## M. Gonzalez est satisfait des explications de M. Mitterrand sur l'élargissement de la C.E.E.

De notre correspondant

Madrid. — A l'heure où les chefs d'Etat et de gouvernement des Dix étaient réunis à Athènes, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a estimé « *clairement positive* » les récentes explications données au sujet de l'adhésion de l'Espagne par le président Mitterrand dans une lettre qu'il avait émise, le samedi 3 décembre, par l'ambassadeur de France, M. Pierre Guideron.

Le 18 novembre, M. Gonzalez avait demandé à M. Mitterrand, ainsi qu'aux chefs de l'exécutif des neuf autres membres du Marché commun, d'adopter une « *attitude claire* » à propos de la candidature de l'Espagne. Dans sa lettre, dont la présidence du gouvernement espagnol a révélé le contenu le lundi 5 décembre, M. Mitterrand assure que « *la vocation européenne de l'Espagne ne fait pas le moindre doute* » et qu'« *une Europe sans l'Espagne est une Europe mutilée* ».

Mais tout en réaffirmant « *le droit de l'Espagne à participer pleinement à la construction de l'Europe* », M. Mitterrand rappelle que

cela ne peut se faire que « *dans le respect des justes intérêts des partenaires de la Communauté* ». Se référant à l'accord adopté lors du sommet communautaire de Stuttgart (juin dernier), qui liait directement la solution des problèmes internes de la C.E.E. à son élargissement aux deux pays ibériques, le président français soulignait également « *qu'à Athènes soient prises les décisions qui réaliseront, sans doute possible, les clauses du mandat de Stuttgart* ».

Malgré le commentaire positif de M. Gonzalez, la réponse de M. Mitterrand n'apporte cependant aucun fait nouveau susceptible de modifier le pessimisme de l'opinion publique espagnole et d'atténuer les très violentes critiques de la presse à l'encontre de Paris. Les premières informations parvenues d'Athènes, faisant état de ce que la presse espagnole a interprété comme une nouvelle manœuvre dilatoire de Paris pour repousser l'adhésion de l'Espagne, n'ont d'ailleurs fait qu'accroître la colère des Espagnols.

(Interim.)

## Echec des Dix au sommet d'Athènes

(Suite de la première page.)

Ainsi, les Allemands ont joué un rôle éminent, voire négatif, en tout cas bien en deçà de ce qu'il aurait pu être : « *Kohl n'a pas négocié, il a imposé par ses problèmes intérieurs (l'affaire Landis) et par le Spacelab, C'est Genscher qui a occupé la première place. Il s'est montré complètement rigide* », faisait valoir un diplomate qui avait suivi de très près le déroulement de la journée.

Les Français ont accumulé les gestes. Ils étaient prêts à accepter, au moins de manière conditionnelle, le plafonnement de la production laitière ainsi qu'un encadrement rigoureux de la dépense agricole.

Il n'ont pu être payés en retour sur la question qui leur tient à cœur : l'élimination des montants compensatoires monétaires, qui perturbent les échanges agricoles, et le renforcement de la politique commerciale extérieure. Du coup, M. Mitterrand a quelque peu fléchi le ton à propos de la contribution britannique, expliquant, en substance, que la mise en place d'un mécanisme de compensation durable ne pouvait pas être considérée comme un dû, et proposant pour 1984 et 1985 des montants réduits par rapport aux années précédentes.

Il est vrai que la seule tentative des Dix, ou plus exactement de leur comité politique, pour affirmer des positions diplomatiques communes s'est révélée finalement laborieuse, à l'exception de la question de Chypre, sur laquelle l'unanimité était facile à trouver.

## Divisions sur le Proche-Orient

Le contentieux communautaire a presque totalement chassé des débats la coopération politique entre les Dix. Certains s'en sont amusés, dont la France, qui déplore de voir « *une réunion de très haut niveau discuter sur des éléments aussi techniques* », selon la formule du porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle. M. Mitterrand lui-même a regretté à plusieurs reprises la dérive de plus en plus technicienne d'un débat entre chefs d'Etat et de gouvernement.

Il est vrai que la seule tentative des Dix, ou plus exactement de leur comité politique, pour affirmer des positions diplomatiques communes s'est révélée finalement laborieuse, à l'exception de la question de Chypre, sur laquelle l'unanimité était facile à trouver.


## Sombre avenir

On parle déjà de l'avenir. Si la rupture est consommée, les lendemains promettent d'être difficiles. Certains, parant de l'idée que la négociation n'est en réalité pas aussi compliquée que les débats, croient à la possibilité d'un accord. D'autres, au contraire, estiment que l'avenir est mal engagé, pensent à un conseil européen de rattrapage dès janvier, sous la présidence française. Le Parlement européen, s'il met à exécution la menace qu'il a proférée, rejettera la semaine prochaine le budget de la Communauté pour 1984, accentuant ainsi la crise. Ce sera pour lui la sanction de l'impasse des chefs d'Etat et de gouvernement. La Communauté va donc devoir vivre avec des douzièmes provisoires. Elle peut le faire sans gêne majeure pendant quelques mois. Les vraies difficultés, si dans l'intervalle les divergences ne sont pas applanies, surgiront au moment de la fixation des prix agricoles.

Les ressources propres disponibles sont insuffisantes pour permettre de financer un relèvement des prix agricoles. Tant qu'il n'y aura pas un accord politique d'ensemble incluant les décisions d'augmenter les ressources de la C.E.E., les ministres de l'Agriculture des Dix

BERNARD BRIGOULEIX et PHILIPPE LEMAITRE.

Conversation d'affaires ? Vous souhaitez vous des détails ?



CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle ou privée grâce à :

- des porte-documents enregistreurs de longue durée et longue portée
- magnétophones d'une durée de 24 heures

Communication Contrôles Sécurité Ltd 24, place Vendôme 75001 Paris Tél. 297-66-00 Tél. 216-04 F

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

## APRÈS AVOIR QUITTÉ LES NÉGOCIATIONS SUR LES EUROMISSILES

## Moscou accuse Washington de « mettre en péril » les pourparlers START sur les armements intercontinentaux

De notre envoyé spécial

Moscou. — On n'a pas tous les jours à Moscou un maréchal, chef d'état-major des forces armées soviétiques, de surcroît, à se mettre sous la dent. La plupart des questions pour cet événement très insolite que constitue en U.R.S.S. une conférence de presse ont donc été posées, lundi 5 décembre, au maréchal Ogarkov, de préférence à MM. Zaitseva, chef du département d'information internationale du comité central du parti, ou Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, qui coprésidaient à la tribune.

Le maréchal Ogarkov, énergique et précis, a réaffirmé que son pays n'entendait pas retourner à la table des négociations de Genève sur les armes à moyenne portée en Europe, interrompues le 23 novembre, tant que les Etats-Unis ne renonceraient pas au déploiement des missiles de croisière et des Pershing-2. Cela n'était guère nouveau, mais le maréchal a aussitôt enchaîné en déclarant que « *l'intransigeance améri-*

caine », déjà responsable du « *torpillage* » de cette conférence, risquait de « *mettre en péril* » l'autre négociation qui se poursuit également à Genève sur les armes stratégiques (START). « *On peut dire aujourd'hui avec de bonnes raisons que, depuis le début des négociations, l'administration américaine ne s'efforce pas d'atteindre un accord mutuellement acceptable* (...). C'est apparemment la même direction qu'elle prend avec les START », a-t-il affirmé.

La menace d'un abandon par les Soviétiques des négociations START, qui portent sur les « *systèmes centraux* », des deux superpuissances (missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques, missiles lancés à partir de sous-marins), n'est guère prise au sérieux par les milieux occidentaux. C'est bien pourtant à quoi s'est employé le maréchal Ogarkov, épaulé par M. Kornienko. Ce dernier a indiqué

en particulier qu'« *on ne savait pas ce qui sortirait* » de la prochaine réunion prévue dans le cadre des START, jeudi 8 décembre.

A l'évidence, on est surpris, voire irrité, ici, par l'équanimité dont font preuve les Occidentaux depuis le départ des Soviétiques de la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. La menace, même voilée, concernant la poursuite des START est destinée à secouer un peu cette conviction tranquille répandue à l'Ouest selon laquelle, après un « *baroud d'honneur* », les Soviétiques reprendront, comme à de rien n'était, le chemin des diverses négociations en cours. « *Il se rait naïf de croire que la situation actuelle (le déploiement des missiles de l'OTAN) n'aura pas de conséquences* » sur la conférence sur le désarmement en Europe qui commencera l'an prochain à Stockholm, par exemple, a déclaré M. Kornienko.

## TOUT EN REFUSANT DE PRENDRE L'INITIATIVE

## L'U.R.S.S. est disposée à répondre favorablement aux éventuelles avances de la France

M. Charles Fiterman, ministre des transports, est arrivé, le lundi 5 décembre, à Moscou pour une visite officielle de six jours, au cours de laquelle il s'emploiera notamment à convaincre les Soviétiques d'acheter du matériel ferroviaire français.

A son arrivée, M. Fiterman a déclaré qu'il entendait « *travailler au développement de la coopération franco-soviétique* ». De leur côté, les Soviétiques veulent profiter des visites de ministres « *techniques* » pour montrer qu'ils sont disposés à reprendre le dialogue politique avec la France.

De notre envoyé spécial

Moscou. — « *C'est comme les feux prophétiques qui annoncent la fin du monde pour une date précise. Quand le jour est passé sans que rien se soit produit, plus personne ne se croit* ». L'image fait florès chez les diplomates occidentaux à Moscou et elle décrit bien la situation dans laquelle se trouvent les dirigeants soviétiques, alors que le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière américains a commencé en Europe. Moscou a annoncé que leur installation provoquerait la crise internationale la plus grave depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et expliqués l'escalade croissante de ses militaires dans le domaine des relations publiques par l'état de « *pré-guerre* » dans lequel se trouvait le monde. « *Nous sommes en 1941* », affirmaient les commentateurs, qui remarquaient, avec un clin d'œil, qu'une fois encore le danger, pour les Soviétiques, venait de l'Allemagne, mais que, contrairement à 1941, ils ne se laisseraient pas surprendre. Depuis l'élection de M. Helmut Kohl à la chancellerie, les vieux clichés sur les revanchards allemands sont de nouveau à l'honneur.

Cette propagande est avant tout destinée au bon peuple : l'exagération du danger de guerre permet de faire passer les sacrifices, de justifier les appels à la discipline et la reprise en mains. Comme le dit un Moscovite plus soucieux du panier de la ménagère que de géopolitique : « *Si le programme agro-alimentaire réussit, on oubliera les Pershing* ». La formule est peut-être un peu simpliste, elle n'est pas totalement fautive.

## Le thermomètre de Berlin

Il n'est pas exclu d'ailleurs que quelques-uns des vieux dirigeants aient au bureau politique croient à l'épouvantail qu'ils ont eux-mêmes agité. Après tout, ils sont marqués par leur expérience de la « *grande guerre* », et leur connaissance de l'Occident ne va pas au-delà de l'enseignement des écoles du parti. Mais, au niveau des dirigeants moyens, on est beaucoup plus décomplexé. Le petit couplet sur les méfaits de la tension internationale ayant été récité, ils passent vite aux choses sérieuses, c'est-à-dire aux affaires, avec leurs interlocuteurs occidentaux. Tous les visiteurs sont frappés par la volonté des Soviétiques de poursuivre la coopération économique sur la base des « *intérêts mutuels* ». Le contre-ambassadeur, ministre onctueux allemand de l'économie, et M. Cresson, ministre français du commerce extérieur, qui se sont rendus à quelques jours d'intervalle à Moscou, ont rencontré le même « *réalisme* » chez leurs partenaires. Les Soviétiques ont besoin de la technologie occidentale, y compris pour la modernisation de leur machine militaire, et ils ne sont pas disposés à s'en priver à cause des euromissiles.

Les dirigeants du Kremlin ont voulu convaincre le monde entier et se convaincre eux-mêmes que le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe provoquerait une crise aussi grave que celle de Cuba en 1962. Mais les réelles annonces à ce jour sont d'ordre strictement militaire et elles

ne dépassent pas ce qui avait été prévu. L'U.R.S.S. n'a agité aucune menace à propos de Berlin, qui, pendant longtemps, a été le « *thermomètre* » de la détente. Si elle devait prendre quelques mesures concrètes touchant les relations entre les deux Etats allemands pour montrer son mécontentement, la normalisation ne devrait pas en être troublée durablement. Parce qu'elles sont particulièrement vulnérables, les relations entre Bonn et Berlin-Est peuvent susciter de passerelle entre l'Ouest en vue de la reprise du dialogue.

Bien que certains hauts fonctionnaires soviétiques aient compris depuis longtemps que le déploiement était inévitable à moins d'une concession majeure, les dirigeants de Moscou ont pécché par optimisme. Ils ont cru qu'il suffirait de jeter le trouble dans le camp occidental et d'utiliser les mouvements pacifistes pour empêcher, ou tout au moins retarder, l'installation des euromissiles. En refusant de payer le prix, ils ont donné la priorité aux considérations militaires contre les considérations politiques, ce qui ne signifie pas que les militaires aient imposé leur point de vue aux civils.

Malgré cet échec, les Soviétiques disposent de nombreuses possibilités d'intervention politique pendant toute la phase du déploiement, qui s'étalera, pour certains pays, sur plusieurs années. Outre les actions en direction de l'opinion publique occidentale, ils devront reprendre la négociation sous une forme ou sous une autre (le Monde daté 4-5 décembre). S'ils cherchent des intermédiaires, la France peut se trouver bien placée, bien que ses relations avec Moscou aient connu des hauts et des bas depuis mai 1981, avec une tendance globalement négative. Avant même l'élection présidentielle, le Kremlin considérait avec une méfiance profonde M. Mitterrand, qui personnifiait à ses yeux le retour à la IV<sup>e</sup> République. Il s'en serait toutefois accommodé — « *Nous aurions fait preuve d'indulgence* », affirme un journaliste de Moscou — si ses pires craintes n'avaient été vérifiées.

## La pression des forces de droite

Il suffit pour s'en convaincre de lire le compte rendu de Temps nouveaux sur le congrès socialiste de Bourges-Bresse : « *La direction du parti socialiste et ses représentants du gouvernement ont été de plus en plus à la pression des forces de droite à l'intérieur et à l'extérieur* (...). Le gouvernement des socialistes s'est aligné de plus en plus clairement sur les Etats-Unis », écrit l'hebdomadaire soviétique. Si les rapports entre Moscou et Paris se sont détériorés, la responsabilité en incombe entièrement, selon le Kremlin, au gouvernement français, qui a pris des positions jugées « *incompréhensibles* » sur la Pologne, l'Afghanistan, sans parler des expéditions de diplomates soviétiques et surtout de la question cruciale des euromissiles pour laquelle le gouvernement précédent avait montré une discrétion appréciée à Moscou.

Le dernier point est essentiel dans la stratégie soviétique dans la mesure où, si la France, de par sa situation particulière, peut jouer un rôle dans la reprise du dialogue Est-Ouest, l'Allemagne fédérale n'est pas négligée par le Kremlin. Le gouvernement de Bonn est un interlocuteur obligé à l'occasion, mais, malgré toutes les vicissitudes de la détente ou de la guerre froide, la R.F.A. reste le meilleur partenaire et le premier fournisseur de l'U.R.S.S. N'est-ce pas le chancelier Schmidt qui, en juillet 1980, a convaincu Leonid Brejnev d'ouvrir des négociations sur les euromissiles malgré la double décision de l'OTAN et le refus définitif de M. Gromyko ? Le changement de coalition à Bonn n'est pas de nature à empêcher M. Kohl de jouer le même rôle d'honnête courtier.

Vis-à-vis de l'Allemagne, les Soviétiques vont utiliser la panoplie complète de leurs moyens d'action : ils maintiendront leurs pressions, prodigueront des sourires, feront miroiter des possibilités d'accord — puis-ent-elles se révéler illusoire — pendant la fresque d'un avenir radieux pour le peuple allemand tout entier pour le cas où Bonn ne céderait plus aux injonctions de Washington. La seule limite pour eux dans ce genre d'exercice est la nécessité de ne pas aller trop loin pour ne pas éveiller des espoirs dans « *leur* » Allemagne.

Si l'on s'en tient à l'expérience des précédentes périodes de tension Est-Ouest, l'U.R.S.S. devrait mener une politique européenne d'autant plus active que toute perspective d'accord avec M. Reagan lui paraît bouchée. Or le Kremlin ne peut exclure que le président américain se représente en 1984, et soit élu pour un nouveau mandat de quatre ans.

DANIEL VERNET.

## le déploiement dans le pays

On a pu se demander, à la lecture de la déclaration de M. Ogarkov, si les Soviétiques ne cherchaient pas à provoquer une crise internationale. Mais, au contraire, ils ont voulu montrer qu'ils étaient prêts à négocier. Le maréchal Ogarkov a réaffirmé que son pays n'entendait pas retourner à la table des négociations de Genève sur les armes à moyenne portée en Europe, interrompues le 23 novembre, tant que les Etats-Unis ne renonceraient pas au déploiement des missiles de croisière et des Pershing-2. Cela n'était guère nouveau, mais le maréchal a aussitôt enchaîné en déclarant que « *l'intransigeance améri-*

caine », déjà responsable du « *torpillage* » de cette conférence, risquait de « *mettre en péril* » l'autre négociation qui se poursuit également à Genève sur les armes stratégiques (START). « *On peut dire aujourd'hui avec de bonnes raisons que, depuis le début des négociations, l'administration américaine ne s'efforce pas d'atteindre un accord mutuellement acceptable* (...). C'est apparemment la même direction qu'elle prend avec les START », a-t-il affirmé.

La menace d'un abandon par les Soviétiques des négociations START, qui portent sur les « *systèmes centraux* », des deux superpuissances (missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques, missiles lancés à partir de sous-marins), n'est guère prise au sérieux par les milieux occidentaux. C'est bien pourtant à quoi s'est employé le maréchal Ogarkov, épaulé par M. Kornienko. Ce dernier a indiqué

## U.R.S.S.

On a pu se demander, à la lecture de la déclaration de M. Ogarkov, si les Soviétiques ne cherchaient pas à provoquer une crise internationale. Mais, au contraire, ils ont voulu montrer qu'ils étaient prêts à négocier. Le maréchal Ogarkov a réaffirmé que son pays n'entendait pas retourner à la table des négociations de Genève sur les armes à moyenne portée en Europe, interrompues le 23 novembre, tant que les Etats-Unis ne renonceraient pas au déploiement des missiles de croisière et des Pershing-2. Cela n'était guère nouveau, mais le maréchal a aussitôt enchaîné en déclarant que « *l'intransigeance améri-*

caine », déjà responsable du « *torpillage* » de cette conférence, risquait de « *mettre en péril* » l'autre négociation qui se poursuit également à Genève sur les armes stratégiques (START). « *On peut dire aujourd'hui avec de bonnes raisons que, depuis le début des négociations, l'administration américaine ne s'efforce pas d'atteindre un accord mutuellement acceptable* (...). C'est apparemment la même direction qu'elle prend avec les START », a-t-il affirmé.

La menace d'un abandon par les Soviétiques des négociations START, qui portent sur les « *systèmes centraux* », des deux superpuissances (missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques, missiles lancés à partir de sous-marins), n'est guère prise au sérieux par les milieux occidentaux. C'est bien pourtant à quoi s'est employé le maréchal Ogarkov, épaulé par M. Kornienko. Ce dernier a indiqué

en particulier qu'« *on ne savait pas ce qui sortirait* » de la prochaine réunion prévue dans le cadre des START, jeudi 8 décembre.

A l'évidence, on est surpris, voire irrité, ici, par l'équanimité dont font preuve les Occidentaux depuis le départ des Soviétiques de la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. La menace, même voilée, concernant la poursuite des START est destinée à secouer un peu cette conviction tranquille répandue à l'Ouest selon laquelle, après un « *baroud d'honneur* », les Soviétiques reprendront, comme à de rien n'était, le chemin des diverses négociations en cours. « *Il se rait naïf de croire que la situation actuelle (le déploiement des missiles de l'OTAN) n'aura pas de conséquences* » sur la conférence sur le désarmement en Europe qui commencera l'an prochain à Stockholm, par exemple, a déclaré M. Kornienko.

Moscou. — On n'a pas tous les jours à Moscou un maréchal, chef d'état-major des forces armées soviétiques, de surcroît, à se mettre sous la dent. La plupart des questions pour cet événement très insolite que constitue en U.R.S.S. une conférence de presse ont donc été posées, lundi 5 décembre, au maréchal Ogarkov, de préférence à MM. Zaitseva, chef du département d'information internationale du comité central du parti, ou Kornienko, premier vice-ministre des affaires étrangères, qui coprésidaient à la tribune.

Le maréchal Ogarkov, énergique et précis, a réaffirmé que son pays n'entendait pas retourner à la table des négociations de Genève sur les armes à moyenne portée en Europe, interrompues le 23 novembre, tant que les Etats-Unis ne renonceraient pas au déploiement des missiles de croisière et des Pershing-2. Cela n'était guère nouveau, mais le maréchal a aussitôt enchaîné en déclarant que « *l'intransigeance améri-*

caine », déjà responsable du « *torpillage* » de cette conférence, risquait de « *mettre en péril* » l'autre négociation qui se poursuit également à Genève sur les armes stratégiques (START). « *On peut dire aujourd'hui avec de bonnes raisons que, depuis le début des négociations, l'administration américaine ne s'efforce pas d'atteindre un accord mutuellement acceptable* (...). C'est apparemment la même direction qu'elle prend avec les START », a-t-il affirmé.

La menace d'un abandon par les Soviétiques des négociations START, qui portent sur les « *systèmes centraux* », des deux superpuissances (missiles intercontinentaux, bombardiers stratégiques, missiles lancés à partir de sous-marins), n'est guère prise au sérieux par les milieux occidentaux. C'est bien pourtant à quoi s'est employé le maréchal Ogarkov, épaulé par M. Kornienko. Ce dernier a indiqué

en particulier qu'« *on ne savait pas ce qui sortirait* » de la prochaine réunion prévue dans le cadre des START, jeudi 8 décembre.

A l'évidence, on est surpris, voire irrité, ici, par l'équanimité dont font preuve les Occidentaux depuis le départ des Soviétiques de la conférence de Genève sur les armes à moyenne portée. La menace, même voilée, concernant la poursuite des START est destinée à secouer un peu cette conviction tranquille répandue à l'Ouest selon laquelle, après un « *baroud d'honneur* », les Soviétiques reprendront, comme à de rien n'était, le chemin des diverses négociations en cours. « *Il se rait naïf de croire que la situation actuelle (le déploiement des missiles de l'OTAN) n'aura pas de conséquences* » sur la conférence sur le désarmement en Europe qui commencera l'an prochain à Stockholm, par exemple, a déclaré M. Kornienko.



# AFRIQUE

## Le Maroc dans l'attente

### II. - La ligne ocre des dunes

par ANDRÉ FONTAINE

Retour du Maroc, André Fontaine a décrit (le Monde du 6 décembre) un système politique qui tient de la monarchie absolue par certains côtés, tout en conservant, même si elles sont en voie d'érosion, des structures tribales. Il en résulte aujourd'hui un problème majeur : celui du Sahara.

Rabat. - Un sujet revient dans toutes les conversations : le Sahara. Ce Sahara occidental, ex-espagnol, pour lequel le Maroc se trouve en guerre depuis maintenant sept ans et qui continue de faire vibrer la plus grande partie de l'opinion, apparemment comme au premier jour.

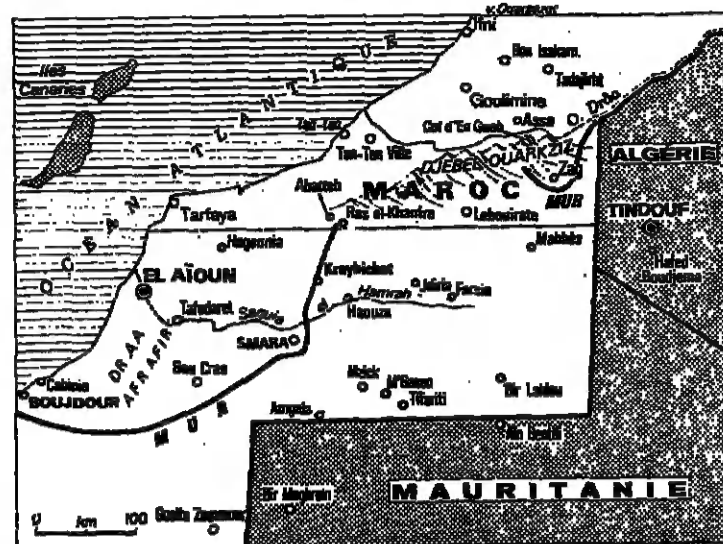
Les prétentions de Rabat, dans cette affaire, s'appuient sur un épais dossier. On y apprend par exemple qu'au début de ce millénaire, l'empire des Almoravides et des Almohades s'étendait jusqu'au sud-ouest du Sahara, que nombre des confréries religieuses qui ont encaissé la résistance des Marocains aux Espagnols, à l'époque de la Renaissance, ont été fondées par des marabouts originaires de ces régions, qu'en 1866 encore, le sultan Moulay Hassan déclarait : « En ce qui concerne le Rio-de-Oro, une enquête faite auprès des habitants de la région a révélé qu'il s'agit des lieux habités par les Ouled Delim et la tribu des Aroussiya, qui sont nos fidèles serviteurs (1) ». Le grand Larousse du siècle dernier citait le Maroc d'un territoire de 577 000 kilomètres carrés, et le Nouveau Larousse illustré, au début de ce siècle, de 800 000 kilomètres carrés, à comparer avec la superficie actuelle du territoire : 447 000 kilomètres carrés sans le Sahara occidental, 713 000 avec lui.

Le traité de protectorat, en confiant à la France, pour les zones qu'elle occupait au Nord et au Sud, à l'Espagne, la responsabilité des affaires extérieures de l'empire, a abouti à matérialiser un tracé des frontières que les Marocains n'ont cessé de récuser. Aussi bien n'ont-ils accepté que sous réserve la résolution adoptée en 1963 par l'Organisation de l'Unité africaine sur le respect des frontières héritées de la colonisation. « La signature de la charte, a fait alors valoir Rabat, ne saurait aucunement être interprétée ni comme une reconnaissance expresse ou implicite des faits accomplis jusqu'ici refusés par le Maroc ni comme une renonciation à la poursuite de la réalisation de nos droits par les moyens légitimes à notre disposition (1) ».

Dans l'esprit de Mohammed V, le sultan du Maroc, avait fait un compagnon de la Libération et que la IV<sup>e</sup> République avait un moment déposé, comme du parti de l'isigial et de son fondateur Allal el Fassi, le Maroc indépendant devait retrouver ses frontières historiques, jusqu'au fleuve Sénégal. Ils firent tout pour s'opposer à l'indépendance de la Mauritanie. La présence à la présidence du dernier Parlement de Rabat de l'émir Ould Sidi Baba, natif d'Atar, rappelle qu'un certain nombre de notables mauritaniens avaient alors choisi le parti du Maroc. Toujours est-il qu'il a fallu attendre 1970 pour que ce dernier

reconnaisse l'indépendance de la Mauritanie.

De même n'est-ce qu'en 1972 qu'a été conclu avec l'Algérie un accord définitif sur le tracé des frontières : les Marocains ont toujours considéré en effet que l'oasis de Tindouf (2) leur appartenait, et ils en veulent à la France de l'avoir laissée à l'Algérie, de même qu'ils lui en veulent de lui avoir, comme ils disent, « fait cadeau du Sahara ». Les deux pays frères en étaient d'ailleurs venus aux mains, en 1963, à propos de Tindouf, et, sans la médiation de l'Organisation de l'Unité africaine, le conflit aurait tourné à la guerre ouverte.



Toujours est-il que les Marocains estiment avoir dans les deux cas, de la Mauritanie et de Tindouf, fait trop de concessions à la cause de la paix pour pouvoir se permettre d'abandonner un Sahara occidental dont les gisements de phosphates sont si abondants que leur possession assure au royaume d'Hassan II, déjà fort bien doté sous ce rapport, les deux tiers des réserves mondiales prévues et dont ils n'hésitent pas à dire, quitte à forcer un peu la note, qu'il est leur Alsace-Lorraine.

#### Une décolonisation tardive

En 1956, le gouvernement de Madrid avait, suivant l'exemple de celui de Paris, renoncé à ses droits sur le nord du Maroc, sauf à conserver ses « présides », autrement dit les deux ports de Ceuta et de Melilla. Mais il entendait garder les deux provinces constituant le Sahara espagnol. Saguia-El-Hamra au nord, Rio-de-Oro au sud, ainsi que plus au nord l'enclos d'Ifni, où leurs Majestés très catholiques avaient bâti au quinzième siècle un fort destiné à protéger la route des Canaries. En 1958, après des combats qui s'étaient étendus à la Mauritanie, entre l'armée marocaine et les troupes franquistes appuyées par des unités françaises, un accord intervint, qui aboutissait à la restitution à Rabat de la région de Tar-

faya, située dans la partie septentrionale de la Saguia-El-Hamra. Les accrochages devaient se poursuivre en revanche à Ifni, que le Caudillo, après une mise en demeure de l'Assemblée générale des Nations unies, se décida en 1969 à rétrocéder au Maroc.

De 1965, l'indite Assemblée générale avait adopté à l'unanimité, moins les voix de l'Espagne et du Portugal, une résolution invitant Madrid à « prendre immédiatement les mesures nécessaires pour la libération de la domination coloniale des territoires d'Ifni et du Sahara

comme on l'a vu, d'avoir été délégués. Et si, au contraire, la solution du condominium prévalait, pourquoi ne pas y associer Alger ? Rien ne laissait alors augurer la guerre qui allait bientôt éclater. En 1965, Boumedienne, Hassan II et Moktar Ould Daddah s'étaient entendus pour « hâter le processus de décolonisation » du Sahara sur la base du référendum réclamé par l'ONU. En 1973, les rencontres s'étaient multipliées entre les trois chefs d'Etat afin d'accroître la pression exercée sur l'Espagne. Mais le président mauritanien, sans doute pour contre-balancer le poids, à ses yeux excessif, du Maroc, devait autoriser l'année suivante la création dans son pays de ce « Front populaire pour la libération de la Saguia-El-Hamra et du Rio-de-Oro », qui devait devenir célèbre sous le nom de Front Polisario.

#### Le taureau par les cornes

Dès ce moment, Hassan II, qui vient par deux fois d'échapper à une conjuration militaire, et qui sent la position de Madrid s'affaiblir avec la fin du règne de Franco, a décidé de prendre le taureau par les cornes. Le 17 septembre 1974, il déclare que les Marocains sont prêts à « récupérer leurs terres par tous les moyens ». Le 9 décembre, Moktar Ould Daddah et lui s'accrochent, sans en dire davantage, qu'ils se sont « mis d'accord » sur le Sahara. On ne saura qu'un an plus tard qu'ils ont prévu un partage des possessions espagnoles, le Maroc se taillant la part du lion. Enfin, à l'automne 1975, tandis que le Caudillo agonise, le roi déclenche la « marche verte », vaste cortège qui doit aller pacifiquement prendre possession du Sahara occidental. Ses sujets répondent à son appel avec un enthousiasme extraordinaire, et de nombreux opposants se rallient, à cette occasion, au trône. Contrairement aux promesses les plus répandues à l'extérieur, la démonstration, qui réunit trois cent mille participants, se déroule dans un ordre impressionnant.

Juan Carlos, qui assure l'intérim du Caudillo, se précipite à El-Aïoun, la capitale de la province, pour déclarer, le 2 novembre, que son gouvernement, « déterminé à garantir l'autodétermination des Sahraouis, s'opposera à l'initiative du Maroc par tous les moyens ». Moyennant quoi, douze jours plus tard, l'Espagne signe avec ce même gouvernement, et avec le Polisario, un accord politique prévoyant qu'elle mettra fin à sa présence avant le 28 avril 1976. Il est précisé que l'opinion de la population sahraouie, telle qu'elle sera exprimée par l'assemblée locale, la Jemaa, sera respectée. De référendum, plus question. C'est un triomphe pour Hassan II, qui a fait sagement bivouaquer la marche verte devant les lignes espagnoles. En contrepartie, Rabat avait accepté de laisser à Madrid Ceuta et Melilla, lui avait garanti de très importants droits de pêche et une participation de 35 % dans la société d'exploitation des phosphates.

Boumedienne était d'autant moins disposé à prendre son parti d'un accord conclu sans lui et qui ne lui laissait aucune part du gâteau, qu'il avait favorisé, sept ans plus tôt, la décolonisation du Maroc et de la Mauritanie, et que les Espagnols lui avaient juré jusqu'à la dernière minute qu'ils ne feraient rien contre Alger. Après avoir échoué à convaincre Moktar Ould Daddah, au cours d'une entrevue orangeuse, qu'il ne se laisserait faire à aucun prix, il fournit au Polisario les importants moyens militaires que celui-ci réclamait pour faire échec au partage. Le Front dirigea le gros de ses opérations contre le maillon le plus faible, en l'espèce la Mauritanie. Le 10 juillet 1978, Moktar Ould Daddah était arrêté par son chef d'état-major. La Mauritanie signait, l'année suivante, une paix séparée avec la République arabe sahraouie démocratique (R.A.S.D.), proclamée en 1976 par le Polisario, et déclarait lui restituer la partie du Sahara qu'elle avait annexée, et donc le Maroc s'empresse à l'annonce de sa défection, de prendre possession.

On ne va pas raconter les mille et une péripéties de cette guerre interminable, mais seulement constater que le danger qu'elle recelait d'un conflit armé généralisé entre Alger et Rabat paraît pour le moment écarté. Abandonnant les neuf dixièmes de l'ex-possession espagnole, l'armée marocaine a bâti autour du « triangle utile » - El-Aïoun - Smara - Bou-Cra (la capitale des phosphates) un mur que le Polisario paraît hors d'état de percer, aussi longtemps qu'il n'aura pas obtenu de Moscou, via Alger ou Tripoli, les armes ultra-modernes nécessaires (4). Or le fait est que l'U.R.S.S., qui n'a toujours pas reconnu la République sahraouie, conserve dans cette affaire une certaine discrétion. Elle a conclu avec

le Maroc un accord de pêche qui entérine dans les faits l'annexion du Sahara et lui achète en quantité le phosphate dont son agriculture a tant besoin. Et l'on ne peut être que frappé, lorsqu'on visite le port de Casablanca, par le nombre de cargos venus des pays de l'Est qui y mouillent, voire, comme c'était le cas le jour où nous y sommes allés, par la présence d'un immense et rutilant bateau de croisière. Moscou sait aussi que les Etats-Unis n'hésiteront pas à accroître leur aide au Maroc, déjà considérable, si c'est nécessaire, pour lui permettre de tenir bon.

Hassan II a, de son côté, fait une concession, bien tardive, en se ralliant, le 1<sup>er</sup> juin 1981, tout en ne lui donnant qu'un caractère « consultatif », à ce référendum dont il avait cru imprudemment pouvoir, en 1975, faire l'économie. Au début de cette année, le roi a rencontré le président algérien Bendjedid Chadli. Par la suite, des modalités très précises, assure-t-on du côté marocain, ont été mises au point au cours de différents sommets de l'Organisation de l'Unité africaine pour l'organisation du référendum. Et le souverain est allé aux Nations unies en septembre pour plaider avec flamme son dossier. Moyennant quoi, les choses n'avancent guère, Rabat refusant la condition mise par Alger de négociations préalables avec les dirigeants du Polisario, lequel a marqué un point important, en février 1982, en faisant admettre la R.A.S.D. à l'O.U.A.

On fait toutes sortes d'hypothèses du côté marocain, sur les intentions réelles de l'Algérie, que l'on se garde bien cependant d'attaquer de face. En attendant, tout l'effort de la diplomatie chérifienne tend à rallier le plus de soutiens possible à son point de vue sur le référendum : c'est ainsi qu'elle se targue de l'avoir fait entériner tour à tour, au cours de ces dernières semaines, par le Guinée de Sekou Touré et la Suède d'Olof Palme.

Mais le succès que l'on célèbre le plus volontiers à Rabat, c'est l'apparent désintéressement du colonel Kadhafi, dont le rôle n'était pas mince dans l'armement et le financement du Polisario. Au cours de sa visite imprévue à Rabat, en juillet, il aurait dit à ses interlocuteurs qu'il était prêt à reconnaître le Polisario comme le seul représentant légitime du Sahara, promis par définition à la satellisation. Et qu'il n'avait soutenu le Polisario que pour faire payer au Maroc son alignement sur la politique de Camp David. Mais il s'était maintenu convaincu, notamment en rencontrant les pères de plusieurs dirigeants du Polisario, dont celui du propre président de la R.A.S.D., qui avaient parlé de leurs fils comme d'« égarés », que l'affaire du Sahara était pour le Maroc une cause nationale, et il allait, aurait-il dit, réviser sa position. En tout cas, le fait est qu'après avoir dit le 3 juillet, à Rabat, qu'un référen-

dum au Sahara « n'aurait pas de sens » (le Monde du 5 juillet), il a déclaré à Eric Rouleau (le Monde du 21 juillet) être « tombé d'accord avec Hassan II sur le principe » de ce même référendum, ajoutant : « Nous avions soutenu le Polisario lors de l'occupation espagnole. Aujourd'hui, il est question d'autodétermination et de négociation. Il faut désormais donner sa chance à la paix ».

François Mitterrand, qui s'est rendu en visite officielle à Rabat au janvier de cette année, a rappelé à cette occasion qu'il avait toujours été favorable « à l'autodétermination des populations du Sahara occidental et donc à un référendum, les procédures étant mises en place, s'il le faut, sous le contrôle des organisations internationales qualifiées ». Il a ajouté : « J'approuve l'initiative du roi Hassan II [d'accepter le référendum], et je souhaite qu'on s'en tienne à une démarche qui me paraît seule capable de répondre aux contradictions du moment ».

Tout récemment, il a rencontré à plusieurs reprises Hassan II à Paris. Il a su, ainsi qu'en témoigne le succès de la visite du président Bendjedid Chadli, améliorer considérablement les relations de notre pays avec l'Algérie, sans pour autant compromettre la position très forte qu'il conserve au Maroc, sur le plan économique et culturel notamment. Ce n'est pas parce qu'une tentative de bons offices de Valéry Giscard d'Estaing a échoué, il y a quelques années, que la France doit renoncer à ajouter son poids aux efforts de ceux qui, de divers côtés, essayent de rapprocher les deux camps. Ce ne devrait pas être une tâche impossible, puisque chacun paraît d'accord maintenant sur la nécessité de s'en remettre à l'arbitrage de ce référendum que les Nations unies n'ont cessé de réclamer depuis dix-huit ans.

Pour tous ceux qui s'épuisent dans ce conflit sans issue, n'est-il pas grand temps que les combats cessent ? Même si, de part et d'autre, l'issue de la guerre demeure un secret d'Etat, il va de soi qu'elle pèse lourdement sur le développement de pays que la crise mondiale frappe de plein fouet.

#### Prochain article :

#### LA PLUME INCH ALLAH...

- (1) Cité par Robert Réaume, *Le Sahara occidental et les Frontières marocaines*, Nouvelles Editions latines, 1975.
- (2) Au temps du protectorat, Tindouf relevait d'un « commandement militaire des colonies algéro-marocaines », dont l'autorité s'étendait à l'est jusqu'à Bou-Aïal, à Beni-Abbès et aux premiers contreforts du Grand Erg occidental.
- (3) Pierre Blarès, *L'Afrique aux Africains*, A. Colin, 1980.
- (4) Cf. le reportage de Jean de La Colétière : « Rabat voit dans les récentes offensives du Polisario la preuve du soutien militaire de l'Algérie » (le Monde du 3 novembre).

« Depuis la prise du pouvoir par les communistes à Kaboul, aucun livre n'avait analysé tous les aspects du problème afghan. Le vide est maintenant rempli ».

Gérard Viratelle. Le Monde.

« Je souhaite que tous les Français cultivés lisent ce livre... Plaisant à lire, l'ouvrage n'en est pas moins fondamental ».

Jean-Baptiste Duroselle. Le Figaro.

Jean-Christophe Victor. La cité des murmures. L'enjeu afghan.



Document J.C. Lattès

المحمد الذي امرنا بالعلم والعلماء بنينا على العلم  
قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : من لم يدر لغة العرب لم يدر لغة الله

Qu'est-ce que l'espace ? Qu'est-ce que le temps ? Le créateur a-t-il créé le bien et le mal ? L'élasticité du temps ? Les sociétés animales ? Les réponses du Coran à ces questions, entre autres, seraient étudiées dans le Lycée musulman ainsi que la mathématique, la physique, les langues, les religions, l'histoire, la philosophie. Nous préparons aux baccalauréats nationaux et internationaux. Ecrivez-nous, aidez-nous à la réalisation de ce projet : le premier lycée musulman libre. Nous remercions pour leur soutien les chrétiens, les israélites, qui nous ont déjà écrit, aidés et encouragés.

HADJ EDDINE EL GHAOUTSI  
PROJET LYCEE MUSULMAN PRIVE  
B.P. 45 - 94340 JOINVILLE-LE-PONT

«DESCARTES N'EST PAS MAROCAIN»  
le développement du sous-développement au Maroc  
PHILIPPE BRACHET  
Professeur d'économie à l'Université de Rabat

- Des paysans du Chari
- Le désastre égyptique
- Les rapports à l'économie
- Les rapports à la population
- Les rapports à l'histoire

LA PENSÉE UNIVERSELLE  
4, rue Charlemagne, PARIS-4  
208 pages - 58 F.

LE GRAND CHINOIS  
5, Av. de New York 167  
75008 Paris 16<sup>e</sup> - Tél. 723.56.21 - Ouvert tous les jours

«LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS»  
AIR-FRANCE • AFILAS  
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL

مكتبة ابن الجوزي

Le thème de la morale domine la campagne

Le thème de la morale domine la campagne... (Texte continué sur plusieurs colonnes, difficilement lisible en raison de la qualité de l'image et de la densité du texte.)



# ASIE

## Japon

### Le thème de la moralisation du jeu politique domine la campagne électorale

Tokyo. — Près de huit cent cinquante candidats députés japonais — pour cinq cent onze sièges à pourvoir — ont entamé dans cent trente circonscriptions une campagne électorale de deux semaines sur le thème principal de la moralisation du jeu politique (électoral et parlementaire), notamment perçue par l'argent en général et par celui du « clan Tanaka » en particulier.

Ce thème d'un retour à l'éthique démocratique n'est pas ici bien nouveau : c'est un peu l'aristocratie qui se joue sur la scène de la politique japonaise, autour de l'affaire Tanaka, depuis bientôt une décennie. Mais il n'est pas banal qu'il serve ouvertement de toile de fond électoral à l'une des grandes démocraties occidentales. Cela témoigne, certes, de la décomposition avancée des pouvoirs politiques et du pragmatisme des tenants de la « politique de l'argent ». Mais cela atteste également, à l'opposé, d'une volonté de purification, que ce soit par vraie conviction ou par opportunisme.

L'improbable Tanaka, avec ses multiples tenants et aboutissants — le jeu du premier ministre, M. Nakasone, et celui de son cabinet pour protéger leur position — « protecteurs » après sa condamnation par la justice en octobre dernier pour complicité, la division au sein même du Parti libéral démocrate (P.L.D.), agrégat de factions conservatrices, entre pro et anti-Tanaka, et, finalement, la décision de M. Nakasone de dissoudre la Diète plutôt que de permettre un débat et le vote d'une résolution sur le cas Tanaka. — tout cela donne à nos yeux une opposition par ailleurs à court de thèmes populaires une chance inédite de redonner l'influence électorale du P.L.D. et, partant, le monopole du pouvoir que les conservateurs se partagent depuis bientôt quarante années.

Les thèmes des cinq principaux partis d'opposition (socialistes, communistes, socialistes démocratiques, et nouveaux libéraux) ont tous entamé leur campagne par de vigoureuses attaques contre la « nature corrompue » du P.L.D. et sa domination par

De notre correspondant  
M. Tanaka qui n'en fait même plus nominellement partie. Certains, mais pas tous, dénoncent d'autre part la politique de M. Nakasone qu'ils jugent « militariste » et « antisociale », dans la mesure où l'accroissement des dépenses militaires (en réponse aux pressions américaines) s'accompagne d'une réduction budgétaire des dépenses sociales.

Le premier ministre, placé dans une position inconfortable, s'attache d'une part à faire valoir les bénéfices de sa politique de « grandeur et responsabilité » du Japon depuis un an et, d'autre part, à faire oublier pour un temps son encombrant allié, M. Tanaka, en évitant de s'y référer, de près ou de loin sur le plan intérieur, il promet l'avènement prochain de la réforme administrative (moins de bureaucratie : une autre Aristocratie), une réforme de l'enseignement, la relance économique et une réduction d'impôts. Sur le plan extérieur M. Nakasone dénonce l'« irresponsabilité » de la politique de « neutralité non armée » prônée par les socialistes. Il ne manque pas de faire valoir que les grands de ce monde — récemment MM. Kohl, Reagan et Hu Yaobang — viennent non seulement lui rendre visite à Tokyo mais en profitent, chacun à sa manière, pour conforter sa politique.

Pour ou contre M. Tanaka

Cela dit, il est intéressant de noter que d'embellie nombre de candidats conservateurs, et M. Nakasone lui-même de façon allusive, ont jugé utile de se prononcer pour une restauration de l'éthique politique, quitte à ne pas mentionner à ce sujet le nom de M. Tanaka. Cette préoccupation a beau être tardive et parfois tactique, elle n'en est pas moins révélatrice du malaise majoritaire.

Elle tranche en tout cas sur les propos du ministre de la justice, M. Hatanaka (un ami de M. Tanaka), qui avait récemment que « demander à un politicien d'avoir de la moralité équivaut à demander du poison chez un marchand

## Chine

### VÉTÉRAN DE LA RÉVOLUTION Peng Shuzhi est mort

Peng Shuzhi, l'un des derniers survivants de la première génération des communistes chinois, est décédé le 28 novembre aux États-Unis. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Aux côtés surtout de Chen Duxiu, il avait joué un rôle déterminant dans la direction du P.C.C. au cours des années 20, notamment dans la préparation des insurrections ouvrières de 1927. Il s'était exilé en 1949, en désaccord avec la ligne du P.C.C.

Un premier tome de ses Mémoires, rédigé sous son contrôle par sa fille, Cheng Yingxiang, et Claude Cadart, a été publié cette année en France.

Les Mémoires de Peng Shuzhi sont une mine exceptionnelle pour les spécialistes de l'histoire du mouvement communiste en Chine, qui voient défiler à travers ces souvenirs non seulement tous les grands noms de cette histoire, mais aussi des personnages dont le rôle, moins saillant et plus bref, a néanmoins fortement contribué à façonner l'itinéraire et la sociologie de la révolution chinoise (1).

L'intérêt particulier de l'ouvrage est que le regard de Peng Shuzhi est par définition différent de celui des historiens officiels du P.C. chinois. S'il fait l'éloge de Lin Biao, s'il dit avoir été sensible au « charme » de Zhou Enlai, il est clair d'embellie que rien ne lui plaît chez Mao Zedong, dont le comportement, sans dire, ne cessait de décevoir ses compagnons. Ne le voit-on pas, au début des années 20, circuler presque nu, un jour de canicule, dans les couloirs de l'université autonome de Changsha et s'irriter qu'on lui demande, pour la dignité de l'établissement, d'enfiler au moins un caleçon ? Une rencontre à Shanghai, un peu plus tard, ne laissera à l'auteur que le souvenir d'un homme « égoïste, égoïste » et qui veut se retirer à la campagne.

Mao Zedong, dit Peng Shuzhi, éprouvera durant toute sa vie une véritable répulsion pour ce genre de grandes concentrations humaines. Jamais, par suite, il ne comprendra la classe ouvrière, ne l'aimera, ne s'y fiera. « Clivage entre deux hommes, deux révolutions...

lequel Peng Shuzhi ne cache pas sa sympathie, — ne néglige aucun des détails qui peuvent aider à faire revivre un monde dont les témoignages deviennent rares. La vie quotidienne au Hunan aux premières années de ce siècle, des scènes d'auberge, la subtilité des relations familiales, la course à l'instruction des rejetons d'une petite bourgeoisie paysanne, forment l'arrière-plan de l'intense fermentation politique qui va accompagner la révolution de 1911.

L'« Intendance » n'est jamais absente de ces souvenirs, y compris pendant les années passées en Union soviétique, et sans doute s'en est-elle une part dans l'impression d'authenticité qu'on éprouve à les lire.

Peng Shuzhi était le contraire d'un conformiste. Il n'est nullement convaincu par la stratégie d'alliance avec le Kuomintang et moins encore impressionné par la personnalité d'un Tchang Kai-shek, rencontré à Moscou. Lui-même conçoit qu'une « ambiance anarchiste » a régné à l'aube du mouvement révolutionnaire chinois et que quelques-uns de ses plus illustres initiateurs, s'ils pensaient beaucoup, étaient fort peu savants en matière d'organisation politique.

Ce premier tome s'arrête avant les drames de 1927. Il est avant tout l'évocation d'une époque où des hommes, jeunes encore, ayant parcouru les itinéraires les plus divers, commencent à se rassembler en Chine, forts de tous les espoirs, pour y créer un monde nouveau.

ALAIN JACOB.

(1) Claude Cadart, Cheng Yingxiang, *Mémoires de Peng Shuzhi, l'un des communistes en Chine*, collection « Témoins », Gallimard, 1983, 489 p., 95 F.

# AMÉRIQUES

## Venezuela

### Les sociaux-démocrates d'Action démocratique auraient la majorité dans le nouveau Congrès

M. Jaime Lusinchi (social-démocrate) a gagné l'élection présidentielle avec 52,61 % des suffrages, selon les résultats officiels communiqués lundi 5 décembre par le Conseil suprême électoral. Son parti, l'Action démocratique, a obtenu 44,25 % des suffrages aux élections législatives, ce qui devrait

lui assurer la majorité au Congrès. M. Rafael Caldera (social-chrétien) a obtenu 36,80 % des suffrages, et son parti, le COPEI (Comité d'organisation politique, chrétien, indépendant, social-chrétien), a eu 28,31 % des voix aux élections législatives.

savoir qu'il procéderait au remplacement des directeurs de plusieurs organismes d'Etat, afin de mettre en place une politique économique cohérente. MM. Leopoldo Díaz Br

zuel, président de la Banque du Venezuela, et Humberto Calderón Berli, directeur de la Compagnie des pétroles, sont parmi les personnalités visées. — (A.F.P., Reuter.)

## Canada

### APRÈS LA PERTE DE DEUX NOUVELLES CIRCONSCRIPTIONS Le parti québécois est en difficulté

De notre correspondant

Montréal. — La série noire se poursuit pour le parti québécois, qui a perdu le lundi 5 décembre deux nouvelles élections partielles. Le P.Q. (indépendantiste) a perdu les dix-huit scrutins organisés depuis son arrivée au pouvoir en novembre 1976. C'est, il est vrai, ne l'a pas empêché de retrouver une majorité aux élections générales de 1981. La répartition des sièges à l'Assemblée nationale du Québec est désormais la suivante : le P.Q. a soixante-trois sièges, les libéraux quarante-sept et deux députés sont indépendants.

Les circonscriptions de Mégantic-Compton (sud de Montréal) et de Jonquière (nord du Québec) étaient vacantes à la suite du décès d'un député libéral pour la première et de la démission d'un député péquiste pour l'autre. La femme du député décedé, M<sup>me</sup> Madeleine Bélanger, l'a emporté facilement, ce qui ne constitue pas une surprise.

A Jonquière, en revanche, la victoire de la candidate libérale, M<sup>me</sup> Aline Saint-Amant, avec 52 % des voix, n'était pas prévue. La capitale de l'aluminium était en effet un « châteaufort péquiste », comme les circonscriptions voisines, d'ailleurs. Lors du référendum sur le processus d'accès à l'indépendance du Québec en mai 1980, les électeurs de Jonquière avaient voté oui à 60 % — le plus fort pourcentage de toute la province.

La défaite du parti québécois s'explique par la lassitude des électeurs à l'égard d'un gouvernement usé par la crise économique et par les querelles avec les autorités fédérales. Les militants péquistes, en particulier les syndiqués, n'ont toujours pas pardonné au gouvernement les mesures brutales prises au début de l'année pour mettre fin aux grèves dans le secteur public. Il semble que beaucoup d'électeurs traditionnels favorables au parti québécois se soient abstenus.

Le ministre québécois des communications, M. Jean-François Bertrand, considère néanmoins que les résultats de Jonquière constituent « une victoire morale », car, a-t-il déclaré, ils sont meilleurs que ne le laissent prévoir les sondages. Mince consolation pour un gouvernement que tous les sondages donnent largement perdant (61 % des voix pour les libéraux et à peine

29 % pour le P.Q.) aux élections générales de 1985 ou 1986. Le premier ministre lui-même, M. René Lévesque, pourtant très populaire, n'obtient l'appui que de 37 % des personnes interrogées contre 46 % au chef du parti libéral, M. Robert Bourassa.

BERTRAND DE LA GRANGE.

### LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN RÉAGIT POSITIVEMENT AUX « OUVERTURES » DU NICARAGUA

M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, a réagi de façon plutôt positive, le lundi 5 décembre, à l'annonce faite la veille à Managua par le leader sandiniste, M. Daniel Ortega, d'une amnistie partielle en faveur d'indiens Miskitos et de l'organisation, dès le début de 1984, d'élections promises pour 1985 au Nicaragua. Ce soit là, a déclaré M. Shultz, des déclarations « très différentes » de celles qui formulaient le gouvernement sandiniste il y a six mois.

Le secrétaire d'Etat a pourtant estimé qu'il était nécessaire d'attendre pour voir « s'il y aura une réalité derrière la rhétorique ». Il a renouvelé son soutien aux efforts du groupe de Contadora (Panama, Mexique, Colombie, Venezuela) pour aboutir à une solution négociée en Amérique centrale. Cependant, le dirigeant de l'une des organisations d'indiens Miskitos hostile au régime de Managua, M. Steadman Fagoth, a qualifié de « farce » l'offre d'amnistie des sandinistes. Le leader du Misura, qui regroupe trois tribus de la côte atlantique du Nicaragua, aujourd'hui réfugiées au Honduras, a assuré que plus de vingt-cinq mille Miskitos se trouvent privés de liberté par Managua.

Aux frontières du Nicaragua, la tension demeure très forte. Le gouvernement sandiniste a indiqué, le 5 décembre, que cinq navires de pêche avaient été attaqués par des vedettes et des avions venant du Honduras causant la mort de deux personnes. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

# A TRAVERS LE MONDE

## Argentine

LA JUNTE MILITAIRE ANNONCE SA DISSOLUTION. — La junte argentine a annoncé, lundi 5 décembre, son autodissolution, marquant le début d'une série de mesures et de cérémonies au cours desquelles les militaires au pouvoir depuis 1976 vont définitivement céder la place aux nouvelles autorités constitutionnelles. Le général Nicolás, l'amiral Ruben Franco et le brigadier Augusto Hughes, formant la quatrième junte depuis le renversement du gouvernement d'Isabel Peron, ont abandonné leurs fonctions à la tête des trois armées, faisant du général Bignone un « président » jusqu'à

l'investiture, samedi 10 décembre de M. Raúl Alfonsín comme trente-troisième président (A.F.P.)

## Bangladesh

CRITIQUES SOVIÉTIQUES. — Dans un article publié le lundi 5 décembre, la Pravda a rendu responsable l'Occident, et en premier lieu les États-Unis, de l'« instabilité politique » au Bangladesh. L'organe du P.C. soviétique a affirmé que cette « instabilité » était due à la « situation économique très grave » de ce pays et à sa « dépendance financière vis-à-vis de l'Occident et avant tout des États-Unis ». (Rappelons que le gouvernement militaire de Dhaka a récemment expulsé dix-huit diplomates soviétiques et fait arrêter des responsables politiques prousoviétiques.)

## Yougoslavie

LE PAPE EN YUGOSLAVIE ? — Le pape Jean-Paul II devrait prochainement se rendre en Yougoslavie, a annoncé sans autre précision, lundi 5 décembre, le journal catholique croate de Zagreb Glas Koncila (la Voix du concile). Le secrétaire du cardinal Franjo Kuharic, archevêque de Zagreb et président de la Conférence épiscopale yougoslave, a précisé que le pape avait effectivement reçu deux invitations, l'une de la part des autorités yougoslaves et l'autre de la part des évêques du pays. — (A.F.P.)

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Jean Delumeau  
**LE PÉCHÉ ET LA PEUR**  
La culpabilisation en Occident  
XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles

160 F  
744 pages

### Votre BMW : On en prend soin chez Zol

Le haut niveau technologique de BMW nécessite maintenant un service après-vente d'une compétence exceptionnelle.

Chez Zol Auto, voilà 20 ans que nous suivons de près l'évolution des BMW. Nous avons su nous équiper et former les meilleurs techniciens en électronique, par ailleurs les réglages, bref entretenir votre BMW et la maintenir au meilleur de sa forme.

**ZOL**  
PORTE-CLOUD

44 av. Ed.-Vaillant 92100 Boulogne. Tél. 809.91.43.

ais la prise du pouvoir communistes à Kaboul. Livre n'avait analysé les aspects du problème afghan. Le est maintenant rempli.

chante que tous les Français lisent ce livre... et à lire. L'ou-n'en est moins mental.

« La cité des murmures »

Document I.C. Laties



## LES DIFFICULTÉS DES ENTREPRISES

## Les députés rétablissent les droits des représentants du personnel et des actionnaires minoritaires

## La mobilisation

Tiens, la gauche est descendue dans la rue ! Toutes sortes de gens de gauche armés par des coups de cœur en faveur de l'école publique ou de la lutte antiraciste, et pas seulement ceux qui sont censés réagir, avec plus ou moins d'enthousiasme, aux mots d'ordre d'appareils politiques.

Tiens, la gauche a encore une capacité de mobilisation ! Ce constat est de nature à rassurer, à deux ans et demi des élections législatives, ceux qui s'inquiétaient d'une apathie née de l'impuissance face au pouvoir. Sentiment naturel dès lors que l'on considère qu'un citoyen a fait l'essentiel de son travail en votant. Seront-ils accablés par les déceptions, l'étouffement de la crise et de sa logique qui contraignent les plus résolus à la résignation ; puisqu'il n'y a rien de mieux à faire que ce que fait le gouvernement, attendons, le dos rond, des jours meilleurs.

On ne mobilise pas sur la rigueur, les indices, le taux du dollar, la « crête » des deux millions de chômeurs, la modernisation de l'industrie. Les dirigeants des partis de gauche ne se sont jamais fait d'illusions sur ce point. Le clivage, pourtant réel et constamment explicite, entre la rigueur de la droite et la rigueur de la gauche n'est pas, sans doute, suffisamment évident.

Restent les clivages d'ordre idéologique. La gauche y trouve la source de ses combats et les ressources de la mobilisation de ses militants. Sur le thème de la liberté, de l'égalité, elle puise des forces qui lui permettent d'exprimer dans la rue, concrètement, la différence. Quitte à faire valoir cette différence — c'est le cas du débat sur l'école laïque et l'école privée — au nom de valeurs dont on pense, à gauche, que la droite les détourne à son profit. Quitte à se réjouir sincèrement que des hommes classés à droite, tel M. Bernard Stasi, se joignent à une manifestation pour l'égalité et la lutte contre le racisme.

La gauche dispose donc d'une réserve de mobilisation. C'est de bon augure pour elle au moment où ses deux principales formations envisagent d'engager des campagnes d'action communes contre « le renouveau des idées fascistes et racistes ». L'engagement, mais aussi sur les droits des travailleurs dans les entreprises. Ce serait mieux si le gouvernement, dont elle est supposée « valoriser » le bilan et l'action, lui facilitait la tâche.

Or le premier ministre paraît usé. Il n'est pas commode de relayer l'usage. Un changement et du gouvernement et du premier ministre pourrait être de nature à engager le « reconquête de l'opinion » dont rêve la gauche et dont les bases ont été construites au congrès de Bourg-en-Bresse (unité des socialistes) et lors du sommet P.C.-P.S. (unité de la gauche). Encore faudrait-il qu'un tel changement soit significatif soit d'une inflexion politique, soit de la mise en place d'une équipe « mobilisatrice », ou des deux à la fois.

La prestation de M. Louis Mermaz, donné comme un « premier ministre », lundi soir à Antenne 2, permet de mesurer les difficultés d'avancer un projet sur ce sujet. Un nouveau premier ministre pour quel faire ? M. Mermaz considère, comme tous ses amis, que la politique actuelle du gouvernement est la seule possible. L'homme de la mobilisation ? Il n'a pas encore convaincu qu'il peut être le chef « charismatique » en second d'une gauche en reconquête.

Mais il nous a livré les thèmes qui, selon la gauche, peuvent permettre cette reconquête. Ou bien l'opposition conteste les « acquis » de la majorité ; celle-ci fera alors campagne pour leur défense ; ou bien l'opposition affirmera qu'elle veut les préserver, et la majorité pourra faire valoir qu'elle a raison.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

• Le parti républicain et les libertés. — Le parti républicain s'appareille à lancer dans cinq villes de France — Marseille, Tourcoing, Cœux, Bourg-en-Bresse et Paris — une campagne sur le thème des libertés. M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a d'autre part lancé un appel aux partis de la majorité pour organiser un grand débat sur le thème de l'immigration. Dans un rapport présenté jeudi 1<sup>er</sup> décembre à la presse, M. Pascal Clément, député (P.R.) de la Loire, a précisé que les propositions de son parti sur ce thème reposent sur trois directives : « la clarté, la fermeté, l'humanité ».

Tenter d'intervenir avant que les difficultés ne conduisent à la disparition, chacun, depuis le rapport Sudreau de 1975, est convaincu que c'est nécessaire. En déposant, sur ce sujet, un projet de loi, qui, de plus, s'inspirait largement d'un texte préparé par le dernier gouvernement de M. Raymond Barre, M. Robert Badinter, garde des sceaux, pouvait espérer une participation constructive de l'opposition.

En première lecture, à l'Assemblée nationale (le Monde des 6, 7 et 8 juillet), l'opposition n'avait pas pris part au vote, à l'exception de M. Jean-Paul Charié (R.P.R., Loiret), seul député qui avait voté contre. Au Sénat (le Monde des 17, 18 et 19 novembre), ce sont les élus socialistes et communistes qui s'étaient abstenus sur ce texte, sensiblement modifié par la majorité sénatoriale, qui l'avait alors approuvé. En deuxième lecture, à l'Assemblée, lundi 5 décembre, le R.P.R. et l'U.D.F. ont, cette fois, voté contre le projet, approuvé par le parti socialiste et le parti communiste.

Au palais du Luxembourg, comme au Palais-Bourbon, les représentants de l'opposition ne peuvent accepter que les élus du personnel, que ce soit par l'intermédiaire des comités d'entreprise ou des délégués du personnel, aient la possibilité d'intervenir dans les diverses procédures auprès du tribunal de commerce, que ce projet de loi met en place. Or les députés socialistes et

communistes ont rétabli toutes les interventions des représentants du personnel supprimées par les sénateurs, comme ils ont rétabli la possibilité, pour les actionnaires minoritaires, de se grouper de façon à atteindre le seuil des 10 % du capital, leur permettant d'intervenir dans ces procédures.

Les députés R.P.R. et U.D.F., s'exprimant par la voix de MM. Georges Tranchant (R.P.R., Hauts-de-Seine) et Claude Wolff (U.D.F., Fuy-de-Dôme), ont refusé la moindre atteinte à l'autorité du chef d'entreprise ou la moindre obligation nouvelle, fût-ce au bénéfice des commissaires aux comptes ou des présidents des tribunaux de commerce, pourtant eux-mêmes chefs d'entreprise. En ce sens, ils se sont montrés plus rétifs à une évolution que les sénateurs — ou du moins celui qui avait mené le débat de la Haute Assemblée, M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne) — avaient acceptés.

Sur d'autres points, les députés de l'opposition se sont trouvés d'accord avec le rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. Jacques Roger-Machart (P.S., Haute-Garonne), pour s'opposer à certaines dispositions prévues par le Sénat et concernant, notamment, les commissaires aux comptes. Il souhaitait, néanmoins, comme les sénateurs, maintenir l'obligation de deux commissaires aux comptes, alors que la majorité a jugé qu'un seul suffit, ce qui permet d'alléger la charge des entreprises.

L'Assemblée a accepté de nombreuses améliorations techniques apportées par le Sénat. Elle a, par exemple, confirmé l'interdiction pour une société anonyme de procéder progressivement à l'augmentation de capital que lui impose le projet, et la possibilité de réduction du privilège de créance de la Sécurité sociale. Sur des aspects plus fondamentaux du texte, la majorité des députés a refusé les modifications du Sénat, notamment celle qui imposait le secret professionnel à tous ceux qui sont informés, à un titre ou à un autre, de la situation financière d'une entreprise. Surtout, M. Roger-Machart a tenu à rétablir la possibilité pour les petites entreprises, d'adhérer à un groupement de prévention agréé, qui doit leur permettre de mieux suivre leur situation économique, et à étendre les obligations de ce texte aux associations.

M. Badinter a fait préciser, malgré les réticences de la commission des lois, que ne seront concernées que les associations ayant « une activité économique », ce qui exclut les comités d'entreprise, les congrégations, les syndicats, les organisations professionnelles, voire les partis politiques.

En revanche, M. Roger-Machart et la majorité sont restés fermes dans leur volonté de voir, d'ici cinq ans, les coopératives agricoles soumise aux mêmes règles de contrôle, par des commissaires aux comptes indépendants, que les autres entre-

prises. M. Badinter, qui était, en l'occurrence, le porte-parole du ministre de l'Agriculture, souhaitait que l'affaire fût réglée de façon plus progressive, ne serait-ce que parce que M. Michel Rocard, dans quelques jours, doit s'exprimer devant l'assemblée générale de la confédération française de la coopération agricole. La venue de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste, dans l'hémicycle, n'a pas permis que ce désaccord entre le gouvernement et sa majorité trouvât une solution transactionnelle.

M. Badinter a été, en revanche, approuvé par la majorité lorsqu'il a fait ajouter au texte que les établissements publics de l'Etat à caractère industriel et commercial d'une certaine taille et les sociétés nationales qui ne sont pas soumises aux règles de la comptabilité publique, seront concernés par les dispositions

de cette nouvelle loi et, particulièrement, par le contrôle des commissaires aux comptes. Sont ainsi visés, notamment, la Caisse centrale de réassurance, la R.A.T.P., la S.N.C.F., Charbonnages de France, les houillères de bassin, le Commissariat à l'énergie atomique, E.D.F., G.D.F., l'ERAP, la régie Renault, les établissements publics des villes nouvelles. Les établissements publics et les sociétés d'économie mixte et les collectivités locales ne sont pas concernés, car ils sont déjà régis ou par le droit commercial classique ou par la comptabilité publique.

Ainsi, comme le souhaitait M. Roger-Machart, cette loi s'appliquera « à toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique ».

THIERRY BRÉHER.

• Chez les gaullistes populaires. — Le Mouvement gaulliste populaire (proche de la majorité), que préside M. Jacques Debbi-Bridel, sénateur R.P.F. de Paris en 1948, souligne, à l'issue de sa convention nationale du 4 décembre, « la nécessité de constituer un rassemblement le plus large possible » autour de M. Mitterrand. Il souhaite qu'« un véritable élargissement de la majorité présidentielle passe par la reconnaissance pleine et entière en son sein du gaullisme retrouvé ».

• Le budget de la région Picardie divise la gauche. — Les élus communistes du conseil régional de Picardie, que préside M. Amsallem (P.S.), maire de Beauvais, ont refusé, lundi 5 décembre, de voter le nouveau budget proposé par les socialistes parce qu'il aurait entraîné une hausse considérable de la fiscalité. Les élus du P.C. et ceux de l'opposition ont voté, par 24 voix contre 19, une motion demandant le report sine die de la réunion du conseil régional.

## EN 1784, NOUS AVONS COMMENCÉ UNE AUTRE RÉVOLUTION AMÉRICAINE LA BANQUE.

Lorsque Boston n'était qu'un port animé de 17.000 habitants, James Bowdoin, patriote, philosophe, 2 fois

Gouverneur du Massachusetts, eut une idée nouvelle. Il fonda une Banque pour servir ses compatriotes.

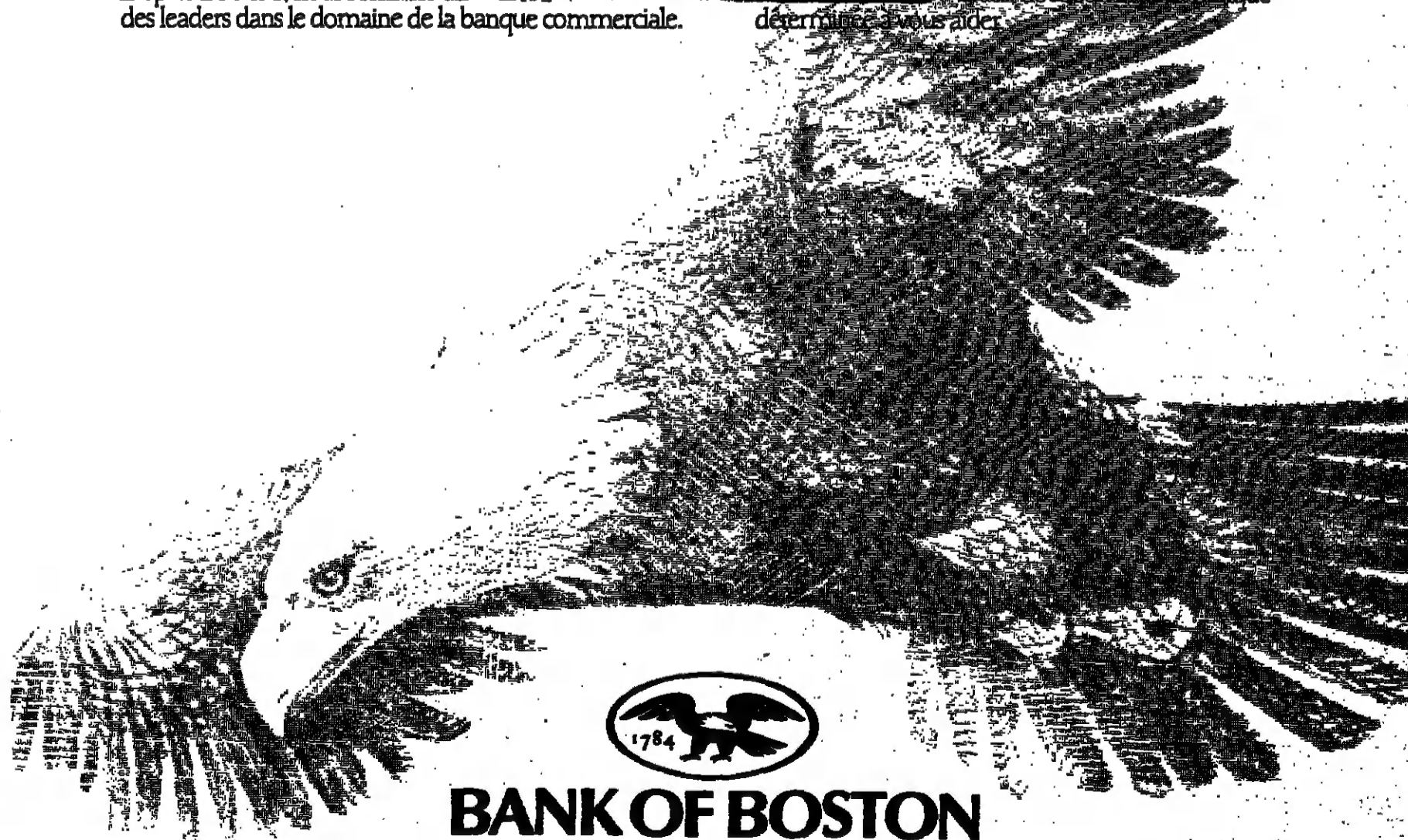
Auparavant, lorsqu'on avait besoin d'argent, on était contraint d'obtenir dans les conditions difficiles un prêt d'un riche marchand. Toutefois, le lendemain du 4 juillet 1784, l'établissement qui est maintenant la Banque de Boston ouvrit ses portes. Depuis 200 ans, nous sommes un

des leaders dans le domaine de la banque commerciale.

Nous avons été les premiers à consentir des prêts à long terme sans garantie, les premiers à faire des affaires avec

et notre service de crédit. Le rapport annuel le plus avancé et le plus complet du monde. Aujourd'hui, nous servons plus de 500 millions de dollars à nos clients, plus de 2000 établissements bancaires répartis dans 100 pays du monde, y compris les États-Unis.

Si vous êtes une Société décidée à mener à bien des affaires, nous sommes la Banque déterminée à vous aider.



BANK OF BOSTON

WORLD HEADQUARTERS BOSTON, U.S. OFFICES IN DALLAS • CHICAGO • HOUSTON • LOS ANGELES • MIAMI • NEW YORK. WORLDWIDE OFFICES IN ARGENTINA • AUSTRALIA • BAHAMAS • BAHRAIN • BOLIVIA • BRAZIL • CAMEROON • CANADA • CAYMAN ISLANDS • CHINA • COLOMBIA • COSTA RICA • CUBA • DOMINICAN REPUBLIC • FRANCE • GERMANY • GUATEMALA • HAITI • HONDURAS • HONG KONG • JAPAN • ITALY • KOREA • LUXEMBOURG • MEXICO • NIGERIA • PANAMA • PARAGUAY • PHILIPPINES • PUERTO RICO • SINGAPORE • SWITZERLAND • TAIWAN • THAILAND • UNITED KINGDOM • URUGUAY • VENEZUELA • ZIMBABWE

©1983 THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

**LIQUIDATION TOTALE**

avant travaux

Chen Lian...  
WANG...  
Barbier...  
Christian D...  
Francisco Sm...  
PASQUEN...  
sont aux

**BOUTIQUES POUR LUI**

collections automne-hiver

سكراة الجاهل







UN CASSE-TÊTE POUR M. GASTON DEFFERRE

## Les « petites semaines » des policiers

Comment appliquer la semaine de trente-neuf heures à des policiers qui n'en font parfois que trente-deux ? C'est le casse-tête que va tenter de résoudre M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, en recevant, le 8 décembre, les syndicats de policiers.

La mission des policiers ne ressemble à aucune autre : ils doivent être disponibles vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ils sont dehors par tous les temps et ils courent souvent des risques. Cela justifie quelques avantages, mais jusqu'à quel point ? Pour essayer d'y voir clair, M. Defferre a demandé au début de l'année à treize hauts fonctionnaires et à M. Michel David, aujourd'hui chef de l'inspection générale de l'administration, un rapport sur l'application au personnel en tenue de la police nationale de la durée réglementaire du travail. Leur rapport est aujourd'hui terminé. Il est sévère pour les dérogations et les statuts particuliers qui prolifèrent dans la police.

Tout le mal viendrait des brigades spécialisées, ces unités créées pour lutter contre la délinquance, mais dont l'efficacité, affirme M. David, est « difficile à apprécier ». Il y a les brigades de surveillance nocturne, les unités de circulation et les brigades anticriminelles. Il existe aussi des patrouilles légères de sécurité à ne confondre ni avec les unités légères de sécurité. En tout, treize brigades spécialisées sont reconnues officiellement, plus une quantité d'autres, constituées localement au gré des responsables policiers.

Ces derniers en ont pris à leur aise avec les horaires. Il n'est pas rare qu'ils aient fixé la semaine de travail à moins de 39 heures. Une liberté qui, selon M. David, « confine souvent au laxisme ». Ainsi, les policiers des brigades de surveillance nocturne travaillent 35 heures à Rennes, 34 h 50 à Marseille et même 32 h 45 à Aix-en-Provence (1). Dans l'ensemble, les policiers spécialisés de Marseille n'ont pas à se plaindre. Il existe, dans cette ville, une unité maritime qui ne sort en mer qu'une fois par jour et qui, souligne perfidement le rapport, « s'est octroyé un régime d'écarts favorables aux 34 heures hebdomadaires ».

Les conditions de travail sont sans doute plus pénibles dans la capitale qu'au large du Vieux-Port. Cela explique que les policiers parisiens et des départements périphériques aient des horaires moins lourds que leurs collègues de province. Cela va de 32 h 53 pour les compagnies motocyclistes de la préfecture de police et de Saint-Denis, 29 h 9 pour la compagnie départementale de circulation du Val-de-Marne. De manière générale, la durée annuelle de travail des policiers parisiens correspond, compte tenu des réductions

auxquelles ils ont droit, à une durée hebdomadaire de 31 h 42.

Ces bizarreries sont connues depuis longtemps. Elles préoccupaient l'ancien directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseau. Imposé après les manifestations policières du 3 juin à Paris. Dans un rapport publié partiellement par l'hebdomadaire *Minute* (2) et dont M. Cousseau ne conteste pas l'authenticité, il explique pourquoi il jugeait préférable, à l'époque, de « donner la priorité à la lutte contre la délinquance » plutôt que de concéder de « nouvelles avancées sociales aux policiers ». C'est-à-dire de leur accorder des réductions d'horaires supplémentaires. A suivre cette pente, explique-t-il en substance, on risque de ne plus rencontrer beaucoup de policiers dans les rues pour prévenir la criminalité.

Les syndicats de policiers marqués à gauche ne l'entendent pas ainsi. Ayant obtenu le limogage de M. Cousseau, ils espèrent obtenir maintenant de M. Defferre la semaine de trente-neuf heures ou la répartition de cette mesure sur leurs horaires lorsqu'ils travaillent moins. Cet avantage leur a été « provisoirement » accordé, mais sous la forme d'un « crédit » de dix heures mensuelles en province et de six heures à Paris et dans la petite couronne. Une situation qui ne les satisfait pas et qui a eu surtout pour conséquence de désorganiser un peu plus la police en réduisant d'avantage encore sa disponibilité.

## Les contraintes du roulement

Les suggestions du rapport David visent à remédier à cette anarchie. Il reconnaît le caractère pénible du travail des policiers lorsque ces derniers assurent leur mission vingt-quatre heures sur vingt-quatre par roulement (pendant que trois équipes se succèdent, la quatrième se repose). Les ruptures de rythme de sommeil et de vie qui en résultent justifient, aux yeux de M. David, les « compensations » horaires qui existent. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), socialiste et autoritaire chez les « légalistes », ne dit pas autre chose. La Fédération générale des syndicats de la police nationale (C.G.T.), qui a réuni le 30 novembre à Paris une conférence de presse pour commenter le rapport de M. David, non plus.

Pour Paris et les départements périphériques, estime ce dernier, les conditions particulières de travail (circulation, maintien de l'ordre...) et la longueur des trajets domiciliaires justifient des dérogations supplémentaires, même si toutes ne sont pas légitimes.

Ses avantages n'étant pas contestés, comment accorder le bénéfice de la semaine de trente-neuf heures (ou son équivalent) aux policiers, sans nuire à leur efficacité ? En premier lieu, explique

M. David, en stoppant la « dérive » des horaires qui a commencé il y a quinze ans. Ensuite, en ne maintenant qu'un nombre réduit d'unités spécialisées. Actuellement, celles-ci groupent 75 % des policiers dans les petites villes et 40 % dans les grosses agglomérations. La plupart des 86 258 agents en tenue seraient ainsi de nouveau affectés à des tâches polyvalentes, sans inconvénient, estime M. David, pour la lutte contre la délinquance. L'harmonisation de leurs horaires en serait facilitée d'autant. C'est ce que M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, appelle une « clarification nécessaire ».

## Tâches indues

Par son rôle ne rien laisser dans l'ombre, M. David a remis à M. Defferre un second rapport sur l'utilisation des personnels en tenue de la police nationale à des tâches indues. Cette préoccupation n'est pas nouvelle (le Monde du 14 décembre et du 23 février 1978). Nombre de policiers continuent d'être affectés à l'escorte ou à la garde des détenus - il y en a soixante-cinq dans ce cas à Marseille, note le rapport - à la protection de transports de fonds, à faire le planton devant une sous-préfecture ou à surveiller les sorties des écoles. M. David déplore même l'existence de sept gardiens de la paix « faisant fonction de maître d'hôtel et d'ordonnance » auprès de membres du corps préfectoral et du directeur de la police judiciaire... Toutes ces tâches, fait-il valoir, pourraient être assurées par d'autres fonctionnaires à moindre coût.

En 1978, un autre rapport aboutissant à des conclusions voisines avait été remis au ministre de l'Intérieur. Sans résultat notable, remarque M. David. Qu'en sera-t-il du sien et des mesures qu'il préconise pour utiliser au mieux les effectifs policiers et harmoniser leurs statuts ? Le ministre de l'Intérieur se refuse, pour l'instant, à tout commentaire sur ce point. Il n'est pas difficile d'imaginer que la suppression de certaines unités spécialisées, si elle est décidée, n'ira pas sans mal. A la fois parce que les syndicats de droite y sont relativement bien implantés et que les policiers menacés par cette suppression défendent chèrement leurs « avantages acquis ». Surtout, craint la Fédération C.G.T., parce que la « pesanteur des habitudes » risque d'entraîner une réforme dont le principe ne peut qu'inciter les chefs de service des brigades spécialisées.

BERTHOLD LE GENDRE.

(1) Cet article se réfère aux horaires effectifs mais qu'il est calculés par M. David. L'horaire théorique des policiers est de quarante heures environ selon les catégories.

(2) Numéro daté 19-25 novembre.

## Ouverture du procès Paribas à Paris

## La dernière transaction...

Soixante prévenus, une quarantaine d'avocats. La première audience du procès Paribas a eu lieu mardi 5 décembre (le Monde daté 4-5 décembre), à la première chambre de la cour d'appel de Paris.

Une nouvelle de taille a été annoncée dès cette première journée : Paribas, la banque Paribas n'est juridiquement plus en cause dans ce procès. Une transaction est intervenue à l'arabé, dimanche 4 décembre, entre elle et l'administration des Douanes, au terme de laquelle la société est désormais exonérée de toutes les responsabilités encourues dans cette affaire par la personne morale qu'elle est.

Autrement dit, Paribas, aujourd'hui nationalisée, n'aura pas à payer de ce débat. Plus question pour elle, à l'heure du jugement, d'une éventuelle solidarité avec ceux qui pourraient être déclarés coupables des délits reprochés. Restent en cause, uniquement, les personnes physiques qui sont, d'une part, les clients poursuivis et, d'autre, les dirigeants en activité au moment des faits reprochés, à commencer par M. Pierre Moussa, le P-D.G. de l'époque. Une bonne raison de signifier que Paribas 1983 n'est plus Paribas 1980 et, surtout, d'éviter les effets pervers - redoutés rue d'Antin, ce n'est pas sans motif d'avoir pour un tel groupe, dans les milieux financiers internationaux, le retentissement d'un procès comme celui-ci. Raison d'Etat, à coup sûr, et qui valait

bien le prix d'une transaction de 27 millions.

Alors, sous les lourds plafonds à caissons de la première chambre de la cour, sous les allégories enluminées d'or, entre les murs chargés de tapisseries, il ne reste plus que des hommes et des femmes auxquels on ne reproche que des fautes personnelles. Les uns après les autres, ils ont été invités à décliner leur identité, d'abord les trois dirigeants de la banque présents, MM. Jean Poy-nichon, Daniel Rouchy, les anciens sous-directeurs de la gestion privée, dont on a tellement parlé, et M. Pierre Moussa, l'ancien P-D.G. Ensuite, les clients appelés par ordre alphabétique pour cette même formalité de l'interrogatoire d'identité, complété, pour chacun, par le rappel du montant des sommes que l'accusation leur reproche d'avoir illégalement transférées à l'étranger. Le plus jeune a quarante ans, le plus âgé quatre-vingt-onze. Dans le nombre, vingt-deux femmes, très souvent veuves. Deux le nombre aussi, quelques malades qui ont adressé des certificats médicaux motivés par leur grand âge et les dangers que présentent les émotions fortes comme celles d'un procès.

Si M. Moussa, encore très silencieux, et ses deux anciens subordonnés vont être astreints à une présence quotidienne, les clients, eux, en seront dispensés. On leur a demandé quand même s'ils souhaitaient suivre les débats de bout en bout. Tous ont répondu qu'ils se contenteraient

d'être là le jour où sera examiné leur propre cas. Pour le reste, ils préfèrent retourner à leurs affaires ou à leur retraite. Ainsi ont été faites les présentations.

Mais une affaire de ce genre ne saurait aller non plus sans le rituel débat de procédure préalable. Des conclusions ont été déposées et développées. Les uns soutiennent que la plainte du ministre du budget, déposée le 2 novembre 1981, soit près d'un an après que les Douanes eurent constaté les infractions, est irrecevable parce que le principe d'une transaction avait été admis et que cette procédure de transaction n'est pas allée à son terme. Plus exactement, aucun avis de refus de transiger n'a jamais été notifié à M. Moussa. D'autres invoquent les violations des droits de la défense. Les clients de la banque n'ont eu à connaître que la partie du dossier qui les concernait. Ils n'ont pas pu répondre, et se défendre comme ils l'auraient fait s'ils avaient pu connaître l'ensemble d'une affaire que l'on présente aujourd'hui comme une véritable organisation de fraude. D'autres, encore, contestent la validité de la visite domiciliaire effectuée par les agents des Douanes à Paribas, le 28 novembre 1980, et qui, selon eux, n'autorisait pas la saisie de documents.

La défense a ainsi posé ses premières mines. C'est maintenant à l'avocat des Douanes, partie civile, et au ministère public de les démentir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## LA LABORIEUSE CONSTRUCTION DE L'EUROPE DE L'ENVIRONNEMENT

## « L'unanimité prend du temps »

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — En caricaturant, on pourrait résumer les choses ainsi : on dit, à la Commission européenne, que quatre-vingt-dix recommandations ou directives, votées trois « programmes d'action » et abordé tous les sujets liés de près ou de loin à l'environnement. Lors de leur dernier conseil, à Bruxelles, les ministres de l'environnement des Dix ont encore passé dix-huit heures à chercher l'insurmontable unanimité sur l'évaluation des risques du plomb dans l'essence ou la réglementation du transport transfrontalier des déchets toxiques. La machine européenne, pour ne pas dire le « machine », bute sur les problèmes d'environnement comme sur le reste. L'affaire des trois baladeurs de Seveso l'aura quelquefois rappelé.

Le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Karl-Heinz Narjes (Allemagne) le reconnaît volontiers : la commission de Bruxelles a beaucoup de mal à prendre le taureau par les cornes. « L'unanimité prend du temps », a-t-il dit lors de la célébration officielle du dixième anniversaire du premier « programme d'action » européen concernant l'environnement qui a été adopté en novembre 1973. En outre, la « D.G. 1 » — la direction générale chargée de l'environnement — ne compte que vingt-sept fonctionnaires et son budget est sévèrement limité (M. Narjes n'hésite pas à dénoncer le « manque de clarté des autorités budgétaires » de la Communauté...). Comment, par exemple, venir rapidement à bout de l'inventaire des produits chimiques existants, lorsque les bureaux de Bruxelles ont reçu 78 000 dossiers, faisant état de 135 000 substances ? L'inventaire ne sera publié qu'en 1985 (en anglais). Quant aux six autres langues, il faudra encore attendre.

La C.E.E., d'autre part, n'agit que par directives, c'est-à-dire « des instruments juridiques qui n'impliquent que les gouvernements » ; on n'a pas telle ou telle usine polluante. Pour la pollution atmosphérique, et en particulier ce qu'on appelle couramment les pluies acides, le conseil des ministres n'a encore rien pu conclure.

L'Europe serait-elle donc incapable de prendre les problèmes d'environnement à bras-le-corps ? Ce serait trop dire. Le conseil de l'Europe, par exemple, même depuis 1961 une action persévérante pour préserver la flore et la faune des vingt et un pays membres — et même des autres qui peuvent adhérer à la convention de Berne sur la protection des espèces menacées.

Les réserves naturelles « diplômées » par le Conseil de l'Europe, ayant une réputation à soutenir, mènent une politique de protection exemplaire (c'est le cas en France de la Camargue ou du parc de la Vanoise où, pourtant, les menaces n'ont pas manqué). Tout dernièrement, le Conseil aurait obtenu des autorités chipriotes, la modification d'un projet menaçant une zone

humide d'un grand intérêt ornithologique.

Les responsables européens de l'environnement peuvent, d'autre part, trouver à la fois un allié et un aiguillon dans le Bureau européen de l'environnement créé en 1974 et qui fédère une cinquantaine d'associations écologistes et de protection de la nature (son siège est à Bruxelles). Ce Bureau est un groupe de pression actif, mais la variété, pour ne pas dire les divergences, existant au sein des associations européennes ne facilite pas toujours l'action. Les Allemands « verts » n'ont d'yeux que pour le pacifisme. Les Français se débattent avec la décentralisation administrative. Les Anglais, avec Easthamp, s'engagent d'abord au développement (du tiers-monde) ou, avec Greenpeace, à des entreprises spectaculaires...

Qu'il s'agisse des mouvements écologiques des ministres ou des fonctionnaires européens, Bruxelles révèle les différences, qui ne sont pas minces. La route est encore longue.

ROGER CANS.

## LES DEUX FLÉAUX : LAIDEUR ET BRUT

En majorité, les Européens préfèrent qu'on protège l'environnement, qu'ils aient à payer les produits industriels plus cher ou à freiner la croissance économique. C'est du moins ce qu'il ressort d'un sondage fait sur l'initiative de la Communauté européenne auprès de dix mille personnes, en octobre 1982 (mille personnes interrogées dans chaque pays de la C.E.E.).

En moyenne, 80 % ont préféré l'environnement au maintien des prix, avec des pointes de 74 % pour le Danemark et de 72 % pour les Pays-Bas. Les Français font le même choix à 63 %. En revanche, seule de la Communauté, les Irlandais préfèrent la croissance (58 %). La verte Irlande, manifestement, n'a pas encore trop souffert des pollutions industrielles.

D'une manière générale, tous les sondés se plaignent de la pollution de leur environnement, alors que les Danois, les Irlandais, les Britanniques et les Néerlandais se déclarent assez satisfaits. Les Luxembourgeois ne se plaignent que de l'enlaidissement du paysage et de la pollution de l'air. Et les Français, outre l'enlaidissement, déplorent la disparition des bonnes terres agricoles. Après l'enlaidissement du paysage, c'est le bruit qui apparaît comme la deuxième nuisance à tous les Européens.

## EN BREF

## Les médecins hospitaliers vont connaître « leurs » décrets

MM. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, recevront, vendredi 9 décembre, tous les représentants des médecins hospitaliers. Les nouveaux projets de décrets relatifs aux statuts et aux rémunérations des médecins hospitaliers et hospitalo-universitaires avant la saisine des instances consultatives officielles. Les seront présentés, précise un communiqué du ministère.

Les syndicats de médecins hospitaliers ont prévu d'organiser une journée de protestation, mercredi 7 décembre, pour manifester leur hostilité aux projets du gouvernement.

## Cinq adolescents tués dans un accident d'autocar

Par suite du dégel, le verglas a fait une soudaine apparition, aux premières heures de la matinée du

mardi 6 décembre, sur de nombreuses routes dans toute la moitié nord de la France, occasionnant des difficultés de circulation et beaucoup d'accidents.

Le plus grave d'entre eux a eu lieu dans le département de la Mayenne, sur la route nationale 4, à Maisons-en-Champagne, non loin de Viry-le-François. Un autocar scolaire qui transportait cinquante-quatre élèves âgés de treize à quinze ans a dérapé et s'est renversé sur le bas-côté. Un premier bilan de l'accident faisait état de cinq tués et de trente-trois blessés.

## MORT DE FROID

Après son dernier voyage en 1978, M. Makoulo n'était pas retourné de Cameroun. Trop de nostalgie et de froid à Paris. Mais Jeanine, sa femme, quarante ans, tenait bon. Elle habitait avec ses deux enfants, Charles, dix ans, et Alain, huit ans, dans un petit logement de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Elle était secrétaire, et, tout compte fait, c'était plus viable ici que là-bas. Mais, en 1982, le froid perd son emploi et quelques mois après les allocations de chômage. L'équilibre est rompu. Vivre et nourrir ses enfants, assurer leur scolarité, lutter contre le propriétaire qui demande l'expulsion. Les enfants affaiblis, sans électricité, sans chauffage... Un matin, en classe, Charles s'évanouit. Une assistance sociale prévient le tribunal qui ordonne des mesures d'assistance éducative. La mère s'affaiblit et porte ses petits dans le sous-sol d'une maison en construction à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Samedi 3 décembre, on découvre Charles mort de froid et Alain endormi près de lui, mais vivant. A côté d'eux, Jeanine, partie en quête de travail et de nourriture, avait laissé quelques aliments et de l'eau. Une information contre X est ouverte « pour omission de porter secours à des personnes en péril ».

## Le R.P.R., les policiers et leurs meurtriers

Les députés R.P.R. viennent de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi visant notamment à « supprimer toute possibilité de réduction de peine pour les auteurs de meurtre ou d'assassinat de la force publique ». Dans l'exposé des motifs, le R.P.R. indique qu'« aucune révision de l'échelle des peines n'est venue river les conséquences (...) de la réforme portant abolition de la peine de mort ».

D'autre part, M. Pierre de Bénouville, député (R.P.R.) de Paris, demande au garde des sceaux, dans une question écrite, « si le châtiment suprême, jugé dissuasif au Liban, ne pourrait pas être opportunément réintroduit en France, où une nouvelle et forte augmentation de la criminalité semble prouver que la dissuasion est au moins aussi nécessaire chez nous ».

## MM. Reagan et Kohl conversent avec Spacelab

Les six astronautes du vol spatial Columbia-Spacelab se sont entretenus pendant dix minutes, lundi 5 décembre, avec le président américain Ronald Reagan et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, au cours d'une conversation télévisée rendue possible par la mise en œuvre d'un système complexe de cinq satellites.

Le président Reagan a souligné l'importance scientifique de la mission, qui justifie selon lui les sommes dépensées, et il a déclaré que ce vol était une preuve éclatante de l'étroite coopération technologique et scientifique entre les Etats-Unis et l'Europe. C'est également ce qu'a souligné le chancelier ouest-allemand, parlant depuis Athènes, où il participe au sommet européen.

**VOTRE ORDINATEUR pour NOËL**  
pour quoi faire?  
comment le choisir?  
quels programmes?

**VOTRE ORDINATEUR**  
16F en kiosque

150

Un an d

## LA ROCHELLE :

**LA BAGAGERIE**

4 à destination de

**Campagne des Pères Noël Verts**

Le père Noël à besoin de vous !

**SECOURS POPULAIRE COMITÉ DU LIVRE**  
94, bd Auguste-Blanc - 75013 Paris  
CCP : 31-711-09 Y La Source



M. François Mitterrand a récemment rendu hommage aux missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, créées il y a un peu plus d'un an à la suite du rapport de M. Bertrand Schwartz, professeur à l'université Paris-IX Dauphine. Il existe aujourd'hui quatre-vingt-sept missions locales couvrant un rayon d'action de onze millions d'habitants. Associe-

tion placées sous la tutelle des municipalités, les missions locales emploient des fonctionnaires mis à leur disposition par les administrations (bureau d'orientation, travailleurs sociaux...) et des personnels contractuels. Le rôle de ces équipes est d'accueillir les jeunes en difficulté et de répondre à l'ensemble de leurs

Pour améliorer le travail des médecins libéraux mais surtout pour développer, à partir de leur expérience, l'acte entrepreneurial, une délégation d'un comité interministériel à l'enseignement professionnel et technique a été mise en difficulté en été 1985 par un décret publié

au Journal officiel le 23 octobre dernier. En même temps, M. Bertrand Schwartz a été nommé délégué à l'insertion professionnelle et [ ] de ces jeunes. Les missions locales, souligne le président de la République, « au début de leur aventure ». Elles ont reçu chacune de mille à trois mille jeunes au cours de leur première année d'existence.

La municipalité de La Rochelle, bonne mère... installé... la ville... un théâtre de l'utopie... une percussions, des musiciens... les parents d'élèves et d'anciens combattants... disponibles deux modestes salles de classe où a trouvé place, naturellement, il y a un an, « la mission locale pour l'intégration des jeunes ». Des locaux voués pour un programme ambitieux, défini par le rapport remis en 1982 au premier ministre par M. Bertrand Schwarz : « L'école doit former globalement quatre-vingt-sept seconds tous les jeunes de plus de seize ans, exclus de l'école... Chômeurs... vraiment jamais entrés... de leur vie... essayez entre eux d'aiguiller les jeunes vers les stages après le baccalauréat... » Ou a-t-on... déclare M. Jean Talet, ancien professeur du technique, devenu responsable de la mission locale... s'agit de formations hebdomadaires...

[illegible]

elle. Ils ont voulu organiser les  
éprouvés du « certificat de formation  
générale », qui permet aux  
jeunes, dans douze seulement  
l'année dernière obtenaient  
C.A.P.

Enfin, ils ont l'intention de  
année de sensibiliser les entreprises  
aux contrats emploi-formation,  
encore trop peu utilisés : « quel-  
fois l'envie de hâter les choses en  
favorisant eux-mêmes les créations  
d'entreprises sur le thème de l'éco-  
nomie sociale. Pas moins de dix-sept  
projets ont été élaborés, mais la  
question en filigrane, désormais  
classique : la « gestion » de la  
« gestion sociale » : « chômage ?  
une gestion économique ? »

MICHAEL BEAU

(1) Les ~~associations~~ locales, parmi lesquelles figure la municipalité de La Rochelle, financent la moitié du budget de 900 000 F de la mission locale.

Dijon. La situation de la capitale de Bourgogne dans la circoscription législative de M. Pierre Joux (P.S.), un totallement jeune homme, est la suivante : 30 habitants depuis un an et demi, directement issus du monde paysan.

« Ici, dit Michel Debout, permanent de la mission, la marginalité ne se traduit pas nécessairement par la déshérence. On trouve dans la commune, flâtant de bocages, morcelé à l'infini, que certain pauvre Breton de Sabot-et-Loire. Ici, le repêri sur soi-même est, depuis toujours, le seul moyen de se débarrasser de sa propre colle à la peau comme l'humain qui monte des innombrables canaux.

« Pas la moindre structure d'accueil pour les jeunes, ni Louthans, la capitale ni « des dieux » la ronde. Et si « les études » sont courées dans les rues, les adolescents s'adonnent à la colle au sucre d'entre eux, qu'un C.A.P. dont la spécialité importe

De leurs correspondants

que les finances qu'  
elles ont survient les  
familial. à boucler le budget  
Si l'ycée d'enseignement profes  
local forme  
mécanique générale manutien  
ie, qui quelque  
artisans eux.  
à la carrière d'employé  
du - cu  
d'employés le bureau.  
Des cents jeunes  
 permanence à l'A.N.P.E. locale  
mais ce n'est pas un drame, bien  
contraire. On s'organise ! *J'ai pri  
s », répondait le jeune  
Saint-Bernard la mission  
quel tour de tête quelque  
pour lui.*  
Prendre son train, c'est se  
locales, ne sont pas rares

déterminée alternent par périodes d'environ ■ mois ■ le chômage. Pourquoi changer un ■ bel équilibre ? L'indépendance ? Le mot sourit. Au doux confort de la ■ rité familiale, ■ laquelle ■ rompu depuis le plus jeune âge, ajoute maintenant une volonté de profiter de la vie, sans le moindre souci du lendemain, ■ qu'importe !

■ Cuiseaux, une bourgade à la limite de l'Ain, n'y a quasiment pas de jeunes hommes au chômage. Ils demeurent chez eux, à l'attente de l'appel du service personnel de deuxième salarisation de France, installé dans le pays. leur « offre » tour de rôle du travail la tâche. En cas d'absence bien sûr, le jeune rayé de la liste s'il ne peut miroiter l'espoir d'une titularisation...

« On est **pour éviter** **rou**  
**de** **déclarer** **on**,  
bonne dose de courage, à la  
locale. On cite avec fierté le t  
**la Chapelle-Naudou, où**  
Grange rouge », une vieille fe  
bressanne, va être sauvée  
ruine. A Saint-Germain-du-Bois,  
forme **les jeunes paysagistes**  
**un** **est dans le bon**  
A Cuisery, **se sont**  
**jeunes qui, après avoir q**  
**que peu saccagés leur foyer rural**  
**est un** **pour la région.**

Même **ce cite peut-être plus en**  
**ce voyage fantastique de ces**  
**les plus marginaux** **effectué**  
**sur** **sur**

« Presque tous les analphabètes racontent Michel Debois. Ils jouent pour qui venir à Louhans fait aventure. Là-bas, ils ont trouvé utilité. Ils ont rendu service. Ils sont revenus transformés. Maintenant, ils veulent faire quelque chose. »

Faudra-t-il emmener tous les jeunes Bressans en Camargue pour leur faire prendre conscience des problèmes d'insertion sociale ? « On nous accuse de mener une vie irresponsable... la vie des jeunes », commente Michel Debost. Avec lui, les autres permanents de la mission locale ont une opinion parfaitement partagée : l'aspect limité de leur expérience rien ne change... les écoles, l'enseignement tel qu'on le pratique, fermé aux innovations, continuera longtemps de « prendre son temps », à l'usage comme au camarguais, à Lohouan ou ailleurs.

**DIDIER CORNAILLE**

## La « résistance » de l'Association professionnelle des magistrats

■ semaine après les ■  
■ « jupes rouges » du Syndicat de ■

Les membres de l'Association professionnelle des magistrats (A.P.M.) se sont réunis à Paris, le 3 décembre, au Palais de justice. C'était la première assemblée générale de l'A.P.M. depuis sa création, en avril 1982. Le ton était à la contestation. A la « résistance ».

Elle parle, la salle applaudit. Pour  
chauffer un prétoire, rien ne vaut  
Même le professeur de droit Miché-  
laure Raset. La phrase qui fait  
mouche, c'est elle. La phrase-slogan,  
encore elle. « Il n'y a pas de petite et  
de grande délinquance. Il y a des  
gens qui ont une activité délin-  
quante, lance elle, applaudit  
l'assemblée du public. « Tous les politi-  
ques judiciaires depuis trois ans  
se posent sur la négation de  
l'homme. Applaudissements  
nourris. Même applaudit une femme  
lucide : elle ne répète pas avant cha-  
cun de ses propos, qu'elle est « apoli-  
tique ». Elle a raison : la politique,  
elle ne se donne.

Mais les autres, beaucoup d'autres, brandissent leur «apolittisme». M. Violante, secrétaire général de Force ouvrière-pénitentiaire, par exemple, il dénonce «une chancellerie qui défaille, pour ne pas dire qui déraille». Apolittisme, dit-il. Il s'en prend à «une politique qui ne prend pas de compte les besoins du sens du digne». Apolittisme toujours. M. Rémy Halbwax, policier révoqué après les manifestations du 3 juin, secrétaire général des syndicats «catégoriels de la police, ■■■■ lui aussi de la politique sans le savoir. La police? La justice? Il ■■■■ ■■■■ que «plus rien ne va dans ces deux ministères». Il faut donc «une politique subversive, une autorité politique qui ne joue plus son rôle». Il réve d'un «mouvement de résistance».

Et le professeur de droit François Terté, sur un ton urbain, s'inquiète

accusé-transigen (applaudissements)  
... Henri BENOÎT-GUYOD,  
magistrat à la cour de Paris,  
dit : « Tel que vous voyez,  
je devrais porter cette juque  
une crécelle au bout du bras. Je suis  
un de vos juges qui siègent à la  
Cour de Cassation. M. Jean-  
Michel PARIANGE, premier  
à Paris, livre un autre témoignage. Il  
siège à la place du ministère  
public, aux flagrants délits, un  
samedi 10 mois de novembre. « Ce  
que j'ai correspondait en pire à  
ce que je pouvais imaginer,  
comme-t-il. (...) À force de baliser la  
borne, il est trop facile de ne décou-  
vrir que l'opposition qui définit l'acte  
d'opposition duquel on définit le  
ressort. Il tel point que le moyen  
Décote estime qu'elle « œuvre le  
droit à la résistance ».

« Les droits de l'homme,  
c'est nous »

Les membres de l'Association professionnelle des magistrats ignorent-ils tous les factieux qui s'enorgueillissent d'être à l'ordre du jour ? Le président M. Jean Pringuez, procureur de la République adjoint à Béziers, en est le point.

Ils n'ont pas pu se rendre compte de la poignée d'excités « ni groupe d'extrémistes », l'Association professionnelle des magistrats n'a aucunement le nostalgique passé... M. Paul-André Sadon, avocat général à la Cour de cassation, ancien procureur général de la cour de Paris de 1976 à 1981, ne peut

En revanche, M. Raoul Béteille, à la Cour de cassation, ancien directeur de l'Institut national d'études criminelles, grâce sous son titre de président, lire le rapport de l'A.P.M. et le voir.

Un tel rappel au juge pénal

logue. Un rapport qui se veut objectif, mais qui est en fait un véritable plaidoyer en faveur de la détention provisoire. Les auteurs, qui sont des magistrats, ne cherchent pas à réduire, mais à augmenter la durée de la détention provisoire, à la rendre plus limitée, réduite, les prisonniers à échapper au surpeuplement, à la détresse, et les détenus ne pas être libérés lorsque leurs fautes ne sont pas comparables.

« Les preuves ne doivent pas  
masquer d'autres évidences. Ainsi,  
est du devoir des magistrats, selon  
« Association, de lutter contre  
« érosion de la peine ». Cette éro-  
sion a commencé depuis plusieurs  
années et s'est accentuée depuis  
1981, précise M. Bétéille. Il faudra  
punir, en punissant « en répriman-  
dant, promptement, que les magistrats  
conscience qu'ils  
« dignité  
l'homme. Punir, n'est pas  
l'individu la lésion de son  
« responsabilité ».



« Les droits de l'homme, c'est nous », a assuré M<sup>me</sup> Rassaï. « La garantie des libertés, c'est nous et pas les autres », a conclu M<sup>me</sup> Rassaï. Comme l'a souligné le président de l'A.P.M., ouvrant les travaux de l'Association : « Il est fondamental de réaffirmer la neutralité de la magistrature ».

**LAURENT GRELSAMER**

**Raffiné,  
veau ultra souple.**  
**429 F**

Paris : 12, rue Tronchet  
41, rue du Four  
74, rue de Passy  
Tour Maine-Montparnasse

4 vols par semaine  
à destination du Golfe. Départs  
de Roissy à 22 heures.

Gulf Air, 4 vols par semaine sur Tristar. Un accueil chaleureux, un service de boissons  une possibilité de détente incomparable. Le choix d'une cuisine européenne et orientale dont la qualité est garantie par la Chaine des Rôtisseurs. Elue pour la deuxième fois la compagnie préférée des voyageurs vers le Moyen-Orient. C'est le bon choix des hommes d'affaires qui voyagent vers le Golfe.  الخليج

plus d'information appelez Gulf Air:  
BOULEVARD DE LA MADELEINE, 75008 PARIS. TELEPHONE: 261.01.30  
BOULEVARD DE PROVINCE SANS FRANS 16.05.42.01.20

طيران الخليج  
GULF AIR

## L'envergure.

Le pere Noel  
a besoin de vous

1948















ET VIE PSYCHIQUE  
de l'imprévisible

Le Monde

culture

CINÉMA

LA MORT DE ROBERT ALDRICH

L'auteur de « Vera Cruz » et de « En quatrième vitesse »

Né le 9 août 1918 à Cranston, dans l'État de Rhode Island, dans une famille de banquiers, Robert Aldrich étudia à l'université de Virginie, puis gagna Hollywood en 1941. Il débuta comme simple employé à la production chez R.K.O. et va gravir tous les échelons jusqu'à sa première mise en scène en 1953. Il choisit remarquablement les metteurs en scène dont il sera l'assistant : notamment Jean Renoir (*Le Homme du sud*, 1945 ; *Abraham Lincoln*, 1946), Abraham Polonsky (*Force of Evil*, 1948) ; Charles Chaplin (*Limelight*, 1952). Il écrit et dirige des feuilletons pour la télévision naissante (*The Doctor*, *China Smith*).

Son premier film, en 1953, *The Big Leagues*, inédit en France, décrit le monde du baseball. Son film suivant, *World for Ransom* (*Alerte à Singapour*, 1954), révèle l'influence de Sternberg. Le cinéaste insufflé dans la série B l'esprit de recherche. Mais Robert Aldrich passe définitivement à la grande production avec ses deux films suivants, produits par la compagnie Harold Hecht, l'acteur Burt Reynolds : *Bronco Apache* et *Vera Cruz*, tous deux montrés en 1954. *Bronco Apache* veut rendre justice à l'indien maltraité, même si Burt Lancaster n'est pas tout à fait vraisemblable en Pau-Rouge.

Jack Palance, en star torturée, et surtout Rod Taylor, en producteur cabotin particulièrement mémorable. Robert Aldrich retrouve toute sa verve dans *Ataque*, en 1956, pour décrire la guerre à sa façon et se délecte à montrer la corruption rampante avec un goût de la charge qui restera sa marque. S'il ne restera plus jamais sa gloire des années 50, on lui doit pourtant un magnifique morceau d'horreur gothique, avec *What Ever Happened to Baby Jane* (1962), où il réunit deux monstres sacrés, Bette Davis et Joan Crawford à l'automne de leur carrière. *Emperor of the North Pole* (1973), avec Lee Marvin, est peut-être de retrouver les charmes exubérants de *Vera Cruz*.

NOTES

Cinéma

Le mal qui tue

Avec son premier film *Fingers* (*Mémoire pour un tueur*), il y a cinq ans, James Toback nous avait brusquement révéillé un peu de la vie américaine new-yorkaise, assez surprenante. Harvey Keitel, en pianiste criminel, s'y révélait un comédien exceptionnel. L' anecdote prenait soudain une dimension métaphysique. Cinéaste ambitieux, James Toback a-t-il voulu renouveler l'exploit en élargissant son propos au monde entier, et en se transportant pour l'essentiel à Paris, présenté comme un haut lieu du terrorisme international ?

Théâtre

Les mots et la voix

Antoine de deux hommes dans la loge d'une diva en retard. Son père et un ami médécin, tous deux cloués par des comportements obsessionnels. Chez l'un, c'est la parole qui se dévide et déborde par le menu les gestes de l'autopne. Chez l'autre, c'est le silence assés de violence, où surgissent quelques mots répétés. Un lien secret les relie à la Reine de la nuit, à cette femme qui n'est qu'une voix dont elle porte le pouvoir magique. Elle le porte, mais en est une victime dominée, possédée, angoissée par cette chose qui l'habite, la dévore, magnétise les autres autour d'elle et qu'elle redoute, et qu'elle tente d'expulser d'une toux timide.

Perle grise

Le film en scène Pierre Romans, avant d'arriver au Théâtre des Amandiers, travaillait aux côtés de Jean-Pierre Miquel, à Reims, où il a signé des mises en scène peu aventureuses. A Nanterre, dans un entrepôt désaffecté style « loft », il propose une adaptation de *Tondo Krüger*, roman-clé de Thomas Mann.

EXPOSITIONS

Les artistes contre l'apartheid

Cette exposition d'artistes (1) (ce sont ceux qui l'ont entièrement menée à terme, ce qui fut assez long et difficile), se se les artistes pas seulement de petits gestes symboliques, comme c'est le cas lorsqu'on se lance dans l'appel à un bon sens. L'enjeu, témoin, est l'apartheid, il est assez fort, la possibilité de l'illustrer par des œuvres anciennes ou nouvelles, assez grande. Prenons contre le régime d'Afrique du Sud, cela touche en effet aux droits fondamentaux de l'homme, et les artistes de par le monde n'attendent pas que la répression, de l'oppression, de la ségrégation.

Nouvelles acquisitions du Louvre et du musée d'Orsay

(Suite de la première page.) Orsay conservera dans son intégralité le fonds Guillaumet. Le musée d'Orsay a acquis en 1980 les trente-sept tableaux en terre cuite d'Égypte ancienne que Daumier exécuta pour servir de base aux serres portables publiées entre 1831 et 1835 dans le *Charivari* et la *Caricature*.

La peinture ? Commençons par les grosses pièces, celles les plus confondues : un admirable Bonnard, le *Grand Jardin*, soutenu par deux œuvres mineures mais charmantes (le *Chat*, le *Plan de sable*). Un portrait de Degas, une tête de Seurat à laquelle fait écho dans la section de la sculpture le mystère d'une femme à la toilette, le *Rococo* de Klimt, un dessin de Breiter, un bel *Ensemble* de Sérurier, trois Monet (dont la *Route de Saint-Germain*), deux Pissarro plutôt meilleurs qu'à l'ordinaire, un grand Burne-Jones un peu grand-gauche mais qui arrive plus souvent qu'il ne faut.

PETITES NOUVELLES

Le couvreur a depuis quelques années sauté et bien sauté pour les « mineurs » du siècle dernier, pour les supposés « pompiers », pour tous ces peintres qui furent si longtemps oubliés, moqués, pratiquement interdits de cimaise. En voici quelques uns et en fin de compte, nous qui ne sera pas... don-

Nous ne serons pas infinis et le « world famous » ne nous fera pas oublier quelques-uns des peintres du tout premier niveau : une *Adoration des berges*, de Jordans, un *Baptême du Christ* extravagant de perversion, de Cornelis de Haerlem, un esquisse de Carducho pour la Charité du Paulier, le *Bonaparte*, de Paul Delacroix, tableau un peu ingrat mais singulier par rapport à la rhétorique de l'imagerie napoléonienne. Et trois admirables portraits dus respectivement à Subleyras, Greuze (le *Portrait* est le graveur et collectionneur Watteau) et Pompeo Batoni, ce dernier tableau étant un don de la Société des amis du Louvre.

★ Voir les films nouveaux.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis de la Réunion, 20 h 30, jusqu'au 18 décembre ; puis à Vity.

MATHILDE LA BARDONNE.

★ Théâtre des Amandiers, 20 h 30.

Quinzaine du livre d'Art.

A partir du 28 Novembre, les éditions Flammarion, Skira, Herscher, Arts et Métiers Graphiques, Centre Pompidou, Arthaud présentent dans les grandes librairies d'Art une sélection de leurs nouveautés et vous font gagner, par un jeu simple et amusant, une collection de 5 livres d'Art d'une valeur de 1000 F

FLAMMARION · SKIRA · HERSCHER · CENTRE POMPIDOU  
ARTS ET METIERS GRAPHIQUES · ARTHAUD







# SPECTACLES

## cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de 16 ans, (\*\*) aux moins de 18 ans, (\*\*\*) aux moins de 21 ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (764-24-24)**  
15 h, le Bâtard, de J. Derré, 19 h, le Vice lady, de G. Courant. En présence de l'auteur, 21 h, la Trilogie, de R. Fabre.

### Les exclusivités

**L'AMIE (A.L. v.a.)** : **Le Bâtard**, de J. Derré, 19 h, le Vice lady, de G. Courant. En présence de l'auteur, 21 h, la Trilogie, de R. Fabre.

### ATTENTION UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE (Fr.)

2 (742-60-33).

### BOAT PEOPLE, PASSPORT POUR L'ENFER (Ch. v.a.)

1 (271-52-36) ; U.G.C. (271-52-36) ;

### AU NORD DE LA MER (Fr.)

1 (297-53-74) ; Rex, 2 (236-80-40) ; U.G.C. Odéon, 3 (232-71-08) ;

### LA BELLE CAPTIVE (Fr.)

1 (321-41-01).

### LE BOURREAU DES COEURS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CARNOY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CHALEUR ET FOUERGIE (Ang.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CLASS (A. v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COEURS CAPTIFS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COMPTES (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BAILLÉE DE NARAYAMA (Jap.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BELLE CAPTIVE (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LE BOURREAU DES COEURS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CARNOY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CHALEUR ET FOUERGIE (Ang.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CLASS (A. v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COEURS CAPTIFS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COMPTES (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BAILLÉE DE NARAYAMA (Jap.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BELLE CAPTIVE (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LE BOURREAU DES COEURS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CARNOY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CHALEUR ET FOUERGIE (Ang.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CLASS (A. v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COEURS CAPTIFS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COMPTES (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BAILLÉE DE NARAYAMA (Jap.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BELLE CAPTIVE (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LE BOURREAU DES COEURS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CARNOY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CHALEUR ET FOUERGIE (Ang.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CLASS (A. v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COEURS CAPTIFS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES COMPTES (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BAILLÉE DE NARAYAMA (Jap.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LA BELLE CAPTIVE (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LE BOURREAU DES COEURS (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CARNOY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### CHALEUR ET FOUERGIE (Ang.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### DEUX MEILLEURS (Rex, v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### LES DEUX BOUTS TOMBER SUR LA TÊTE (Rex, v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### DU ROUGE POUR UN TRIAND (A.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EN HAUT DES MARCHES (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### ERENDIRA (Franco-Mex, v.a.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### EVY (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)

1 (232-71-08) ; Rex, 2 (236-80-40) ;

### Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLEN (Fr.)















## Francis Bacon vu par Michel Leiris

Francis Bacon, l'un des plus grands peintres du XX<sup>e</sup> siècle, est représenté dans ce livre par Michel Leiris. L'ouvrage est une collection de textes et de reproductions d'œuvres d'art. Leiris analyse l'œuvre de Bacon, son style, son langage, son univers. Il s'agit d'une lecture essentielle pour comprendre l'art moderne et l'œuvre de ce grand peintre. Le livre est relié sous étui et contient 232 pages pour 398 F.

## a peinture moderne

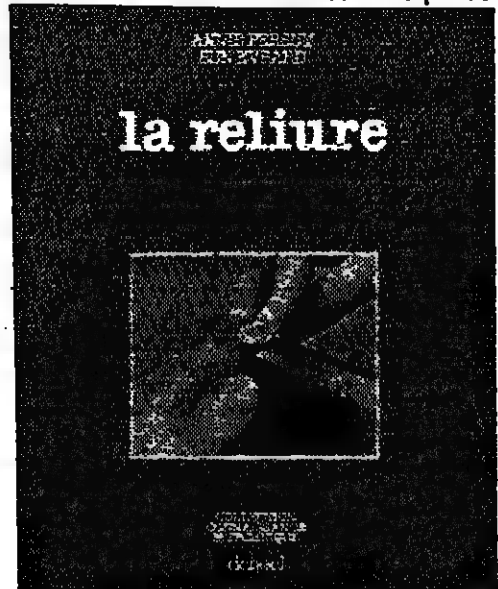
La peinture moderne est un mouvement artistique qui a émergé au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle se caractérise par une rupture avec les conventions de la peinture traditionnelle, une exploration de nouvelles formes, couleurs et techniques. Des artistes comme Picasso, Matisse, Kandinsky ont été les pionniers de ce mouvement. Ce livre explore les différentes tendances de la peinture moderne, de l'expressionnisme à l'abstraction, en passant par le surréalisme. Il est relié sous étui et contient 232 pages pour 398 F.

## les amateurs de musique

Les amateurs de musique trouveront dans ce livre une collection de textes et de reproductions d'œuvres d'art. Le livre explore les différentes tendances de la musique moderne, de l'expressionnisme à l'abstraction, en passant par le surréalisme. Il est relié sous étui et contient 232 pages pour 398 F.

**BIBLIOTHEQUES**  
**bois massif**  
**MAF**

Couverture cartonnée illustrée - 176 p. 160 F

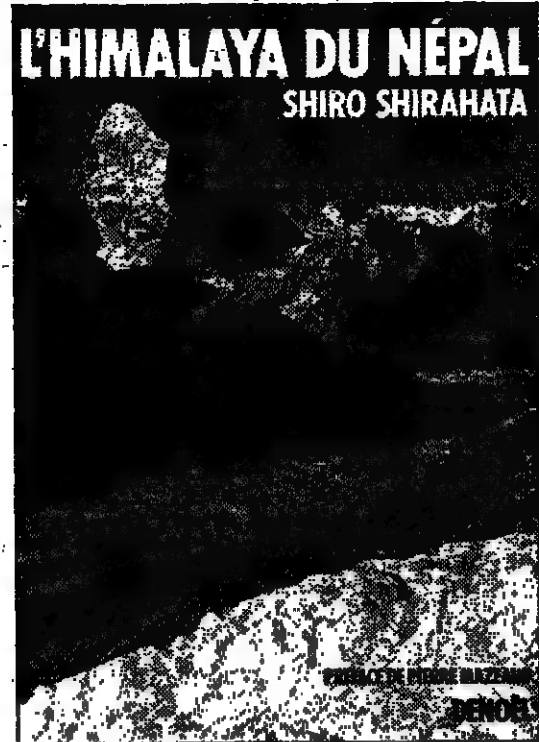


Couverture cartonnée illustrée - 212 p. 195 F



**ACHACUN  
SES LOISIRS**

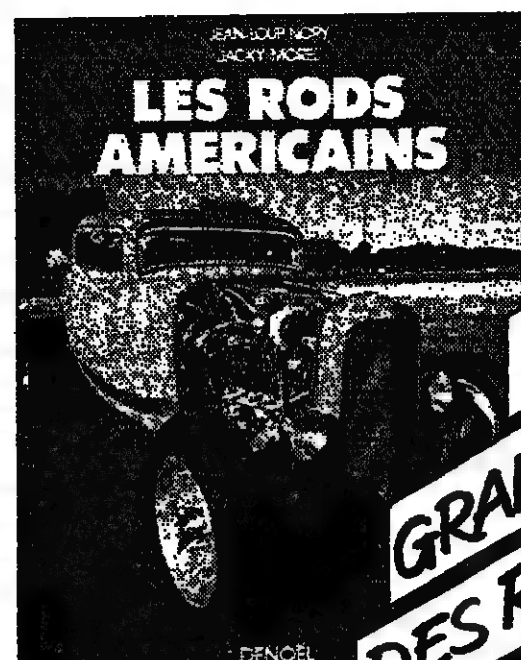
Relié sous étui - 232 p. 398 F



Relié - 240 p. 192 F



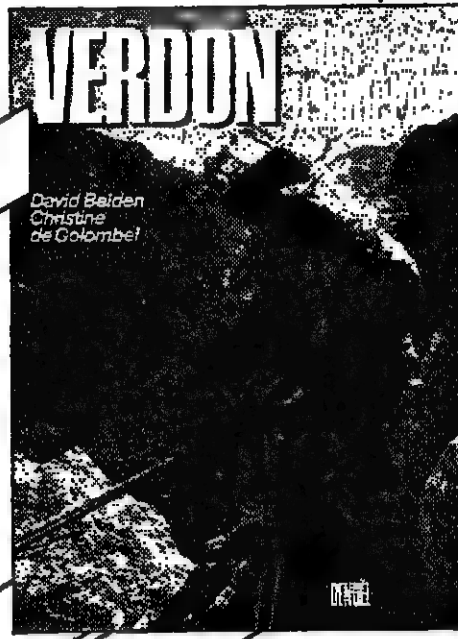
**LA MONTAGNE  
PLEIN LES YEUX**



Relié toile sous jaquette  
192 p. 198 F

**LA  
GRAND'MESSE  
DES RODS**

Relié sous jaquette illustrée  
160 p. 198 F



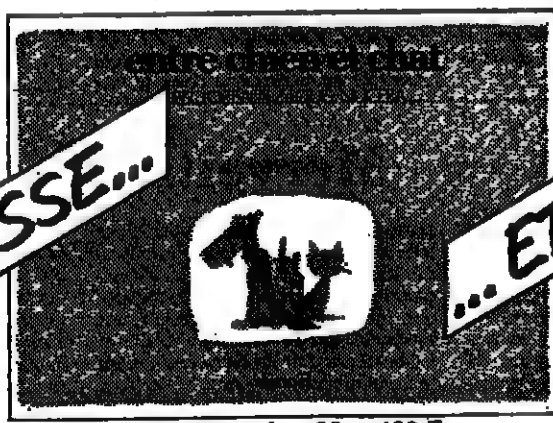
# DENOËL

**LA FÊTE DES  
ALBUMS**



Relié toile sous jaquette  
96 p. 148 F

**L'ATENDRESSE...**

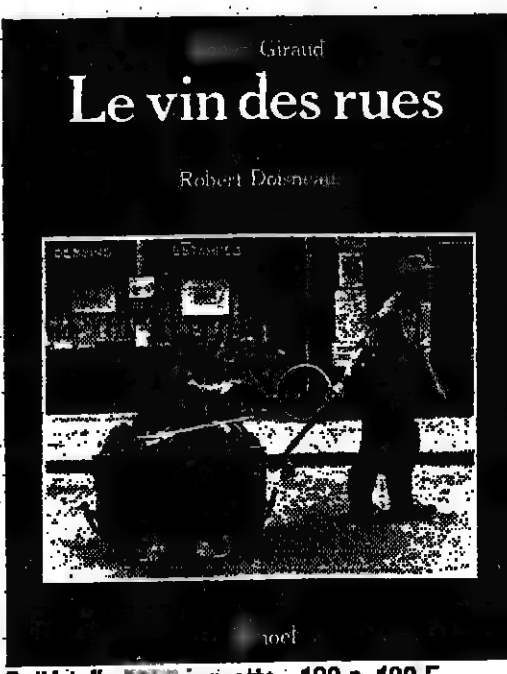


Relié couverture illustrée - 96 p. 160 F

**...ET L'IRONIE**



Relié toile sous jaquette - 112 p. 148 F

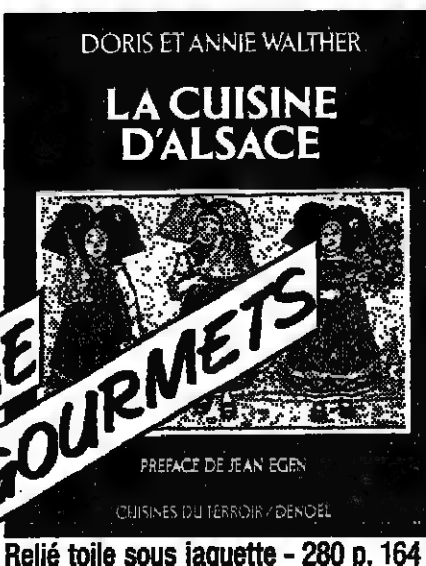


Relié toile sous jaquette - 120 p. 188 F



Relié toile sous jaquette - 160 p. 288 F

**NOSTALGIE  
POUR UN PARIS  
PERDU**



Relié toile sous jaquette - 280 p. 164 F

**AU ROYAUME  
DES GOURMETS**







# SOLAR / Livres à offrir

## LE LIVRE DE LA CHASSE

Journaliste spécialisé, Emile Lejeune remet à leur place nombre d'idées. Après un utile rappel historique, il passe en revue le matériel de chasse en général, les armes en particulier, de même que les différents types de gibier — compagnons indispensables du chasseur — et le gibier à plumes et à poil. Le LIVRE DE LA CHASSE donne la description et évoque la mesure de façon détaillée. Il rappelle, en outre, les diverses réglementations en vigueur.

Un album 19 x 25,5 cm, 368 pages, plus 300 photographies en couleurs, couverture couleurs pelliculée, cartonnée / 130 F

## LE LIVRE DE LA PECHE

Préfacé par Michel Martini, président de l'Union nationale des fédérations de pêche, et vice-président du Conseil supérieur de la Pêche, rédigé par une équipe regroupant des spécialistes de toutes disciplines, sous la direction de Daniel Rougeron, cet ouvrage fait le point sur les différents types de pêche et les aspects techniques. Tous les aspects techniques de la pêche sont évoqués.

Un album 19 x 25,5 cm, 368 pages illustrées de 400 dessins et photographies en couleurs, cartonné sous couverture couleurs, pelliculée / 130 F

## LE LIVRE DE LA NATURE

Un panorama complet de la nature en France, en Europe et en Méditerranée. Cet ouvrage de référence est divisé en dix chapitres qui sont autant de guides exhaustifs :  
• Mammifères  
• Oiseaux  
• Reptiles et amphibiens  
• Poissons  
• Invertébrés  
• Fleurs marines  
• Arbres  
• Mammifères et fougères  
• Champignons  
• Algues

Un album 19 x 25,5 cm, 400 pages illustrées de plus de 1 500 dessins et photographies couleurs, cartonné, couverture couleurs / 130 F

## PAULETTE BUTEUX J'AIME CUISINER

Simple, pratique, rempli de petits conseils et suggestions, accessible à tous, J'AIME CUISINER nous fait découvrir, redécouvrir, la cuisine traditionnelle et la saveur de la cuisine traditionnelle. Il nous fournit ainsi mille idées nouvelles pour varier enfin nos menus et notre table, du potage au dessert, en passant par les hors-d'œuvre, les entrées, les viandes, les poissons, les légumes, les pâtes et les salades. Que la cuisine soit bonne, savoureuse et facile, un tel livre !

Un volume cartonné, 14,5 x 23,5 cm, 576 pages, 500 recettes environ, 64 pages de photographies couleurs / 100 F

## LE GUIDE DE LA MAISON

Décoration, bricolage, électroménager, cuisine, entretien, urgences. Voici un ouvrage indispensable, spécialement conçu pour aider à la vie quotidienne, qui passe par tous les aspects de la maison et contribue à l'organiser pour mieux vivre.

Un volume 20 x 25,5 cm, cartonné sous jaquette couleurs, 448 pages, plus de 450 illustrations couleurs, photographies et dessins / 120 F

## HOWARD BLACKMORE LES PLUS BELLES ARMES DE CHASSE

Un ouvrage unique, puisqu'il est le seul à rassembler les plus belles pièces de la collection des armes de France, d'Autriche, d'Allemagne, de Suisse, d'Angleterre, etc.

Un album 24 x 32,5 cm, 88 pages, cartonné sous jaquette couleurs, 180 photographies couleurs / 65 F

## M. FIELD LES TAPIS D'ORIENT

Le panorama des tapis d'orient techniques de fabrication et les tapis les plus beaux et les plus représentatifs des grandes régions réputées : Perse, Caucase, Afghanistan, Egypte.

Un album 24 x 32,5 cm, 88 pages, cartonné, sous jaquette couleurs, 140 photographies couleurs / 65 F

## GUIDE VERT DES CHAMPIGNONS DE FRANCE

Les espèces répertoriées / mode de vie des champignons / l'habitat / détermination / morphologie / les champignons vénéneux / la culture des champignons / conseils pour la récolte / préparation, cuisson, conservation

Pour chacune des espèces, une photo en regard, les renseignements suivants : nom (ou noms) français, nom scientifique, aspect, habitat, intérêt culinaire, toxicité éventuelle.

Un volume de 512 pages, format 12 x 20 cm, reliure cartonnée illustrée en couleurs, plus de 500 photographies en couleurs / 120 F

## ROGER PHILIPS LES PLANTES A BULBE

Ouvrage de référence indispensable aux jardiniers et à tous les amoureux des plantes et de la nature. LES PLANTES A BULBE est un guide unique : chaque espèce est illustrée par une photo en couleurs et une fleur stylisée. Les plantes sont classées par famille, par type de bulbe et par couleur de fleur. Les plantes sont classées par famille, par type de bulbe et par couleur de fleur. Les plantes sont classées par famille, par type de bulbe et par couleur de fleur.

Un album 21,5 x 29 cm, cartonné sous couverture couleurs, pelliculée, 182 pages illustrées de 800 photographies couleurs / 110 F

## B. WILLIAMS ET J. KRAMER LES ORCHIDEES

Un ouvrage simple et agréable à lire, un simple admirateur de ces fleurs étranges aujourd'hui très répandues, orchidophile débutant ou connoisseur, ce livre, rédigé par les meilleurs spécialistes mondiaux et français par Marcel Lécouffe, président d'honneur de la Société française d'Orchidophilie, deviendra un livre de référence pour tous les amateurs de ces fleurs si délicates et si variées.

Un album 22 x 27 cm, 208 pages, 300 photographies et nombreux dessins en couleurs, couverture couleurs, pelliculée, cartonnée / 120 F

## DOCTEUR J. BLOUIN LA MEDECINE FAMILIALE

LA MEDECINE FAMILIALE donne à chacun les informations qu'il lui faut connaître avant d'appeler son médecin... et après l'avoir consulté. Cette encyclopédie très complète comporte deux parties : la première, chronologique, suit la vie de l'homme de la naissance à la mort ; la seconde, thématique, lui permet de trouver toutes les réponses à ses questions.

Un volume de 544 pages, 15,5 x 23,5 cm, 100 illustrations environ, 200 photos noir et blanc / 140 F

## JANINE ET PIERRE BOISSON LES CHATEAUX D'ILE-DE-FRANCE

Un album 24 x 32 cm, relié sous jaquette couleurs, gardes couleurs, illustré de plus de 100 photographies couleurs, 88 pages / 65 F

## BOB ANDERSON LE STRETCHING

Cette activité corporelle, située à mi-chemin entre la gymnastique et le yoga, est pratiquée aujourd'hui par quelques millions d'adeptes à travers le monde.

Un volume de 192 pages, 19,5 x 26 cm, illustré de nombreux croquis / 70 F

## JANE NICKLAUS NOUVELLES LEÇONS DE GOLF

500 illustrations pour progresser, un sport appelé à un très grand développement.

Un volume 20,5 x 27 cm, 144 pages, entièrement illustré en couleurs / 80 F

## GUILLIEM BISTRY LE LIVRE D'OR DU FOOTBALL 1983

Préface de MICHEL PLATINI. Un album 17,5 x 26 cm, 188 pages, cartonné, couverture couleurs, illustré de nombreuses photographies noir et blanc / 80 F

## CHRISTIAN COLLIN LE LIVRE D'OR DU TENNIS 1983

Préface de JEAN-PAUL LOTH. Un album 17,5 x 26 cm, 188 pages, broché, couverture couleurs, illustré de nombreuses photographies / 80 F

DIFFUSION : MESSAGERIES DU LIVRE 8 RUE GARANCIÈRE 75006 PARIS. CATALOGUE SUR DEMANDE



















OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Centre National d'Etudes  
des Télécommunications

MINISTÈRE des POSTES, des TÉLÉCOMMUNICATIONS  
et de la TÉLÉDIFFUSION

## ingénieurs grandes écoles (X, ENST, CENTRALE, MINES, ...)

## ou universitaires (DOCTEURS D'ÉTAT, 3ème CYCLE, DEA)

pour participer à des études et recherches sur l'optimisation et l'évaluation des performances des réseaux de télécommunications. Ces études font appel aux techniques de la recherche opérationnelle, de la théorie des graphes et de l'informatique.

enet

Adresser C.V. au CNET - Division "Architecture et Trafic dans les Réseaux"  
Centre PARIS 11 - 38/40, rue du Général Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

## Nouveau plan de vol pour ingénieurs commerciaux



Mais sommes leaders dans la diffusion de services informatiques auprès des Cabinets d'Expertise Comptable et de leurs clients avec une croissance annuelle de 20 %.

Notre puissance est un réseau national de 35 agences, un centre de Recherche et Développement, la maîtrise de la micro-informatique et une stratégie : l'informatique Répartie.

Diplômés d'ESC ou d'Universités, prenez votre place en apportant avec les Experts-Comptables nos outils d'informatique et de gestion aux PME/PMI, et aidez-les à mettre en application le Nouveau Plan Comptable.

À Lille, Nancy, Lyon, Paris ou Orléans, vous recevrez une formation adaptée à notre développement vous assure des perspectives d'évolution.

Prêts au décollage ? Alors envoyez votre dossier de candidature.

**CCMC**  
Service Recrutement  
BP 11119 - 45111 Orléans Cédex  
informatique de gestion

MEMBRE DE SYNTec



## emplois régionaux

## emplois régionaux

Cela vous dit-il de créer la fonction

## planification, budgets, contrôle de gestion ?

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique (1000 p.) dont le siège est à Lyon et connaissons une croissance soutenue depuis plusieurs années.

Notre SA, au 100 MF, est en France et à l'export, n'est pas en stagnation. Il nous faut, pour mieux maîtriser notre développement à l'étranger, 12 ingénieurs (en France) tous niveaux, prévisionnels en gestion, donner les moyens à nos dirigeants d'être patrons à part entière du centre ou de l'activité qu'ils animent.

Si vous avez 35 ans, une bonne expérience du contrôle de gestion dans une affaire industrielle, des talents d'analyste et de pédagogue, la passion d'entreprendre, prenez un premier contact en écrivant à Notre consultant, Mimi G. DILL (réf. 820 LM).



**ALEXANDRE TIC SA**  
7, RUE SERVIENT - 69001 LYON  
LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

## EST DE LA FRANCE (230 km de Paris)

Importante Société en expansion, spécialisée dans la construction de produits destinés à la construction.

pour une de ses unités

## DIRECTEUR D'USINE

Sous l'autorité directe du Directeur Général, il encadre ses responsabilités aux niveaux :

- Technique : méthodes, productivité, qualité.
- Economique : gestion de l'unité.
- Humain : animation des hommes.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur (ENSA, INSA...) âgé de 32 ans minimum et possédant une expérience confirmée dans une fonction similaire en milieu industriel.

## RESPONSABLE COMMERCIAL A L'EXPORTATION

Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera chargé de développer les marchés étrangers.

De formation supérieure, il sera avant tout homme de terrain, professionnel de l'action commerciale.

Ce poste s'adresse à un Candidat âgé de 30 ans environ, bilingue français-anglais et possédant une bonne connaissance de l'allemand.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions) à : UNIVERSAL COMMUNICATION, référence LM/342, Case de la Halle, 122, 1050 Bruxelles (Belgique), qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

## MONSANTO - GROUPE INTERNATIONAL INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Secteur LANGUEDOC-ROUSSILLON  
120 000 F+ (selon expérience)

sur le terrain photo-satellite, DIVISION AGRICULTURE FRANCE connaît une progression importante liée à la mise au point de nos produits (Roussillon, Aude, Languedoc) et au dynamisme de notre équipe.

Cet INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL aura la responsabilité d'un réseau de distribution qui anime : actions commerciales, gestion des budgets promotionnels et publicitaires régionaux, diffusion du plan d'action Marketing du secteur.

Formation Ingénieur Agricole ou équivalent, statut Cadre, salaire fixe, remboursement des frais réels de déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo sous réf. 8337 à notre Conseil :

**Formatec**  
54, avenue Félix-Faure - 69003 LYON



## L'AIR LIQUIDE

L'AIR LIQUIDE spécialisé dans la fabrication des gaz industriels, possède une informatique performante - 1 3083, 3 HP, 3000, 40 HP 250, plus de 200 terminaux - et animé d'un souci constant d'évolution désire intégrer un :

## INGENIEUR RESPONSABLE SYSTEME DB/DC

possédant une expérience de trois ans environ, il maîtrise parfaitement CICS.

Une connaissance d'IDMS serait un sérieux atout.

Il s'appuie sur deux techniciens et consacre une part importante de son temps au développement : applications nouvelles, mise en place de SNA.

Cette fonction est passionnante par son aspect technique pointu et par les échanges qui existent entre les différents services informatiques.

Le poste est situé à Paris 7°.

Merci d'adresser un CV plus photo, ainsi qu'une lettre sous la référence 23835 E à :

**EGOR INFORMATIQUE**  
63 rue de Ponthieu - 75008 PARIS

**egor**  
PARIS DION TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

## International Corporate Audit

Paris

FF180-240,000

Notre client, une importante société Américaine, cherche pour son service d'audit interne deux personnes à fort potentiel. Le service est considéré comme une pépinière de futurs dirigeants pour le groupe.

Les candidats retenus seront responsables de missions d'audit dans les filiales situées partout en Europe. Des voyages aux USA et autres pays du monde sont également prévus. Déplacements à 70% du temps.

Les personnes intéressées doivent avoir au moins 3 ans d'expérience dans un cabinet anglo-saxon ou dans un service d'audit interne d'un groupe industriel. Anglais courant exigé. Téléphoner à Stephen Burke (1) 831-0431, Londres, ou lui adresser un Curriculum Vitae détaillé en Anglais à Michael Page International, Sicilian House, Sicilian Avenue, London WC1A 2QH.



**Michael Page International**  
Recruitment Consultants  
London New York  
Birmingham Manchester Leeds Glasgow

IMPORTANT GROUPE  
DE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX  
PROCHE BANLIEUE OUEST  
recherche pour sa Direction Commerciale Centrale à son Siège Social

## JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

À l'intérieur de la Direction pré-citée, ce poste requiert plus particulièrement les fonctions ci-après :

- dans le cadre d'une répartition des tâches internes à la Direction Commerciale Centrale, suivi du marché de certains produits et de leur transport ;
- relations publiques extérieures (participation à des manifestations professionnelles et commerciales notamment) ;
- coordination de l'action commerciale au sein du Groupe ;
- actions publicitaires ;
- conception et réalisation de plaquettes et documents commerciaux ;
- élaboration, mise en place et suivi d'opérations permettant la circulation de l'information commerciale à l'intérieur du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 84118 à CONTEXTE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

## OFFRES D'EMPLOIS



LE MICRO-  
POUR TOUS  
NOUS AVONS  
DES PROJETS  
POUR VOUS

## RESPONSABLES DE

Le TO 7 est un micro-ordinateur de bureau à 7000 francs, conçu pour les petites entreprises et les particuliers. Il est équipé d'un processeur 8085, d'une mémoire de 64 Ko, d'un clavier et d'un écran. Il est compatible avec les logiciels de la gamme TO 7.

## BUREAU LIQUIDE

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.

Le Bureau Liquide est un service de location de bureaux et de matériel informatique. Il propose des solutions adaptées à toutes les entreprises.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TO 7

## LE MICRO-ORDINATEUR POUR TOUTE LA FAMILLE NOUS AVONS DES PROJETS POUR LUI...

Le TO 7 de THOMSON, premier-né d'une nouvelle génération de micro-ordinateurs, est déjà un grand succès commercial. Notre famille s'agrandit avec l'arrivée de nouvelles gammes de matériel et de logiciels de plus en plus évolués.

Pour aller plus loin, nous recrutons des ingénieurs prêts à jouer avec THOMSON la carte de la micro-informatique française pour tous. Nous renforçons nos équipes et recherchons des :

### RESPONSABLES DE PROJETS

Issu d'une Grande Ecole ou titulaire d'un DEA, vous possédez une solide formation en informatique. Vous avez 22/33 ans et cinq années d'expérience dont une en qualité de CHEF DE PROJET.

Cet acquis vous permettra d'encadrer techniquement nos ingénieurs qui travaillent actuellement sur des logiciels évoluant vers les systèmes experts, la simulation, la synthèse d'image tridimensionnelle, les chaînes de création graphique et sonore.

Cette mission d'encadrement et d'organisation comporte aussi une part importante d'activités relationnelles auprès des sous-traitants, partenaires éditeurs et auteurs, dont vous serez appelé à superviser, voire contrôler et tester, les réalisations.

Si vous vous sentez l'âme d'un véritable patron, si vous êtes motivé par ce domaine où la technologie évolue très vite, si vous êtes diplomate, très à l'aise dans les contacts à tous niveaux et si vous maîtrisez l'ANGLAIS.

Adressez votre CV, photo et prétentions, en précisant la référence 107 à notre Conseil : ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle, NEUILLY.

THOMSON  
BRANCHE GRAND PUBLIC

## BUREAUTIQUE - MICRO INFORMATIQUE :

Des domaines dans lesquels nous sommes reconnus comme l'un des premiers constructeurs.

Notre souci immédiat est de rencontrer l'ingénieur qui nous confierons la

## LA RESPONSABILITE D'UN CENTRE DE CALCUL

Un homme «fait», 35 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience d'une dizaine d'années dans l'informatique.

Une importante équipe travaillera - sous son autorité - à assurer l'exploitation du centre, les méthodes, la productivité, le développement des outils dans une perspective Qualité. Capacités relationnelles, ouverture au dialogue, «présence» sur le terrain sont indispensables.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue sud.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo, prétentions) sous référence 4523 M à l'agence DESSEIN - 15, rue de Provence 75009 PARIS qui transmettra.

Rank Xerox  
proposée aux

## Diplômés Grandes Ecoles

Débutants ou première expérience (1 à 2 ans)

### Direction informatique : Ingénieurs débutants

Employés 125 personnes (moyenne d'âge 30 ans), notre direction des Systèmes d'Information s'appuie sur un environnement technique particulièrement riche (IBM 3083, 370/168, MVS, IAS, PDP 11/70, mini G, réseaux de télétransmission 700 terminaux).

Nos ingénieurs débutants seront intégrés dès le début à notre équipe informatique pour être

formés la première année à nos méthodes de travail, notre environnement et notre entreprise. Ils participeront ensuite à la conception de nos systèmes pour prendre rapidement des responsabilités dans le développement de nos projets. Outre cette évolution rapide, de réelles possibilités de carrière au sein du groupe seront offertes aux ingénieurs motivés et performants.

### Direction financière : Analystes de gestion

La Direction planification et contrôle de gestion est chargée de l'établissement des plans de la société en relation avec les autres directions et le siège européen. Elle a pour mission de contrôler la réalisation du plan financier, de la rentabilité des investissements et, en liaison avec le marketing, de la rentabilité financière de nos prix et de notre couverture de marché.

Les Analystes de gestion que nous recherchons seront tout de suite intégrés à notre équipe et pourront évoluer dans notre compagnie aussi bien dans le domaine financier que dans d'autres domaines s'ils font preuve d'efficacité, de motivation et de dynamisme.

### Analyste financier

L'Analyste financier aura pour mission l'analyse des résultats financiers mensuels de l'entreprise, sous les angles comptables et anglosaxons. Il devra préparer les états financiers pour le siège européen. A l'initiative de la société, son rôle consistera à rechercher auprès des services comptables les causes d'écart par rapport aux prévisions. Il établira des bilans prévisionnels suivant les

normes comptables françaises et anglosaxonnes. L'Analyste financier que nous recherchons devra intégrer une petite équipe dynamique, il recevra une formation complémentaire en matière de comptabilité anglosaxonne, de système time sharing (APL) et ses possibilités d'évolution seront à la mesure de ses performances et de ses aspirations.

Merci d'écrire à B. Brun, en précisant la référence du poste choisi au Service du Recrutement, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion

etap

### Directeur commercial innovateur et performant

réf. 257 AM

UNE DES PREMIERES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TP-Bâtiment qui a les moyens et la volonté de se redéployer dans l'activité bâtiment en France, recherche le Directeur Commercial (H/F) qui participera, d'une équipe de direction dynamique, à ce challenge.

INNOVATEUR, il sera promoteur de produits, procédés, services nouveaux. HOMME DE CONTACT ET NEGOCIATEUR, il montera des opérations de interlocuteurs variés : investisseurs publics, privés, administrations, etc.

ANIMATEUR, il dirigera une équipe d'ingénieurs d'affaires dynamisera les filiales, cotraitants chargés des réalisations. Ce poste de premier plan conviendrait à un candidat de haut niveau et de fort potentiel HEC, X, ECP, PONTIS, ayant une solide expérience commerciale dans le bâtiment ou dans des domaines proches.

Poste à Paris. Ordre de grandeur : 400 000 F

### Responsable du service informatique de l'usine projet important et ambitieux

réf. CR 254 AM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE offre au sein de son usine (1 000 personnes) un poste motivant Responsable du Service Informatique (H/F).

Sa mission consistera à mettre en œuvre la gestion intégrée en temps réel en milieu industriel en :

- participant à la direction du siège à la réalisation du plan informatique
- analysant les procédures en place les matériels nécessaires,
- assurant les contacts avec les utilisateurs pour l'étude des besoins.

son profil :

- Ingénieur, MAGE ou équivalent,
- expérience de 5 ans environ et ayant les fonctions de Chef de Projet dans un milieu industriel ou SSI,
- un acquis en gestion d'une usine moderne,
- une connaissance du matériel mini-ordinateur haut de gamme,
- une expérience des bases de données.

Ces fonctions intéressantes s'exercent dans le cadre de la réalisation d'un projet important qui prévoit un second temps la constitution d'un service d'ordinateurs.

Poste : région nord. Salaire : 220 000 F

### Cadre de personnel bon potentiel

réf. 256 AM

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche l'Adjoint du responsable du Service Relations Humaines du Siège (H/F) (personnes).

Il aura une double mission :

- animation sociale : étude, élaboration et mise en œuvre de toutes actions visant à développer la gestion sociale dynamique,
- la législation sociale : information, application.

Le poste évoluera conviendrait à un candidat Droit, Sciences Po ou ESC, ayant quelques années d'expérience dans la fonction personnel, dynamique et désireux de faire travailler dans un grand groupe.

Poste à Paris.

### Chef de projet informatique confirmé

réf. 258 AM

P.M.E. 200 personnes, 750 millions CA, filiale d'une importante coopérative du Val de Loire (25 milliards CA - 2 200 personnes) un poste de Chef de Projet Informatique (H/F).

Formation MAGE ou équivalent, le candidat devra disposer d'une expérience concrète de 5-8 ans acquise au sein d'une entreprise ou SSI. Rattaché au Directeur Général, il travaillera en étroite collaboration avec les utilisateurs.

Homme de terrain, il devra même d'organiser et de mettre en place rapidement différentes applications performantes dans des secteurs variés.

Concepteur, il aura la possibilité dans un second temps de développer les moyens informatiques de l'entreprise et de renforcer d'une petite équipe faisant passer la sous-traitance à la création d'un service informatique.

Poste intéressant à évoluer pour un candidat recherchant l'efficacité et doté de bonnes capacités de contact et d'un sens marqué de la responsabilité.

Poste basé au Lion-d'Angers (49).

### Jeune ingénieur de projet

réf. 259 AM

IMPORTANT ORGANISME D'ÉTAT spécialisé dans la conception, l'étude et la réalisation d'équipements à pointe pour la marine, recherche un Jeune Ingénieur (H/F).

Au sein d'un service chargé de la conduite d'un projet important (système futur complexe) il devra en particulier :

- élaborer les spécifications techniques et fonctionnelles,
- analyser les projets fournis par les services (de l'Etat ou des industriels) impliqués.

Ce poste convient à un ingénieur débutant (courte expérience acceptée) diplômé d'enseignement supérieur (ENSI, ISEP, INSA, ENSIETA, DEA ou équivalent) dominant l'électronique et l'automatique.

Poste à Paris.

## ingénieurs de projet

Paris Centre Programmation la Marine, dépendant du Ministère de la Défense, a une dominante scientifique technique systèmes informatiques spécifiques temps de la Marine et à l'industrie. Il recherche :

### un adjoint au chef de projet

réf. 11101/M

Il sera responsable du contrôle qualité des programmes réalisés en fonction du cahier des charges et des spécifications techniques. Il assurera leur livraison les essais à bord des bâtiments. Le candidat, d'une formation d'années, ingénieur diplômé et a une expérience dans l'industrie. Il aura une formation l'informatique sur place.

Il requiert qualités commandement (animation 11 personnes), de mobilité et le sens des responsabilités.

### un jeune ingénieur analyste

réf. 11102/M

Il sera affecté à un programme en cours pour la suite du Projet et diriger une équipe de 10 à 20 personnes. La candidate, minimum licenciée en Mathématiques, a de préférence une première expérience dans des systèmes temps réel. défaut, conversion sa formation assurée par la Marine.

Il requiert capacité d'assimilation, des qualités d'expression orale le sens des relations humaines.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la réf. du H. Bouet. Sema-Sélection : Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris Lille Lyon  
Marseille Toulouse

## International Corporate Audit

FR 180-240.000

FTP

Maximal Page International

## JEUNE ATTACHE COMMERCIAL



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**A. & M.**

débutant ou  
1<sup>re</sup> expérience

## Ingénieur généraliste

Nous sommes un important groupe industriel français implanté aux Etats-Unis. Jeune Ingénieur, nous vous proposons de rejoindre nos équipes dans l'une de nos usines.

Dans un premier temps vous suivrez un stage pour y acquérir les connaissances nécessaires pour assumer des responsabilités techniques et humaines. Votre niveau personnel et votre mobilité, tant sur le plan géographique que celui des fonctions, sont des critères fondamentaux de votre réussite.

A moyen terme vous nous prouverez que nous avons la certitude de vos ambitions.

En France et aux Etats-Unis, nous parions sur les hommes. Vous êtes de la génération entrepreneurs... rejoignez-nous et parions ensemble de votre avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2762/LM à

**MEDIA BA**  
9, Bd des Italiens, 75002 Paris  
qui transmettra



**Au service  
des Entreprises  
du BTP**

Premier secteur économique, le BTP compte 350 000 entreprises pour un CA de 100 milliards. Pour financer ces investissements considérables de ce secteur, nos délégations régionales commercialisent une gamme complète de services (crédits MT, LT, Crédit-Bail, cautions etc...). Votre rôle, tant que conseiller financier, consistera à développer le portefeuille clientèle, analyser ses besoins, financer, monter des dossiers, promouvoir notre image auprès des partenaires (entreprises, banques, organismes professionnels etc...). Si vous êtes jeune diplômé (Ingénieur TP + IAE ou Ecole de Commerce) et si vous justifiez d'une première expérience dans une entreprise du BTP ou dans un établissement de crédit nous souhaitons vous présenter les opportunités que nous créons à Bordeaux - Lille - Paris - Strasbourg - Toulouse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant l'affectation de votre choix sous référence 4584 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75008 PARIS, qui transmettra.

## Le punch en plus !

**Mines,  
Centrale**

+  
**Stanford**  
ou équivalent

Ingénieur confirmé, âgé de 30 ans minimum, vous avez prouvé, au cours de votre expérience réussie d'au moins 5 années, votre aptitude à diriger un service de production.

Homme de terrain, pragmatique, pionnier à chaque instant et à tous les niveaux, vous avez le profil de la « machine » d'un entrepreneur.

Votre objectif : diriger une unité de production.

Nous vous proposons, au sein d'un important Groupe industriel français implanté aux Etats-Unis, une opportunité de carrière à la mesure de votre potentiel.

Rapidement, nous vous confierons la direction de la production, fortement automatisée, de l'une de nos usines.

Dans le cadre d'une structure légère, vous serez impliqué à toutes les décisions. Vous aurez un interlocuteur privilégié : la Direction Générale et vous maintiendrez un dialogue permanent avec les hommes que vous dirigerez.

Votre mobilité géographique sera un atout important de votre réussite.

Vous avez du punch et l'ambition !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 2744/LM à

**MEDIA BA**  
9, Bd des Italiens, 75002 Paris  
qui transmettra

message N°6

## La présentation au client: une rencontre entre partenaires

Vous avez franchi avec succès les premières étapes ; cela signifie que des professionnels font le pronostic de votre réussite au poste qui vous intéresse. C'est pour vous le moment opportun de dialoguer avec les dirigeants de l'entreprise à laquelle vous souhaitez vous intégrer.

### L'objectif de la présentation

C'est pour vous, être choisi parmi les candidats, mais aussi choisir votre employeur. En effet, vous n'avez pas encore gagné et êtes probablement en concurrence avec deux ou trois autres candidats présentant également des caractéristiques positives par rapport au poste offert. Préparez-vous à convaincre.

### que faire? être vous-même, avant tout

- souvenez-vous des conseils du consultant : écoutez votre nouvel interlocuteur avant de faire le point sur ce que vous apportez de façon certaine à l'entreprise. Sachez exprimer votre attirance pour son domaine d'activité, son image de marque ou son environnement humain.

- restez concret dans l'argumentation. Dites ce que vous avez fait, réussites à l'appui, de préférence si ce que vous êtes : votre interlocuteur y verra la marque d'un véritable professionnalisme.

- Informez-vous de façon précise sur les points qui vous intéressent plus particulièrement, mais il y a un ordre à respecter dans la suite de vos questions. En gros : l'entreprise, son marché, ses produits, ses résultats ; la fonction proposée ; la façon de travailler qui correspond à l'esprit de l'entreprise ; les appointements et avantages divers. Ne commencez pas par demander : faites-vous les points ?

### l'employeur essaie aussi de vous convaincre

Il qu'il est en concurrence. Dites-lui donc clairement si vous avez d'autres négociations et si calendrier il respecter. Allez jusqu'à lui demander sa réponse pour telle date, il lui promettra de même la vôtre.

Evaluez la crédibilité de votre futur employeur. Y a-t-il des raisons non exprimées qui le conduisent à pourvoir ce poste par un homme de l'extérieur? Y a-t-il eu des échecs précédents? N'a-t-il pas tendance à exagérer les problèmes, à euphoriser sur votre avenir? Le consultant est là pour vous appuyer et défendre vos intérêts.

Quelle que soit l'issue de cet entretien, vous savez maintenant que vous avez des atouts pour trouver un nouvel emploi.

Pour votre carrière, sachez répondre aujourd'hui aux appels de l'économie

Prochain message : "la décision d'engagement"

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement : rue Léon Bonnat - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT : Alexandre TIC S.A., Algoc, Aviso Conseil, Bernard Julhiet Paycom, Chantal Baudron S.A., Cies, Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A. Développement, Egor, Etap, Euroquip, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Safop, Selection, Serfio, Sica, Soderhu.

APPLICON

Scal du Groupe Schlumberger, APPLICON, l'un des leaders mondiaux de la CAO, poursuit son expansion en France et recherche des

## Ingénieurs Commerciaux

confirmés depuis 1 à 2 ans

Leur formation (Ecole d'Ingénieurs si possible) - au moins une formation supérieure technique - et leur expérience doivent leur permettre d'assurer, dans le cadre de la commercialisation, en France et dans les systèmes LAM, le développement de notre clientèle dans le domaine de la CAO, de l'automatisation et de l'industrie.

Des compétences prouvées dans la vente d'équipements informatiques (hors gestion) sont donc indispensables. La connaissance de l'anglais serait en outre appréciée. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villioing, APPLICON - Tour Manhattan 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

APPLICON

Schlumberger

## JEUNES INGENIEURS projets techniques export Grandes Ecoles

Concevez avec nous, aujourd'hui,  
la communication de demain.

Après formation à nos produits, vous participerez à LANNION (22) ou à VELIZY (78) aux projets techniques export de systèmes de pointe en télécommunication.

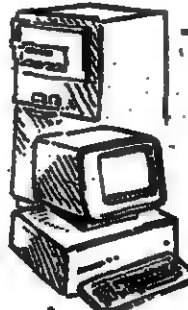
Des déplacements de courte durée sont à prévoir à l'étranger. Une bonne pratique de l'anglais et/ou de l'espagnol est nécessaire.

Une expérience en téléphonie sera un atout supplémentaire.

Possibilités d'évolution ultérieure en France ou à l'étranger



Envoyer CV détaillé, photo et prétentions, sous la réf. AS/JCH à CIT ALCATEL - Service Recrutement en Orientation 10, rue Latécoère 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



Société filiale de Compagnie Pétrolière, nous sommes spécialisés dans le stockage souterrain d'hydrocarbures. Notre effectif est de 150 personnes dont 60 ingénieurs et cadres. Nous recherchons aujourd'hui un

## Informaticien HF

de niveau MAGE ayant 3 à 4 ans d'expérience sur petits et moyens systèmes.

Ce spécialiste viendra renforcer l'équipe chargée du développement de notre plan informatique où la gestion prédomine. Il sera également responsable de l'implantation de la bureautique.

Les candidats intéressés par ce poste, basé à La Défense, sont priés d'adresser leur C.V. avec prétentions sous référence 3481 à racc carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.

La Direction Contrôle de gestion et planification d'une société de 5.000 personnes recherche

## Contrôleur de gestion

Il sera chargé de suivre la gestion des divers centres d'activité (ingénierie, entreprises générales, maintenance) sur le plan : budget, coûts de personnel et d'activité, projections à court et long terme. Il assurera l'assistance à l'équipe qui sera chargée d'animer, il aura principalement un rôle de conseil et d'appui auprès des centres d'activité.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une école de commerce, le contrôleur de gestion devra avoir 10 ans d'expérience dans une fonction similaire et posséder de réelles capacités d'organisation et d'animation.

Poste basé à La Défense.

Envoyer CV, photo et prétentions, sous réf. 3240, à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

## CERG FINANCE

Spécialiste des logiciels financiers sur micro ordinateur, leader en France sur son marché, recherche :

## RESPONSABLE DE RESEAU DE DISTRIBUTION

(homme ou femme 30 ans environ).

Fonction : support aux constructeurs de micro-ordinateurs et aux distributeurs des logiciels CERG FINANCE (formation, suivi etc...).

Zone d'activité : région parisienne et province.

Profil : - études supérieures de gestion (maîtrise, Sciences Po, école de commerce...), - 2 à 3 ans minimum d'expérience dans le domaine financier, - maîtrise de l'informatique, - expérience commerciale.

Envoyer C.V. photo et prétentions à CERG FINANCE, Tour d'Asnières, 4, av. Laurent Cely, 93606 ASNIERES Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS



Leader Français de la Restauration Rapide  
FILIALE DE L'UNION P.T. & C. S.A.

## responsable du recrutement

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villioing, APPLICON - Tour Manhattan 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

DEVELOPPEMENT

Nous recherchons un responsable du recrutement pour notre agence parisienne. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villioing, APPLICON - Tour Manhattan 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

## Secrétaire et assistant de notre Président

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villioing, APPLICON - Tour Manhattan 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

APPLICON

## Jeunes Ingénieurs d'Application

diplômés d'une Grande Ecole  
(Mécanique et/ou Electronique)

APPLICON

Schlumberger

## Pour un(e) jeune Au Comptable :

Une fonction de conseil au sein de la Compagnie d'Assurance... Merci d'adresser votre dossier complet sous référence ICX à M.J. Villioing, APPLICON - Tour Manhattan 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

ALGOE







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# CHIEF DE PUB

## une activité commerciale dans la presse

Rejoignez à Paris, le groupe TESTS, numéro un de la presse informatique en France. Dans une entreprise qui connaît un essor spectaculaire, vous développez la vente d'espaces publicitaires de deux revues sur le point de conquérir un large public. Vous êtes responsable des relations avec des interlocuteurs d'un milieu professionnel réputé dynamique : agences de publicité, distributeurs et boutiques d'informatique, constructeurs, sociétés de services...

Agé de 25 ans minimum, vous bénéficiez, de préférence, d'une première expérience professionnelle acquise dans l'exercice de fonctions commerciales.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M4670, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature.

SERI SELECTION

49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

## Assistant de direction financière 100.000F. +

Nous sommes la première Centrale d'Achat dans le secteur des sports loisirs. Nous recherchons pour notre siège, situé en banlieue sud, un jeune collaborateur.

Rapportant au Directeur Financier, il assurera le conseil en gestion auprès de nos adhérents. La fonction implique de nombreux déplacements sur le terrain.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'une Ecole de Gestion, option finance, avec si possible une formation juridique.

Si ce message correspond à votre formation écrivez sous Réf. 318 ou prenez contact par téléphone le mercredi 7 Décembre : 727.32.36

CURSUS CONSEIL 94 rue Lauriston - 75116 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

Ingénieur pluridisciplinaire

Ingénieurs électroniciens

Se former à la GESTION dans une multinationale

Jean-Claude Maurice S.R.

Trésorier

INGÉNIEURS DIPLOMÉS

TRANSITAIRE DE RENOMMÉE INTERNATIONALE recherche pour l'une de nos parisiennes

**UN CHEF DE SERVICE TRAFICS ROUTIERS**

Anglais apprécié. Position cadre.

**EMPLOYÉ(E) DE TRANSIT QUALIFIÉ(E)**

TRAFICS ROUTIERS Pratique l'espagnol.

**EMPLOYÉ(E) DE TRANSIT QUALIFIÉ(E)**

TRAFICS MARITIMES Bilingue anglais.

C.V., références et prétentions à l'adresse de TILLERIE M REGIE-PRESSE 85 rue Réaumur, 75001 PARIS.

Une filiale importante du groupe Matra recherche un

**CONTROLEUR DE GESTION**

CHARGE :

- De l'élaboration du budget du P.M.T. ;
- Du contrôle budgétaire ;
- Des missions de bord et du reporting ;
- Des analyses de gestion ;
- De l'évolution des systèmes de gestion ;

PROFIL :

- Grande Ecole de gestion ;
- 2 à 3 années d'expérience du contrôle de gestion dans une entreprise de notre société importante ;
- Salaire motivant ;
- Larges perspectives d'évolution.

C.V. + photo + lettre manuscrite à faire parvenir à : Département Planification Contrôle, Société M.H., 5, rue de Verbois, 75003 Paris.

Groupe DAFSA KOMPASS spécialisé dans l'information économique et financière, 150 millions de C.A.

Notre technologie de pointe et nos efforts nous conduisent à une expansion constante, 30 % par an et nous recherchons

**DEUX JEUNES CADRES COMMERCIAUX**

Débutants Hommes ou Femmes

**DIPLOMÉS D'ECOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE**

pour commercialiser une banque de données, donnant des informations sur les marchés boursiers. Nous demandons une parfaite maîtrise de l'anglais et un intérêt pour les marchés financiers. Quelques déplacements à l'étranger sont à prévoir. Des perspectives d'évolution sont de nature à intéresser les candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à DAFSA, Service du Personnel 7, rue Bergère, 75009 PARIS.

**SERI RENAULT INGENIERIE**

(Direction des Moyens de Production)

**POUR SUIVRE SON DEVELOPPEMENT DANS LA PRODUCTIVITE**

et pour concevoir et réaliser des systèmes automatisés et informatisés destinés à la production industrielle

**INGENIEURS CONFIRMES**

(5 à 10 ans d'expérience).

Ayant une large expérience de l'industrie (production discontinu) pour la modernisation d'entreprises par l'amélioration des moyens techniques et des systèmes de gestion. Les actions, allant de la conception à la réalisation, sont menées en équipes pluridisciplinaires dans des secteurs industriels variés. Un très bon contact, une grande rigueur dans l'analyse des problèmes, et une aptitude à rédiger et à exposer sont nécessaires. Langues étrangères : des possibilités de l'informatique et des applications appréciées.

**INGENIEURS INFORMATIQUE « TEMPS REEL »**

(minimum 3 ans d'expérience).

Doivent posséder la maîtrise d'un système type mini-ordinateur, en processus discontinu, ainsi que celle des interfaces avec les machines et avec les hommes de ce type. Expérience d'une méthode d'analyse.

**INGENIEURS INFORMATIQUE SYSTEME**

(minimum 3 ans d'expérience).

Mission « d'architecture technique » pour la configuration des Logiciels de systèmes et l'assistance aux équipes de réalisation. Connaissances nécessaires d'au moins deux des systèmes suivants : mini 6, DEC, SOLAR, HP. Sont particulièrement appréciées les compétences complémentaires en gestion des fichiers, bases de données, infographie et réseaux.

**JEUNE INGENIEUR**

Mission de réalisation, d'analyse et d'optimisation de systèmes de production. Connaissances et expérience souhaitées :

- maîtrise des techniques de programmation du FORTRAN et éventuellement d'un autre langage,
- production mécanique, recherche opérationnelle et automatique appliquées.

TOUS CES CANDIDATS AMENERONT LES CANDIDATS A TRAVAILLER DANS DES EQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES. RIGUEUR, DYNAMISME, ESPRIT D'EQUIPE, ET CREATIVITE SONT PARTICULIEREMENT NECESSAIRES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo, et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

**Seri Renault Ingénierie**

Direction du Personnel  
Seri Renault Ingénierie  
2, av. du Vieux Etang BP 19  
78391 - D'ARCY Cedex.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES**

Complément formation UNIVERSITAIRE Type D.E.A.

11 - OPTION PHYSIQUE DU SOLIDE : pour étude de caractérisation électrique et optique de matériaux semi-conducteurs III-V et composants opto-électroniques.

Référence 12 - OPTION MICROELECTRONIQUE : pour la conception de circuits intégrés CMOS.

Ecrire avec C.V. et photo au Service du Personnel - 3, Avenue Descartes - B.P. 15 - 59500 LIMEL BREVANNES

Importante Société Industrielle 4.000 personnes, C.A. : 1,3 milliard recherche pour son Siège Social Paris-8

**CADRE COMPTABLE**

DECS, avec formation complémentaire fiscale et gestion

pour succéder le Directeur Financier et Comptable Expérience minimum : 10 ans.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 72.202 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**le Crédit Agricole de la Brie à Meaux**

recrute

**LE RESPONSABLE DU SERVICE ORGANISATION**

- Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une très importante expérience de la banque, ou de l'organisation dans le tertiaire.
- Vous devrez mener, avec l'équipe des organisateurs des projets, au siège et en agences, l'analyse des besoins et la réalisation.
- Cette mission implique un sens développé de la communication, un esprit créatif, et une attitude réaliste.

Les candidats et leurs prétentions sont à adresser à Monsieur le Directeur du C.A. BP 206 - 77101 MEAUX

**GAGNEZ VOTRE VIE ! NE LA PERDEZ PAS !**

Vous refusez la monotonie et vous ne concevez pas de vivre sans un travail passionnant. Une société particulièrement dynamique dans le secteur informatique et leader de son marché avec des produits de haute technicité vous propose de réaliser vos ambitions en devenant :

**INGENIEUR COMMERCIAL**

au sein d'une équipe motivée.

Vous voulez vous rejoindre alors adressez votre cv à :

SAI  
6, rue Watford,  
92000 NANTERRE.  
Discrétion totale assurée.

**juridique immobilier : un expert**

Un important organisme financier spécialisé dans le domaine immobilier, dont les activités sont réparties dans de nombreuses sociétés recherche son

**RESPONSABLE JURIDIQUE expert de haut niveau**

Directement rattaché à la Direction Générale de la Holding, il en est le conseil permanent en matière juridique. Responsable dans son domaine de la cohérence de l'ensemble des sociétés du groupe, il suit les litiges, le contentieux... et apporte en permanence une assistance à l'ensemble des directeurs du groupe.

Cette fonction exige une formation de niveau doctorat droit des affaires et une expérience d'au moins 5 ans des problèmes juridiques. Vous êtes passionné par le droit des sociétés et vous saurez, par exemple, parfaitement débrouiller les problèmes du moment d'une de nos nouvelles sociétés.

Poste basé à PARIS.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 311058 MIA mentionner sur l'enveloppe) Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF SELECTION 115, rue du Bac - 75007 PARIS**

**FLOATING POINT SYSTEMS FRANCE S.A.**

leader mondial dans le domaine des processeurs vectoriels recherche

**INGENIEURS COMMERCIAUX EXPERIMENTES**

dans la vente de gros systèmes informatiques

- Très bonnes connaissances techniques en informatique scientifique.
- Connaissance de l'anglais.
- Possibilité de système à commissions particulièrement motivant.
- Voiture de fonction fournie.

Adresser C.V. + photo à : F.P.S. 3 bis, rue Le Corbusier SILIC 243 - 94568 RUNGIS CEDEX

Jeune fille 150



REPRODUCTION INTERDITE  
OFFRES D'EMPLOIS

**Assistant de direction financière**  
100.000F. +  
Plusieurs années d'expérience dans la gestion financière et administrative. Poste à responsabilité. Rémunération attractive. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV et références à : **LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEAUX**, 10 rue de la Brie, 77100 Meaux.

**CADRE COMPTABLE**  
25.000F. par an + avantages sociaux. Poste à responsabilité. Rémunération attractive. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV et références à : **LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEaux**, 10 rue de la Brie, 77100 Meaux.

**LE RESPONSABLE DU SERVICE ORGANISATION**  
Plusieurs années d'expérience dans la gestion organisationnelle. Poste à responsabilité. Rémunération attractive. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV et références à : **LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEAUX**, 10 rue de la Brie, 77100 Meaux.

**GAGNEZ VOTRE VIE NE LA PERDEZ PAS**  
Plusieurs années d'expérience dans la gestion commerciale. Poste à responsabilité. Rémunération attractive. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV et références à : **LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEAUX**, 10 rue de la Brie, 77100 Meaux.

**INGENIEURS COMMERCIAUX**  
Plusieurs années d'expérience dans la gestion commerciale. Poste à responsabilité. Rémunération attractive. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer CV et références à : **LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE A MEAUX**, 10 rue de la Brie, 77100 Meaux.

REPRODUCTION INTERDITE  
OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

**LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche**  
**ingénieur pluridisciplinaire**  
Position II ou III - ESME, INSA, ou équivalent  
Plusieurs années d'expérience concrète exigées dans la conception d'équipements, sur les aspects :  
• mécanique (résistance, matériaux, vibrations)  
• génie thermique  
• enrobage et collage  
• micro montage optique (le cas échéant)  
• intégration et mise au point des prototypes  
• suivi de projets  
référence PRJ

**ingénieurs électroniciens**  
Grandes Ecoles ou Universitaires 3ème cycle  
Quelques années d'expérience pour des tâches théoriques en électromagnétisme.  
• modélisation des circuits  
• antennes micro-ondes.  
Très bonnes connaissances en analyse numérique et en programmation.  
référence M  
Bonnes connaissances de l'anglais. Maîtrise de la langue française exigée. Avantages sociaux.  
Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste choisi, à LCT - BP 40 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

**Se former à la GESTION dans une multinationale**  
Filiale d'un grand Groupe International, nous souhaitons intégrer plusieurs **JEUNES DIPLOMES D'ECOLE DE COMMERCE OU DE GESTION** (type ESCAE ou équivalent) afin de les former à notre MÉTIER, à nos méthodes de travail et à nos procédures de gestion.  
Ces jeunes collaborateurs seront amenés après quelques années en poste de TRAINING à prendre des responsabilités opérationnelles au Siège ou dans les Directions régionales de la Société.  
Bonne connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.  
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1216  
**Jean-Claude Maurice S.A.**  
397 rue de Valenciennes - 75015 PARIS

**digital**  
N° 1 de l'informatique interactive  
Département Finances et Administration  
**Trésorier**  
Responsable d'analyses financières, des relations avec les banques, du crédit, de la gestion des besoins financiers de la filiale et des liquidités, vous reportez directement au Directeur Financier. Vous animerez une équipe dynamique et compétente. Diplômé d'une grande école de gestion ou MBA, vous avez 10 ans d'expérience acquise de préférence en multinationales, vous parlez anglais.  
Homme ou femme, notre entreprise vous offre d'abord comme un professionnel.  
Ecrivez-nous, sous la REF. M 76, Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex.

**JEUNES INGENIEURS DIPLOMES**  
Un Important Groupe Industriel Français du SECTEUR MECANIQUE présent sur l'ensemble des marchés mondiaux offre à de JEUNES INGENIEURS DIPLOMES de réelles opportunités de carrière.  
Compte tenu de la variété et de l'importance des besoins, ils auront la possibilité de débiter dans l'une des fonctions suivantes :  
• Etudes de conception de produits nouveaux.  
• Calculs, CAO, Automatisation, Electrotechnique.  
• Production, Méthodes.  
Notre choix s'orientera vers de Jeunes Ingénieurs diplômés débutants (X, ECP, ESE, MINES, A et M, ENSL) ou vers des Ingénieurs ayant une première expérience réussie en milieu industriel, capables d'occuper rapidement à des postes de responsabilités et acceptant les exigences de mobilité qui en découlent.  
Merci d'adresser les lettres de candidatures avec indication de la rémunération actuelle ou souhaitée sous réf. 33886 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

**Il y a un an et demi j'ai répondu à une annonce d'IBM...**

*Je m'appelle Manuel de Villeneuve. Comme de nombreux jeunes diplômés, j'ai vu l'opportunité de l'importante entreprise d'IBM France pour devenir ingénieur technico-commercial. Dans cet entretien, j'explique les raisons de mon choix et ce que j'ai fait depuis mon entrée à la Compagnie.*

**Manuel de Villeneuve, quand et comment êtes-vous entré chez IBM ?**  
Je suis entré chez IBM le 1er Juillet 1982, après avoir répondu à une annonce parue dans la presse. Je venais de terminer des études commerciales à l'ESCAE de Sophia-Antipolis et, bien qu'attaché à ma Provence, je souhaitais découvrir d'autres horizons.

**Pourquoi avez-vous choisi IBM ?**  
Pour moi c'est un triple choix : l'entreprise elle-même d'abord, mais aussi le choix d'une technologie de pointe de notre temps, celui d'un métier intéressant.

**Qu'avez-vous fait les premiers mois ?**  
J'ai été affecté à l'agence commerciale de Grenoble. Pendant douze mois, je me suis partagé entre l'agence, où je faisais des premières sur le terrain, et le Centre de formation de Val de Fontenay pour la formation théorique.

**Cette formation est longue : qu'y apprend-on exactement ?**  
Ce n'est pas seulement la formation informatique. On y apprend aussi les méthodes de communication et de gestion des entreprises. En effet, cette formation s'adresse aussi bien à des diplômés d'Ecoles Supérieures de Commerce, comme moi, qu'à des ingénieurs. La diversité des profils et des formations ajoute d'ailleurs à l'intérêt de ces formations. De plus, pendant cette période, nous sommes rémunérés et nous étions opérationnels.

**Quel est exactement votre travail aujourd'hui ?**  
Je suis actuellement ingénieur technico-commercial. Ce métier comporte deux aspects : l'un commercial : il s'agit d'évaluer le besoin informatique d'un client, afin de lui proposer la solution la plus appropriée ; l'autre aspect, plus technique, consiste à conseiller le client la meilleure utilisation possible du matériel. A ma demande, j'ai rejoint il y a quelques mois l'agence de Vincennes où plusieurs clients m'ont confiés.

**Si vous deviez résumer en un mot la caractéristique essentielle de votre métier, que diriez-vous ?**  
Liberté - Liberté dans l'organisation du temps et du travail. Seuls comptent les résultats. Pour moi c'est un aspect très positif.

**Quels sont vos rapports avec l'encadrement et vos collègues ?**  
Les rapports humains simples et ouverts qui existent à IBM m'ont beaucoup aidés à parfaire ma formation. Mes collègues n'ont jamais hésité à me consacrer du temps pour répondre à mes questions et je les en remercie.

**Quels sont vos projets ?**  
Mon métier actuel ne m'a pas livré ses secrets, mais j'avoue être intéressé, à moyen terme, par une expérience à l'Etranger, et une évolution hiérarchique.

**Est-ce que votre métier ne vous accapare pas trop ?**  
Non. Je continue même à cultiver les quelques vignes d'une propriété en Provence où j'ai pris récemment quelques jours de vacances pour les vendanges... qui ne furent pas mauvaises.

**Si vous aviez un conseil à donner à de jeunes diplômés qui hésitent à répondre à nos annonces, que leur diriez-vous ?**  
Faites comme moi.

*Alors pour vous, ce jour est peut-être aussi celui où vous répondrez à une annonce d'IBM. Nous vous demandons de bonnes connaissances en Anglais et d'accepter le principe de la mobilité géographique.*  
**IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils - (Référence ICM6/12)**  
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

*Cette offre s'adresse aussi à de jeunes diplômés ayant une première expérience professionnelle, qu'à des ETUDIANTS qui termineront leurs études en Juin 1984.*  
**La Compagnie IBM France garantit le caractère confidentiel des candidatures.**

**IBM**

**LES PREUVES DU PROFESSIONNALISME**  
**nos nouveaux clients 1983:**

ADG CONSEIL • AEROSPATIALE (D.E.T.) • APSIDE • BRED • BURTON • C.C.M.C. COFOR • DATAID SELECTION • ECS • JOB CONSEIL • PHILIP MORRIS • PUBLIMONTRE QUAKER FRANCE • RECOR • ROCKWOOL ISOLATION • S.A.E. • S.A.T. SERIEYS CONSULT • UNIDEL SECURITE • WILLIAM SAURIN...

**SOURCE**  
Pour nous mettre à l'épreuve ou recevoir simplement notre documentation-agence, contactez Loïc Serot Almeras Latour, 16 rue Jean-Jacques Rousseau - 75001 Paris, Tél. (1) 22.22.22

Pour le rapprochement des hommes et des entreprises

**BANQUE D'AFFAIRES**  
FILIALE BANQUE NATIONALE  
recrute pour poste **ATTACHE AU SERVICE DES TITRES**  
ayant connaissances opérations financières sur titres et valeurs cotées en bourse.  
Adresser C.V. et prétentions à : **193 PUBLIMONTRE**, 193 rue de Valenciennes, 75001 PARIS.

**S. A. Reosc**  
**AGENT TECHNIQUE OPTICIEN**  
Ayant des connaissances étendues et approfondies dans les techniques de contrôle optique. Expérience de plusieurs années et sérieux références demandées.  
Formation B.T.S. pour suivi de la réalisation d'instruments.  
Adresser C.V. à S.A. Reosc, 10, rue des Ecoles, Ballainvilliers, 91160 LONGJUMEAU. Téléphone : (6) 448.88.75.

Important Groupe de Distribution Alimentaire recherche pour son unité de panification :  
**UN RESPONSABLE**  
Le candidat aura une première expérience de 2 à 3 ans. Il aura pour missions :  
- la gestion de l'entreprise (prix de revient, budget)  
- l'animation du personnel  
- le respect qualitatif du produit.  
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 8017 à LTP, 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# MATRA RADIOCOMMUNICATIONS

recherche dans le cadre de ses activités de radiotéléphonie cellulaire

## Ingénieur Système en Télécommunication

pour analyse, conception de systèmes en temps réel : analyse des spécifications, définition de la structure Hardware du système, définition de la structure logicielle, définition de gammes de produits, évolution du système.

Une formation Grande Ecole et une expérience de réseau de télécommunications (commutation, transmission de données...) 5 à 10 ans sont nécessaires.

## Ingénieurs Electroniciens

pour développer des équipements complexes utilisant des technologies diverses (microprocesseur, transmission numérique, analogique...) 2 à 5 ans d'expérience seront appréciés.

pour mise au point et intégration prototypes systèmes temps réels définitions des moyens (matériel et logiciel) d'essais, mise au point d'ensembles, recettes. Une expérience de mise au point de systèmes complexes utilisant des calculateurs temps réel est nécessaire.



Adresser votre CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel MATRA RADIOCOMMUNICATIONS - B.P. 66 - 78390 BOIS D'ARCY

P.M.E. (VAL DE MARNE), 60 personnes appartenant à un groupe non ferroviaire important, spécialisée dans le travail des métaux en finitions (zinc, cuivre, inox).

## INGENIEUR A.M.

ou équivalent

35 / 40 ans environ pour assister le directeur d'établissement dans la perspective de lui succéder.

Le candidat aura de préférence une expérience de gestion de production de série et sur devis. (Organisation atelier, ordonnancement, coûts...)

Il devra en outre prendre en charge les problèmes de logistique et, à terme, la gestion de l'établissement.

Rémunération suivant expérience.

Adresser C.V., photo à No 28789 COFAP 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.



banque internationale de placement recherche dans le cadre du développement important de ses activités.

## NOUVEAUX COLLABORATEURS

### FUTUR RESPONSABLE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE

de nos produits PCF + SICAV 130/160.000 frs

réf. GFSM/RB

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF de nos OPERATIONS OBLIGATAIRES Francs 120/140.000 frs

réf. GAOM/RB

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF de nos TRESORERIES Francs 100/120.000 frs

réf. GATM/RB

L'Informatisation poussée, en pleine évolution, de nos services requiert enfin un goût marqué pour l'utilisation intelligente de cet outil.

Merci d'adresser à notre Conseil R. BATIFOLLIER, 39 Avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS, en précisant la référence du poste choisi - il vous garantira une totale discrétion.

## RÉEL • SYSTÈMES GROUPE SYSTÈMES • PROGI



L'une des toutes premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique recherche pour le Département Gestion de sa filiale

### AQUITAINE SYSTÈMES

#### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous avez 25 à 30 ans et vous avez acquis une formation supérieure commerciale, comptable ou en gestion.

Une première expérience, dans le commerce, dans l'industrie informatique ou dans un service opérationnel en entreprise vous a permis de confirmer votre intérêt pour un métier actif où vous pouvez mesurer vos capacités de conseil et de négociateur à la qualité de vos objectifs.

Nous vous confierons la promotion et la gestion de la filiale de gestion de la gestion, de la comptabilité générale, analytique et budgétaire fonctionnant en milieu informatique et en temps réel sur une gamme d'ordinateurs. Vous serez en contact direct par nos collaborateurs avec les clients et vous serez soutenu par une équipe technique hautement qualifiée. Nous recherchons par ailleurs d'un réseau de références d'entreprises dans des entreprises de dimensions et de secteurs d'activités variés.

Adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à : M. Christian ESPINOSA - 1012, rue de la République - 92100 PARIS.

## CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour une des ses filiales

### un cadre commercial

qui sera particulièrement chargé de :

- proposer et mettre sur pied toute action visant la promotion des produits commercialisés
- organiser et animer des réunions d'information et de formation
- suivre le bon fonctionnement des procédures administratives.

Le candidat sera de formation commerciale supérieure. Il (ou elle) sera âgé(e) de 25 à 30 ans et très disponible pour déplacements fréquents en province.

Poste à pourvoir à St Quentin en Yvelines (78).

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. LAM/01 à CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

## Important Etablissement Financier

recherche

### Ingénieur Gestion Technique Centralisée

L'exploitation des différents bâtiments de cet organisme est réalisée par un système hautement spécialisé et performant. Le candidat retenu aura la responsabilité de la maintenance et de l'évolution du système ainsi qu'un rôle de supervision, de coordination, de l'exploitation technique proprement dite : climatisation, électricité, sécurité, gestion de l'énergie.

Une solide formation technique, l'expérience, l'exploitation, les connaissances de la pratique d'applications informatiques type process et la connaissance de l'anglais sont appréciées.

Il pourra être amené à St Quentin en Yvelines (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

## PARIS BANLIEUE EST (MARNE LA VALLEE) SOCIETE FRANCAISE : 70 M DE CA

La filiale d'un important groupe américain commercialisant de l'équipement industriel recherche son :

### ANALYSTE FINANCIER (AUDIT INTERNE)

Sous l'autorité du directeur administratif et financier, il prendra en charge le service comptable (4 personnes), le recouvrement et l'analyse financière de la société.

Une solide expérience comptable acquise dans un cabinet d'audit

et d'analyse financière pratiquée dans une école de gestion ou entreprise sont nécessaires. Le candidat retenu sera français. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions + photo sous réf. 9187/M à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

### Récupération d'énergie unités de production à feu continu (uniques en Europe) Filiale d'une Société d'Engineering de premier plan

recherche

### chef d'exploitation

35 ans environ - Ingénieur de formation (A & M, ONI, ENSI ou similaire). Expérience de la conduite d'usines à production continue. Bonne connaissance en mécanique, électricité et régulation.

Sous l'autorité du Directeur d'établissement, il a pour mission essentielle d'assurer le fonctionnement optimum des lignes de production dans un souci d'efficacité économique et de qualité technique.

Très opérationnel dans son rôle, il gère et anime les équipes de quart, il participe à la mise au point et aux études techniques ainsi qu'à l'élaboration d'outils de production et de maintenance. A ce titre, il est en relation constante et dynamique avec le Service Entretien-Travaux.

Le poste basé à Saint-Denis de la Réunion comporte des possibilités d'évolution internes tout en France qu'il faut saisir.

Envoyer CV, diplôme et prétentions sous réf. 888-M à GULLON Sélection (réponse et orientation assurées)

101 RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

### BANQUE DE DÉPÔTS PARIS-18

recherche

#### CHEF DE PROJET DÉVELOPPEMENT

Diplôme : Sciences-Eco ou grandes études de gestion. Expérience Marketing de 5 à 10 ans en milieu bancaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à : M. J. LAM - 1254 Courneuve - 93110 ROCHY-LOUVOIS.

### BANQUE DE DÉPÔTS/PARIS

recherche

#### FONDE DE POUVOIR CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

N° 1

Formation bancaire approfondie (BES ou diplôme universitaire). Aptitude à diriger une équipe EXPERIENCE 3 A 5 ANS DANS LE POUVOIR.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à : M. J. LAM - 1254 Courneuve - 93110 ROCHY-LOUVOIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### RELECTEUR TECHNIQUE

de langue maternelle anglaise, références exigées.

Tel. pour R.V. : 545-27-22.

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

### SECTEUR MARNE-LA-VALLEE

recherche

#### COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau DES ou équivalent, pour comptabilité générale, gestion et prévision financière.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Banque Internationale au CA dépassant les 12 milliards de dollars implantée dans + de 60 pays va créer prochainement une division pétrolière à Paris.

Dépendant directement du Directeur France, le cadre bancaire sélectionné aura une bonne expérience du négoce pétrolier.

Le poste consistera d'abord à développer des relations avec les Compagnies pétrolières situées en Europe, et nécessitera des déplacements.

Le candidat sera bilingue français, anglais et aura 5 ans d'expérience impérativement. La rémunération ne posera pas de problème pour un candidat correspondant à nos souhaits.

Ecrire sous N° T 043470 M à

RÉGIE PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 - PARIS.

Un des premiers groupes français à vocation internationale (Olivier parisiens) recherche

## Responsable des études informatiques.

Ce poste implique :

- une formation de type ingénieur ou assimilé, l'encadrement d'une quinzaine d'informaticiens, l'expérience de la mise en place d'applications de gestion, une certaine familiarisation avec les monteurs temps réel et les bases de données, la connaissance des gros systèmes et si possible celle du matériel DPS/8.

Nous offrons à nos candidats haut potentiel une large autonomie, un contact direct et changeant et bien sûr une rémunération motivante.

Nous vous remercions de nous transmettre votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 3270 à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

## CONSULTANTS

- Nous sommes : une «Jeune» société de conseils d'entreprise
- Notre métier : aider les Directions à associer le développement de l'entreprise au développement des hommes
- Nos clients actuels : huit grandes entreprises
- Notre objectif d'expansion 84 : travailler avec 15 nouvelles sociétés

Si vous avez :

- Une mentalité réelle d'entrepreneur
- Une aptitude manifeste à la vente de services
- Une parfaite maîtrise de la conduite de réunions
- Une disponibilité certaine pour des déplacements courts

Nous vous formerons à une méthode originale d'intervention

Nous vous offrons, à court terme : un intéressement aux résultats

Le recrutement sera effectué par interview de groupe entre le 20 et le 31 Décembre.

Envoyez C.V., manuscrit, photo et prétentions à No 28827

COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 PARIS qui transmettra.

1520 1015







OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Pour une meilleure efficacité des hommes et des organisations

Vous êtes convaincu(e) que les problèmes de l'entreprise doivent se gérer dans la recherche d'une dynamique intégrant réalités humaines et sociales et objectifs techniques et économiques. Notre Institut agit vigilement à l'interface d'une grande activité, des changements d'organisation, un perfectionnement dans les méthodes de production.

Vous avez, pour votre part, acquis maintenant une réelle expérience de l'entreprise et de ses hommes, dans des responsabilités opérationnelles ou une activité engagée de conseil. Et vous avez abordé de plain-pied les problèmes d'organisation et de fonctionnement des unités ; vous en jugez toute l'importance. Approchant du milieu de carrière, vous ressentez le besoin, dans une nouvelle étape, de participer à un développement réel et l'efficacité des hommes et des organisations. Dans le cadre d'un plan d'ensemble élaboré avec vous, mais avec une large autonomie, nous vous proposons d'être responsable d'un programme d'actions en entreprise, d'études et d'échanges ; vous aurez à aider et influencer des responsables importants de l'entreprise.

Votre capacité à aborder des sujets nouveaux avec méthode et créativité pour paraître essentielle. Elle s'appuie sur la richesse de votre expérience et sur une nécessaire formation supérieure de haut niveau, avec de solides bases sur les problèmes de changements d'organisation dans l'entreprise. Ce temps fort de l'Institut doit vous bien préparer à des responsabilités plus importantes demain en entreprise. Sous référence 095 270M, faites part aux consultants de SIRCA que vous êtes au départ de cette nouvelle étape qui fera de vous un leader dans le domaine de l'efficacité des hommes et des organisations.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

MDSI

Leader mondial de la programmation informatique. Le langage V.L. est au point d'un langage unique qui automatise la programmation des machines à commande numérique. Un très grand potentiel de clients en région parisienne et en Cuest France attendent un leader convaincant... par MDSI, si vous voulez être

## Ingénieur Commercial

Vous serez en charge de vendre un produit de haut niveau (le langage V.L. mini ordinateurs). Vous avez donc un sérieux background : études supérieures techniques si possible et, c'est évident, une première expérience de la vente (2/3 ans). Vous le savez, car vous l'avez fait, vous l'avez fait auprès des industries Mécaniques ou de l'Informatique. Vous êtes, écrivez bien l'anglais. Peut-être même le parlez-vous. Nous nous attendons à une formation de 3 à 4 mois sur nos produits, une rémunération attractive et une évolution de fonction. Nous sommes une entreprise complète pour MDSI ICM M.J. Villioing - MDSI - Tour Manhattan 21 - 92098 PARIS LA DEFENSE 2.

MDSI

Schlumberger

SEMI-CONDUCTEURS

PARIS

## DES ETUDES... AU MARKETING PRODUIT

Nous sommes l'un des principaux fabricants européens de semi-conducteurs. Pour mieux faire face à la compétition mondiale, nous cherchons des

## product marketing engineers

Ils viennent renforcer la nouvelle équipe marketing d'une de nos divisions ; ils sont responsables, pour une gamme de produits, en France et à l'étranger, de la pénétration de leurs produits sur le marché et de leur

études prospectives, définissent une stratégie commerciale, coordonnent les forces de vente dans l'attaque du marché, etc.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés en électronique et électrotechnique, français ou étrangers, ayant travaillé pendant 3 à 4 ans dans un laboratoire d'études et d'applications en électronique. L'anglais parlé est indispensable. Une bonne compréhension du français est souhaitable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE D'ARCIER, sous la ref. 328 LM.

**Jacques fixier s.a.**  
7 rue de Logelbach, 75017 Paris

## Rejoignez un important groupe bancaire !

recherchons pour département

## Des jeunes collaborateurs

Vous avez le niveau G2 à BTS de comptabilité ou bien, niveau BP Banque

## Des collaborateurs confirmés

Vous avez le niveau DUT de Gestion des Entreprises ou bien, niveau ITB 1ère/2ème année, renforcé de préférence, par une expérience professionnelle bancaire en banque.

Nous vous proposons des postes à dominante administrative et comptable impliquant des missions commerciales avec la clientèle. Lieu de travail : Paris. Ecrire : C.V. en précisant sur l'enveloppe le N° 370 M à

**MEDIA BA**  
9, Bd des Italiens - 75002 Paris  
(réponse en 48 heures)

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE ARTISANALE recherche pour Paris:

## JURISTE

130.000-150.000 F

- Droit du travail ;
- Droit de la consommation.

Preuve expérience de deux à trois ans indispensable. Licence en droit. Disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae avec numéro de téléphone, sous référence T 43.460 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

(Envoi de sélection le 19-12-1983 à Paris.)

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN

leader dans son domaine :  
Financement de créances commerciales,  
gestion des comptes clients

## jeune cadre commercial

chargés de la négociation de contrats, auprès des dirigeants de P.M.E. Postes nécessitant une culture générale en gestion d'entreprise acquise dans une Ecole de type Supérieure de Commerce. Importants avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous référence 2442/D à : A.M.F. - 40, rue de la Harpe - 75015 PARIS (qui transmetra)

secrétaires

Importante Société Toulousaine du secteur aéronautique recherche pour sa Direction Générale

## SECRETAIRE de DIRECTION

Principale collaboratrice du Directeur, elle a 35 ans environ, une formation BTS minimum. Elle parle français, anglais et possède une expérience professionnelle d'un minimum 5 ans dans un poste de secrétaire haut niveau en milieu industriel. Une grande disponibilité, de réelles qualités d'organisation, d'initiative relationnelle, de discrétion et de rigueur sont indispensables pour assurer cette fonction. Un intérêt pour les problèmes techniques et scientifiques serait un atout.

Les conditions de rémunération sont adaptées aux exigences du poste.

Lieu de travail : TOULOUSE. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 888 à l'attention de M. MALLOZZI.

**arc**  
44 rue Bayard - 31000 Toulouse  
Tél. (61) 62.40.83/62.46.75

Vous êtes dynamique, responsable, très organisée, vous maîtrisez l'anglais, peut-être même le hollandais.

Nous sommes la filiale française de la célèbre entreprise VMP-STORK.

Nous offrons un poste de :

**SECRETAIRE ASSISTANTE**  
bilingue anglais et français, d'un niveau BTS minimum, avec une expérience professionnelle d'un minimum 3 ans dans un poste de secrétaire haut niveau en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 888 à l'attention de M. MALLOZZI.

## UNE SECRETAIRE DE DIRECTION UNE VRAIE

la jeune patronne d'un cabinet de conseil juridique recherche une secrétaire de direction expérimentée d'environ 30 ans.

de formation au de niveau BTS. La candidate maîtrisant bien son anglais et son français, devra prendre en charge la gestion des relations avec les clients et la mise en place de la documentation des procédures.

Poste basé à Paris dans le 10<sup>e</sup>. Adresser votre candidature à P. CANDES - 83, rue de Valenciennes - 75017 PARIS. Convocation par lettre du 10 Décembre 1983.

## Chef des ventes grande distribution

**OLYMPIA**

Leader de la profession  
Entreprise en pleine expansion  
Chiffre d'affaires de 270 M.F.

En nous rejoignant, vous serez responsable de notre force de vente nationale, vous l'organiserez, la formerez, stimulerez en lui apportant tout votre savoir-faire.

Rompu aux techniques modernes de la grande distribution, vous appliquerez et ferez appliquer actuellement des méthodes en vendant des produits de grande consommation.

Mais vous avez une formation commerciale supérieure et l'expérience réussie de la direction d'une équipe importante de vendeurs. En un mot, vous êtes un professionnel. Bien entendu, vous avez le goût du challenge.

Le poste est basé à Paris et nécessite de nombreux déplacements. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 311.048 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par : **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**

115, rue du Bac - 75007 PARIS

## POUR DIRIGER ET GERER LA MAINTENANCE D'UN PARC MACHINES :

## UN CHEF DE SERVICE

Le cadre du LOTO : un important centre de traitement informatique aux matériels très variés.

Pour diriger un service de 24 techniciens et 2 cadres chargés d'entretenir le matériel de traitement, nous cherchons un chef de service d'excellent niveau (formation supérieure de préférence) qui, par son ouverture d'esprit et ses capacités techniques, saura s'adapter rapidement. L'expérience du management d'une équipe de techniciens d'entretien ou de SAV est, par ailleurs, indispensable.

Ce poste sur site fixe (près de Roissy en France) offre une bonne rémunération (185 000 F) assortie de nombreux avantages sociaux.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 612 M à Madame Goumay, LOTO NATIONAL - Domaine des Gouttes Cassées - Mousay le Vieux - 77230 DAMMARTIN EN GOELE.

**LOTO**

**BIAO**

**AFRIBANK**

Dans le cadre du renforcement de son réseau : (8000 Collaborateurs dans 17 pays), la BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE recherche des

## Exploitants Cl.V et Cl.VI

diplômés d'Enseignement Supérieur, ayant acquis après 5 à 10 ans de carrière la maîtrise des techniques d'opérations et de crédit, possédant un bon niveau d'anglais.

Les schémas de carrière reposent sur une alternance d'affectations en Europe et Outre-Mer.

Des postes sont actuellement disponibles sur Paris, en Province et en Afrique.

Adresser C.V. sous référence 11, à la Direction du Personnel, BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE, 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

## INGENIEURS BUREAUTIQUE

LE CESIA : l'un des Systèmes d'Information des Administrations, dans le cadre de son développement, a besoin de candidats de formation supérieure, justifiant d'une expérience de quelques années en bureautique (traitement de textes, messageries, micro-informatique, etc.).

Dans une mission d'assistance et de conseil aux Administrations sur le terrain ou sur le bureau, ils feront l'usage de leurs connaissances et de leurs compétences techniques.

Merci d'adresser (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 83819 M à : CESIA - 11, rue de l'Industrie - Boissy-le-Casse - BP 105 - 78153 LE CHESNAY CEDEX

## Créer notre réseau informatique international

Vous avez rencontré partout nos produits et les avez appréciés. A ces deux raisons : leur qualité et leur organisation commerciale décentralisée.

## Chef de projet de gestion

vous serez chargé dans un premier temps de réaliser notre nouveau plan d'informatisation France que vous connecterez par la suite à l'échelon européen.

Vous intégrerez en temps réel : gestion des commandes, facturation, système d'information et de décision, gestion comptable et financière.

Un rôle moteur, d'organisateur et de conseil des utilisateurs. Mais vous êtes aussi le spécialiste des solutions techniques dans l'environnement VAX 780, des réseaux conversationnels et de l'optimisation des programmes.

Ecrivez au Service du Personnel, sous référence 10094, Zone Industrielle des Petites Haies 1 rue Jean Lemoine - 94015 CRETEIL.

**benson**











# économie

## ÉNERGIE

RÉUNIE EN CONFÉRENCE ORDINAIRE A GENÈVE

### L'OPEP divisée attend la reprise de la consommation mondiale de pétrole

Marchés secs, cours mondiaux en baisse, demande incertaine, stocks importants, querelles intestines plus aigres que jamais, tout se passe comme si, pour l'OPEP, 1983 avait été une année blanche. A la veille de la conférence ordinaire de l'Organisation, qui se tiendra le 7 décembre à Genève, les pays exportateurs de pétrole se retrouvent dans une situation de plus en plus critique, presque identique à celle prévalant il y a exactement un an, lors de la désastreuse conférence de Vienne. Le pire a certes pu être évité.

L'accord intervenu en mars 1983 à Londres, diminuant le prix officiel de 5 dollars par baril et fixant des quotas et un plafond étroit de production, a bloqué la baisse en spirale des cours qui s'annonçait. Mais après une brève embellie, le marché s'est dégradé de nouveau depuis l'automne, les cours ayant retrouvé, grosso modo, leurs niveaux du début 1983 et restant inférieurs de 0,5 à 1 dollar par baril selon les qualités aux prix officiels. Et les perspectives pour 1984 restent sombres. Les données de base s'agit fondent mentalement guère changées depuis un an.

La demande adressée à l'OPEP restera donc des plus limitées, ce d'autant que les pays producteurs non membres de l'Organisation (Grande-Bretagne, Norvège, Mexique, U.R.S.S., Etats-Unis) ont, à l'exception du Mexique, continué d'accroître leur production. De 20,5 millions de barils par jour en 1980, celle-ci a atteint cette année 22,2 millions et devrait progresser encore l'an prochain de près de 1 million de barils par jour.

Dans ces conditions, la part de l'OPEP ne devrait pas dépasser 18 à 18,5 millions de barils par jour l'an prochain, soit à peu de chose près le niveau actuel de production de l'Organisation (17,3 millions de barils par jour en novembre, 18,6 millions en octobre).

Par rapport au plafond fixé en mars (17,5 millions de barils par jour), l'OPEP peut donc espérer jouer sur un maximum d'environ 1 million de barils par jour supplémentaires. A condition que les compagnies pétrolières ne désosent pas comme elles l'ont fait massivement au début de cette année.

Or elle a déjà grand-peine à respecter à peu près le niveau plafond décidé en mars. La baisse des prix et le maintien de bas niveaux de production ont, en dépit du renchérissement du dollar, considérablement aggravé la situation financière de ses membres les plus pauvres (Nigéria, Indonésie, Venezuela, etc.) et rogné les réserves des plus riches (Arabie Saoudite, Koweït, etc.). Selon la société Salomon Brothers, le déficit global des pays membres de l'OPEP est passé de 7 milliards de dollars en 1981 à 11 milliards en 1982, et pourrait atteindre 15 milliards l'an prochain, provoquant un épuisement total, dès le début de 1984, des réserves de change.

De ce point de vue, les choses ne se sont guère arrangées non plus. La « surproduction » des pays de l'OPEP au cours du troisième trimestre de l'année - la production a atteint en moyenne 19 millions de barils par jour, soit 1,5 million de barils de plus que le plafond - a été notamment à l'Arabie Saoudite, a permis aux groupes internationaux de reconstruire des réserves confortables.

Le total des stocks dans l'O.C.D.E. s'élèverait actuellement, selon l'A.I.E.A., à quatre-vingt-trois jours, certes un peu moins qu'en 1982 (cent cinq jours), mais encore largement au-dessus du niveau nécessaire (neuf jours au début de 1979). En cas de désastre renouvelé, l'OPEP se trouverait à nouveau contrainte, pour maintenir l'équilibre du marché et éviter un effondrement des cours, d'abaisser son plafond de production.

réelle - le maintien du plafond de production fixé en mars. L'Iran, au contraire, a beau jeu de montrer que la baisse du prix décidée en début d'année n'a en rien permis une reprise de la demande, et propose un relèvement de ce prix à son niveau antérieur (34 dollars par baril), assorti, si nécessaire, d'une diminution du plafond de production, laquelle, dans l'esprit des Iraniens, ne peut provenir que de l'Arabie Saoudite, eux-mêmes réclamant un quota plus élevé.

Or, si la première solution - gel des prix et du plafond - ne peut s'avérer efficace qu'avec l'accord et le respect de la discipline de la part des participants, la seconde - hausse des prix, baisse de la production - n'a de chance d'être viable qu'avec l'aval de l'Arabie Saoudite, premier producteur de l'OPEP. Or, presque le seul à bénéficier d'une grande hausse de production, la hausse comme à la baisse, grâce à ses réserves et au faible taux de sa population. Et le Royaume wahabite a fait savoir qu'il abandonnerait son rôle de producteur résiduel si l'on songeait à lui imposer une baisse autoritaire de sa production.

C'est ce que font la plupart des observateurs. Sur le marché libre, les ordres à un ou deux mois jouent déjà l'effritement (le « Brent » de la mer du Nord est vendu à 28,90 dollars par baril en décembre, 28,70 dollars en janvier et 28,65 dollars en février). Une incertitude majeure, demeure toutefois : l'évolution du conflit dans le Golfe, la menace de fermeture du Détroit, l'absence de réajustements par l'Iran, par exemple, d'un jour l'autre, repoussant de tout un jour la situation.

VÉRONIQUE MAURUS.

### Les cinq syndicats de mineurs condamnent les nouvelles orientations de la politique charbonnière

Les fédérations de mineurs C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. se réunissent, lundi 7 décembre à Paris, pour préparer une plate-forme revendicative commune « remettant en cause la politique charbonnière telle qu'elle a été définie », laquelle aboutirait, selon les syndicats, à la suppression d'emplois au minimum d'ici à 1990, sans compter les emplois induits. Cette plate-forme devrait être mise au point définitivement lors d'une nouvelle réunion le 13 décembre.

Les syndicats ont affirmé être « unanimes pour condamner les nouvelles orientations de la politique charbonnière », découlant du blocage en valeur nominale de la subvention publique destinée à C.D.F. M. Jean Anroux, secrétaire d'Etat à l'énergie, a déclaré, le 7 décembre au Sénat, qu'il avait demandé aux Charbonnages de France de définir un projet d'entreprise nationale et internationale : « Il faut développer en France qui peut être le charbon, le charbon politique, permettant de développer une industrie para-charbonnière dynamique. Il a aussi précisé qu'il avait demandé à E.D.F. de définir les règles d'une action concertée avec les Charbonnages pour la gestion des personnels et des productions ».

### L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE ET LA CAISSE DES DÉPÔTS PRENDRONT DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

L'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et la Caisse des dépôts et consignations ont signé, le 5 décembre, un protocole d'accord visant à renforcer leur coopération dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Déjà associés dans la gestion du Fonds spécial grands travaux, les deux organismes publics vont créer une société commune de financement, afin de pouvoir prendre des participations dans des entreprises industrielles du secteur de la maîtrise de l'énergie.

### LE PRIX DU SUPER NE DEVRAIT PAS AUGMENTER EN DÉCEMBRE

Le gouvernement a décidé de proposer au comité des prix, qui se réunira mercredi 7 décembre, une nouvelle modification du cours du dollar pris en compte dans le calcul de la formule de fixation automatique des prix pétroliers.

Le nouveau cours théorique sera fixé à 6 F contre 7,90 F le mois précédent. Un nouveau moyen de 8,17 F. Compte tenu de cette modification, le prix de vente du super en région parisienne restera inchangé en décembre à 4,96 F par litre, celui de l'essence ordinaire diminuera à 3 centimes par litre (4,62 F contre 4,64 F), celui du gazole ne changera pas (3,17 F) et celui du fuel domestique baissera de 0,30 centimes par litre (2,589 F).

Le maintien de la valeur du dollar à son niveau antérieur aurait entraîné une baisse de 1 centime supplémentaire pour les produits, tandis que la prise en compte de la valeur réelle de la monnaie provoquerait une hausse générale de quelques centimes supplémentaires.

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 ☎ 347.21.32

# L'irrésistible ascension des multinationales japonaises ?



« Réplique Occidentale aux Multinationales Japonaises » fait un sort aux idées reçues au sujet de l'invincibilité japonaise fondée sur les différences culturelles.

L'économiste américain Lawrence G. Franko compare les points faibles et les points forts de l'activité des multinationales japonaises et occidentales dans quelques secteurs industriels exemplaires. Il apporte des idées sur la manière dont les entreprises occidentales peuvent répliquer avec succès - et certaines y réussissent - au défi japonais.

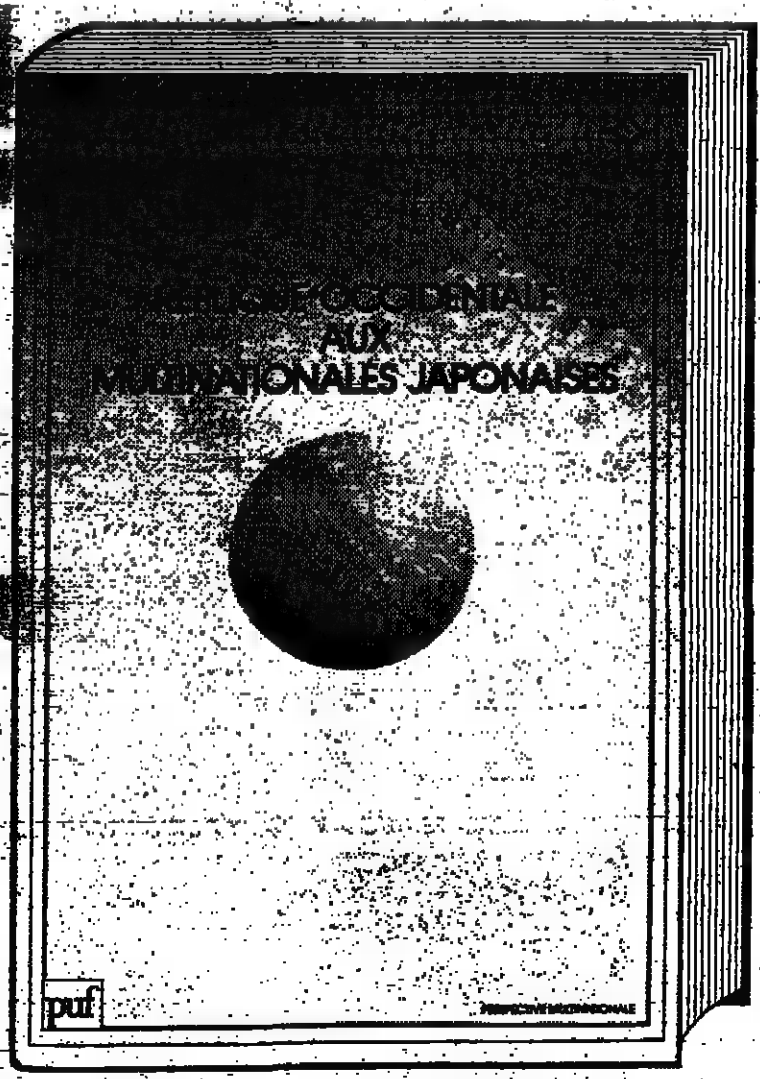
« Plus qu'une réplique, ce livre ambitieux mais stimulant se veut un antidote. En détruisant les mythes les plus ancrés sur les raisons des succès du Japon, Lawrence Franko cherche en fait à secouer les Occidentaux, englués dans une crainte de la percée japonaise proche de la panique, et de leur prouver, exemples et chiffres à l'appui, que leur destin est entre leurs mains. » (Les Bohos)

« La conclusion générale de Franko est qu'il n'y a pas grand chose de magique ou d'insurmontable à propos de la manière dont les entreprises japonaises sont dirigées; dans beaucoup de cas, elles appliquent simplement avec une attention extraordinaire pour les détails, beaucoup de pratiques de management qu'elles ont apprises de l'Ouest, mais que l'Ouest a eu tendance à oublier (...). Son livre est une approche extrêmement utile pour l'homme d'affaires. » (Financial Times)

«... Ce qui caractérise vraiment le schéma de l'activité multinationale japonaise, note Lawrence Franko, [dans un livre très documenté qui vient de paraître...], c'est en premier lieu l'orientation vers des sites de production en Asie ou en Amérique latine, où le coût de la main-d'œuvre est faible, et en second lieu l'utilisation intensive des zones de production comme plateformes d'exportation vers d'autres pays. L'industrie multinationale du Japon se déroule beaucoup plus dans les nouveaux pays industriels qu'en Amérique du Nord ou en Europe. » (Le Monde)

« Battus par Hannibal à Cannes, les Romains ont gagné la guerre. Voilà la compétition Occident-Japon vue par Lawrence G. Franko: on peut avoir perdu une bataille et gagner la guerre. Pas de gémissements. Du muscle. » (Le Soir, Bruxelles)

« Un livre tonique qui mérite une grande attention. » (Journal de Genève)



**VESTISSEURS...**  
Rennes  
des 4 pièces  
bouteilles à 199 F sans 24 ans  
12 MAISON DE G. SCIE  
Tél. 1320-15-11

**Immobilier d'entreprise et commercial**

bureaux bureaux

MAUSSMANN  
SEPTIÈME 766-17-77

ÉTOILE  
SEPTIÈME 766-17-77

DOMICILIATIONS  
355 17 50

EMBASSY SERVICE  
RECH. 3 AG. BUREAUX

DOMICILIATION  
10, CHAMPS-ÉLYSÉES  
GABES - 725-82 10



# AFFAIRES

UN COLLOQUE DE L'I.N.C.

## Le libéralisme «à la française» et les actions de groupe de consommateurs

Deux voies de recherche se sont dégagées des travaux des cinquièmes journées des droits des consommateurs, qui ont été organisées à Paris les 2 et 3 décembre, sur le thème du «Règlement des litiges de la consommation» : un aménagement de la procédure d'instance qui permette un accès plus simple et plus rapide à la justice et l'instauration d'actions de groupe pour résoudre le problème posé par les litiges répétitifs.

Première manifestation organisée par le conseil d'administration nouvelle manière de l'Institut national de la consommation (I.N.C.) (1), ce n'est pas pour rien que ces «journées» se situent plus «du droit de la consommation» mais «des droits des consommateurs». Il est vrai que M. Michel Pain, président du conseil, affirme avec force que «de nouveaux droits sont

inséparables de nouvelles responsabilités».

Améliorer l'accès à la justice pour les consommateurs est un vœu qui date de l'émergence du mouvement consumériste en France, sans que jamais une solution miracle n'ait été trouvée. Il est aujourd'hui un accord se fasse jour entre organisations de consommateurs d'une part, et entre elles et le C.N.P.F. d'autre part, pour ne pas souhaiter la création de juridictions spécialisées (à l'imitation du monde du travail avec ses instances prud'homales, par exemple), mais pour que l'accès aux tribunaux d'instance soit simplifié : pouvoir saisir le juge par lettre recommandée, ou par déclaration au greffe sur un formulaire, au lieu d'avoir recours à un huissier, pouvoir se faire assister par un représentant d'organisation de consommateurs, pouvoir recourir (lorsqu'il s'agit de prouver l'existence d'un vice caché) à des consultations techniques, de médiateurs publics (répression des fraudes), soit privés (centres techniques professionnels), ce qui diminuerait le nombre des expertises, en limiterait le coût et la durée.

Cette belle unanimité se heurte évidemment à l'état actuel de l'appareil judiciaire, les quatre cent soixante tribunaux de première instance devant répondre en moyenne à la demande. L'I.N.C. est le plus nombreux, plus proches de la population, géographiquement et psychologiquement, se fait cruellement sentir.

L'éventualité de l'instauration d'actions de groupe suscite en revan-

che la franche hostilité des producteurs, des distributeurs, des prestataires de services. Il s'agit-là de litiges portant sur des séries défectueuses (dans l'automobile, dans l'électroménager, dans l'audiovisuel), soit de délits portant sur des millions d'articles semblables (une fraude sur la quantité d'un liquide ou le poids d'un produit, par exemple). Le profit illicite réalisé est alors sans commune mesure avec l'ampleur qu'un tribunal infligerait lors d'un procès individuel.

### Une action en deux temps

Le mécanisme imaginé est en deux temps : une organisation de consommateurs agréée saisit le tribunal, qui émet un jugement de principe. C'est seulement si ce jugement reconnaît la responsabilité du professionnel qu'une publicité lui est faite pour appeler les victimes à se faire connaître pour bénéficier du jugement. Le mécanisme complet ne serait employé que pour les vices de fabrication. Dans le cas de «préjudices diffus» (où le dommage individuel est minime), le juge chiffrerait le préjudice global en s'appuyant sur le nombre d'articles produits ou commercialisés. La procédure s'arrêterait dans ce cas à la première phase (sans publicité pour rechercher les victimes du dommage causé) et l'indemnité pourrait être versée à un fonds d'aide aux consommateurs (qui pourrait aussi être alimenté par certaines amendes). Ce fonds pourrait être utilisé pour indemniser les consommateurs individuels.

Consommateurs et professeurs de droit ont beau arguer que la publicité «intervient lorsque le jugement de responsabilité a été rendu, le C.N.P.F. estime l'action de groupe à la française dangereuse parce qu'elle nuit à l'image de marque du produit, parce que les entreprises contracteront des assurances, qui pèseront sur les prix des produits, parce qu'une telle procédure «porte atteinte à l'indépendance de la justice en confiant une partie des litiges aux associations de consommateurs».

Déjà pratiquée dans les pays anglo-saxons (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada) l'action de groupe (ou class action) nécessite une mise en place très affinée pour ne pas nuire injustement aux entreprises.

Il y a là, en fait, un désaccord de fond, plus politique encore qu'économique : le libéralisme «à la française» ne veut connaître que le client individuel et considère comme du collectivisme avant la lettre tout regroupement des interlocuteurs économiques. On le voit bien avec la loi Quilliot sur les rapports entre propriétaires et locataires : c'est le même débat. Il est curieux de noter que le libéralisme anglo-saxon s'accommode beaucoup mieux de ces actions collectives.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Depuis la réforme de l'I.N.C. (décret du 20 septembre 1982), le conseil d'administration de cet organisme parapublic ne comprend plus de représentants des professionnels, mais seulement ceux des organisations de consommateurs.

## M. Rosenwald est chargé d'une mission sur les suppressions d'emplois dans la sidérurgie

Après de longs mois d'hésitations, le gouvernement apparaît désormais conscient de la nécessité d'adopter un plan d'acier adapté et trop coûteux depuis 1981. Mais, autour d'hypothèses de production trop optimistes (24 millions de tonnes d'acier brut à l'horizon 1986), le plan conduit à une surcapacité des usines qui accroît et prolonge les déficits d'Usinor et de Sacilor. Le réviser va donc à réduire les objectifs industriels et, parallèlement, à supprimer plus d'emplois que prévu.

Pour éviter une effervescence des sidérurgistes dans les bassins touchés, le gouvernement souhaite adopter un cadre de protection sociale spécifique. M. Bérégovoy, Fabius et Ralite viennent, pour ce faire, de charger M. Jean Rosenwald, premier président honoraire de la Cour des comptes, d'une mission de réflexion «avec l'objectif d'assurer à chacun des salariés dont l'emploi est menacé une solution humaine et socialement acceptable». Il devra remettre ses conclusions très rapidement, d'ici à trois semaines.

Un dispositif social spécifique, la Convention générale de protection sociale de la sidérurgie (C.G.P.S.) existe déjà depuis 1979. Elle favorise les départs à cinquante ans (disponibilité) avec 75 % du salaire brut, et à cinquante-cinq ans (cessation d'activité) avec 70 % du salaire brut, auxquels s'ajoute une

allocation d'environ 20 % du salaire annuel versée sur une ou plusieurs années. Mais, d'une part, la C.G.P.S. reconduite avec difficulté, l'an dernier, arrive à échéance le 31 décembre, et, d'autre part, elle ne peut suffire pour des suppressions d'emplois beaucoup plus nombreuses.

«Les mesures d'âge ne permettent plus à elles seules de faire face au problème posé», indique le gouvernement. La réflexion de M. Rosenwald sera donc plus large, en direction notamment d'efforts de formation des salariés en vue de leur reclassement dans d'autres secteurs, d'aide à la mobilité et de dispositions exceptionnelles en faveur des créations d'emplois dans les bassins visés.

M. Jacques Chirac veut davantage de bureaux dans Paris. — Recevant, lundi 5 décembre, les congressistes de la Fédération internationale des professions immobilières (FIABCI) et ceux de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM), le maire de Paris a déclaré : «Je n'accepterai pas de laisser s'installer la pénurie de l'offre de bureaux à Paris si les bureaux sont entièrement affectés au secteur public», en fustigeant la politique gouvernementale sur le maintien de la procédure, d'agrément et de la redevance. «Mon ambition, a-t-il affirmé, est de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour relancer la réalisation de bureaux dans la capitale».

## MONNAIES

### Le dollar au-dessus de 8,30 F

(Suite de la première page.)

L'atmosphère créée autour de ces événements fait que des capitaux assez importants ont quitté l'Allemagne pour les Etats-Unis, jugés plus «sûrs» et plus prometteurs.

Jusqu'au début de semaine, le dollar 7 En début de semaine, le grand quotidien japonais *Mainichi Shinbun* a fait état d'un rapport confidentiel de l'O.C.D.E. qui prévoyait, pour 1984, une baisse de 15 % du dollar vis-à-vis du yen et du mark, en raison d'un creusement du déficit de la balance des paiements courants.

des Etats-Unis, porté de 45 milliards de dollars en 1983 à 89 milliards de dollars en 1984. Ce même rapport, dont l'existence n'a pu être authentifiée, pronostiquerait le maintien des parités entre le dollar d'une part, la livre et le franc français de l'autre. Dans le cas du franc, cela signifierait une forte hausse du mark à Paris par rapport au cours actuel de 3,04 F, que les milieux financiers internationaux jugent trop bas, le différentiel d'inflation entre l'Allemagne et la France conduisant plutôt à un cours de 3,10 F environ.

FRANÇOIS RENAUD.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ base - base	+ base - base	+ base - base	+ base - base
SE-U...	8,3100 8,3115	+ 100 - 100	+ 300 - 300	+ 800 - 810
SE-F...	6,6775 6,6820	+ 120 - 170	+ 250 - 310	+ 740 - 870
Yen (100)...	3,5467 3,5489	+ 100 - 100	+ 350 - 350	+ 950 - 1020
DM...	3,8375 3,8389	+ 100 - 170	+ 250 - 310	+ 870 - 920
RM...	2,7121 2,7135	+ 100 - 120	+ 250 - 280	+ 720 - 810
FR (100)...	14,9743 14,9811	+ 100 - 230	+ 210 - 330	+ 580 - 880
ES...	3,8844 3,8865	+ 250 - 280	+ 580 - 530	+ 1400 - 1560
L (1 000)...	5,8218 5,8227	- 100 - 150	- 300 - 330	- 1350 - 1240
£...	12,8179 12,8259	+ 310 - 360	+ 370 - 640	+ 1560 - 1770

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/4	3/8	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	1 3/4	2
SE-U...	9 1/4	9 5/8	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4
SE-F...	5 7/8	5 15/16	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
RM...	5 7/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
FR (100)...	9 3/8	10 1/8	10 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4
ES...	2 7/8	3 3/8	3 15/16	4 5/16	4 5/16	4 5/16	4 5/16	4 5/16	4 5/16
L (1 000)...	12 1/2	16 1/2	15 3/4	16 3/4	16 3/4	17	17 1/4	18 1/4	18 1/4
£...	11 15/16	12 5/8	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

**BLANCHET-LOCATOP**  
Ordinateurs Peripheriques  
Hewlett-Packard  
Equipements Topographiques  
Wild

**COMPTA FRANCE**  
Les clients CF bénéficient des services Blanchet-LOCATOP.  
5 ans de garantie sans aucune restriction.  
Demandez votre prospectus à :  
800 000 000 ou 01 68 22 40 00  
800 000 000 ou 01 68 22 40 00

Présent au C.I.L. Stand C.41-C.43.  
PORTE DE VERSAILLES  
du 7 au 11 décembre 83

**LE ROY & FILS OPTICIENS**  
l'Optique d'aujourd'hui  
104, Champs-Élysées  
11, bd du Palais  
158, rue de Lyon  
147, rue de la Harpe  
5, place des Ternes  
27, bd Saint-Michel  
127, Fg Saint-Antoine  
30, bd Barbès  
à votre service toute la semaine

**VOTRE ORDINATEUR pour NOËL**  
pour quoi faire ?  
comment le choisir ?  
quels programmes ?  
**VOTRE ORDINATEUR**  
16F en 16K

Que savez-vous du verre ?  
**Cette eau est en danger.**  
**Un verre spécial en a fait le diagnostic.**



la valeur pH — un pH-mètre — poche — Schott-Geräte, Hoffheim — simple que — prendre — température.

pluies acides ou des brumes à teneur en anhydride sulfureux peuvent être dangereux pour un verre. Mais on peut y remédier. Déceler ce danger rapidement est possible grâce à un verre particulier. Avec une électrode en verre et un pH-mètre on peut mesurer la valeur pH indiquant le taux d'acidité du liquide.

**A l'origine le verre, puis l'électronique.**

Il y a plus de 40 ans, Schott a inventé un verre qui, dans une solution liquide, comme l'eau d'un lac, produit une tension électrique. Celle-ci fonctionne directement fonction de la valeur pH de la solution. Nous avons

donc mis au point, en même temps que le verre, une électrode hypersensible et un appareil électronique, capables de mesurer de façon précise une aussi faible tension. Le verre ainsi associé à l'électronique contribue à la sauvegarde de nos plans d'eau, en les protégeant d'une hyperacidification.

Cette électrode de pH en verre n'est qu'un exemple des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées : nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

**Le Groupe SCHOTT.**  
34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Un catalogue de plus de 50.000 articles et un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

**SCHOTT FRANCE**  
rue des Bateliers, 93110 Clichy.  
Salon Laboratoire — Stand U.10.L.

**SCHOTT**  
Nous perfectionnons sans cesse le verre.

العدد 155



## SOCIAL

## LA POLITIQUE SALARIALE EN 1984

## M. Mauroy pourrait adresser une « lettre d'orientation » aux entreprises nationalisées

Conformément à l'obligation légale de négocier, des discussions salariales se sont engagées dans de nombreuses entreprises comme dans plusieurs branches professionnelles. En visite à Lons-le-Saunier (Jura), M. Pierre Mauroy a insisté, le 1<sup>er</sup> décembre devant la presse, sur la nécessité de la « concertation » entre les syndicats et le patronat : « Dans le domaine privé, a-t-il souligné, le gouvernement n'intervient pas, il n'a pas à intervenir, il n'interviendra pas ».

En revanche, le premier ministre ne semble pas partager complètement l'avis de M. Jacques Delors, selon lequel une recommandation gouvernementale ne s'impose pas pour le secteur public. « Dans les entreprises nationalisées », a indiqué M. Mauroy, il y aura des discussions. On connaît la grande liberté et la grande souplesse de gestion que nous laissons aux entreprises nationalisées. Pour autant, nous suivons l'évolution des discussions et je pourrais tout à fait être amené à adresser une lettre, avec des orientations, aux ministres de tutelle qui auront la charge de suivre les discussions dans les entreprises nationalisées dépendant de leurs départements ministériels ».

Répondant justement au souhait de M. Delors de ne pas gêner le déroulement normal des négociations, M. André Bergeron a estimé, le 5 décembre à Belfort, que le ministre de l'Économie « y va un peu fort. Il sait bien que tout sera subordonné à la situation économique générale et aux orientations de la politique gouvernementale ». Dans les banques, les syndicats se plaignent précisément de faire déjà les frais d'orientations gouvernementales non encore officialisées, tendant à faire de ce secteur l'exemple-type dans le domaine des salaires ».

Ainsi, selon la C.F.D.T., plusieurs banques tentent d'appliquer des instructions venant directement du ministère de l'Économie préconisant une évolution de la masse salariale de 6,10 % en 1984. Cette masse salariale engloberait toutes les augmentations, qu'elles soient collectives (augmentation de la valeur du point) ou individuelles (coefficients automatiques conventionnels, ancienneté, etc.). Pour 1984, les augmentations de salaires en niveaux ne devraient pas dépasser 1,5 % en raison d'un effet report des augmentations de 1983 de l'ordre de 3,5 % à 3,7 %.

Dans la chimie, il n'y aura pas plus d'accord de salaire au niveau de la branche qu'en 1983. Les négociations ont d'ores et déjà échoué. A la suite de cet échec, l'Union des industries chimiques (U.I.C.) a décidé une augmentation des salaires minima de 5 % en 1984 à raison de 2,5 % le 1<sup>er</sup> mars et de 2,5 % le 1<sup>er</sup> septembre 1984. En outre, l'U.I.C. suggère aux entreprises, auxquelles leur situation économique le permet, de procéder à des augmentations des salaires réels en deux étapes - aux mêmes dates - d'un pourcentage total de 3,5 %, étant entendu que « la réalité des gains observés est supérieure de 1,5 à 2,5 points aux mesures professionnelles » par le jeu des primes et des mesures catégorielles et individuelles.

A Nancy, la direction de Pont-à-Mousson S.A., qui connaît de sérieuses difficultés, a annoncé, parallèlement à un plan de départ de mille personnes, échelonné sur deux ans, une augmentation des salaires réels de 3 % en 1984 (1 % au 1<sup>er</sup> janvier, 1 % au 1<sup>er</sup> mai et 1 % au 1<sup>er</sup> octobre). Malgré la rigueur des propositions salariales présentées ici et là par le patronat, le ministère des affaires sociales n'observe pas pour l'heure, un regain des conflits sur les salaires. — M. N.

## Selon la C.F.D.T.

## LES LICENCIEMENTS CHEZ TALBOT SERAIENT ACCEPTÉS PAR LES POUVOIRS PUBLICS

La C.F.D.T.-Talbot a indiqué le 5 décembre que la décision de l'administration concernant la demande de 2 905 licenciements chez Talbot-Poissy « devrait aller dans le sens de l'autorisation ». La C.F.D.T. appelle donc « tous les salariés de l'usine à déterminer dès l'entrée dans les ateliers et les bureaux la forme qu'il convient de donner à la riposte plus que jamais indispensable ».

La C.G.T., dont la section de Poissy a été reçue par l'inspecteur du travail chargé du dossier, est peu après intervenue auprès du premier ministre afin que la marque Simca-Talbot puisse continuer d'être construite en France.

La direction départementale du travail des Yvelines - saisie d'un recours gracieux de la direction des automobiles Peugeot, après le rejet dans un premier temps des licenciements chez Talbot - devrait, il est vrai, rendre sa décision dans les jours qui viennent. Et il semble acquis que celle-ci sera positive, après la présentation par Talbot d'un nouveau plan social (le Monde du 23 novembre).

Pourtant M. Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, ayant affirmé qu'aucun licenciement n'interviendrait avant la fin de l'année, ceux-ci pourraient être reportés à début 1984.

● Licenciement de délégués chez Chausson. — La direction de l'usine Chausson de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) a confirmé son intention de renouveler la procédure de licenciement entamée contre trois délégués C.G.T. après la séquestration du directeur de l'usine par un groupe de salariés, le 22 avril 1982. Le tribunal administratif lui avait donné raison contre l'avis de l'Inspection du travail et du ministre (le Monde du 24 novembre).

## L'Algérie et la France étudient la création de sociétés mixtes

De notre correspondant

Alger. — Première rencontre franco-algérienne depuis la visite de M. Châdi à Paris, la commission mixte de coopération économique s'est réunie à Alger, du 3 au 5 décembre, sous la présidence de M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, et de M. Brahim, ministre de la planification et de l'aménagement du territoire. Cette commission s'était réunie pour la première fois à Paris il y a un an.

Des accords structurels ont depuis été signés dans les domaines des transports et de l'agriculture. Une convention fiscale et une autre relative aux litiges dans l'application des accords commerciaux ont été conclues. Il s'agit maintenant de trouver de nouveaux secteurs de coopération en fonction du futur plan algérien 1985-1989, dont les grandes orientations seront débattues lors du congrès du F.L.N., à la fin du mois de décembre.

Le montant de la part française rapatriable au titre de l'exécution des grands contrats d'équipement devrait s'élever à 16 milliards de francs cette année contre 12 milliards en 1982. Le déficit de la balance commerciale au début de la France dépassera néanmoins les 7 milliards de francs. Il était de 12 milliards en 1982. L'an prochain, l'équilibre devrait être rétabli en raison de la poursuite de l'exécution de ces contrats.

Néanmoins à moyen terme, la France pourrait être de nouveau en gros déficit. Les achats d'hydrocarbures se poursuivront, mais il n'est pas sûr que de nouveaux contrats soient signés dans les secteurs d'infrastructures. C'est pourquoi les Français voudraient accroître la coopération dans le domaine industriel de façon durable. Répondant au désir algérien de transfert de technologies avec formation du personnel, ils se disent intéressés au niveau gouver-

nemental par les perspectives de sociétés mixtes.

Le gouvernement algérien a remis à M<sup>me</sup> Cresson certains décrets d'application récents d'une loi relative à ces sociétés mixtes adoptée en 1982. Celle-ci permet une « réaffectation additionnelle » du partenaire étranger, quelle que soit la rentabilité immédiate de l'affaire. Mais le grand saut, qui aurait consisté pour l'Algérie à permettre la création de telles sociétés mixtes avec un secteur privé, n'a pas été fait. Ces sociétés mixtes ne sont possibles qu'avec les entreprises nationales socialisées, partenaires que bien des firmes françaises intéressées pourraient trouver trop pesantes.

Malgré les limites des perspectives ainsi offertes, l'essentiel des entreprises de M<sup>me</sup> Cresson a porté sur les possibilités de créer des sociétés mixtes avec une part française minoritaire allant de 25 % à 49 % du capital. Un groupe de travail mixte va être créé pour étudier le dossier. Le ministre du commerce extérieur a demandé que les firmes françaises de bâtiment et de travaux publics qui exécutent actuellement de grands contrats en Algérie participent à ce groupe de travail pour donner un tour concret aux discussions. Peugeot et Renault sont sur les rangs pour les projets algériens d'usines d'assemblage d'automobiles sous cette forme.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## L'ORDINATEUR PERSONNEL

Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur.

Le N° 3 : 20 FF chez votre marchand de journaux

## ÉTRANGER

## LE GOUVERNEMENT JAPONAIS SUSPEND L'ASSURANCE DES CRÉDITS À L'EXPORTATION SUR LE BRÉSIL

Le gouvernement japonais a suspendu l'assurance des crédits à l'exportation sur le Brésil. Le *Financial Times*, qui fournit cette information, fait remarquer que cette décision coïncide avec une réduction générale de la couverture exportation par l'ensemble des organismes japonais d'assurance, qui, tous, doivent faire face à des réclamations de plus en plus nombreuses contraindées par les dévaluations des pays débiteurs.

Cette décision pourrait compromettre la mise en place d'un crédit supplémentaire de 2,5 milliards de dollars à l'exportation, qui aurait fait partie des 11 milliards de dollars de secours accordés par divers bailleurs sous la houlette du F.M.I. au Brésil.

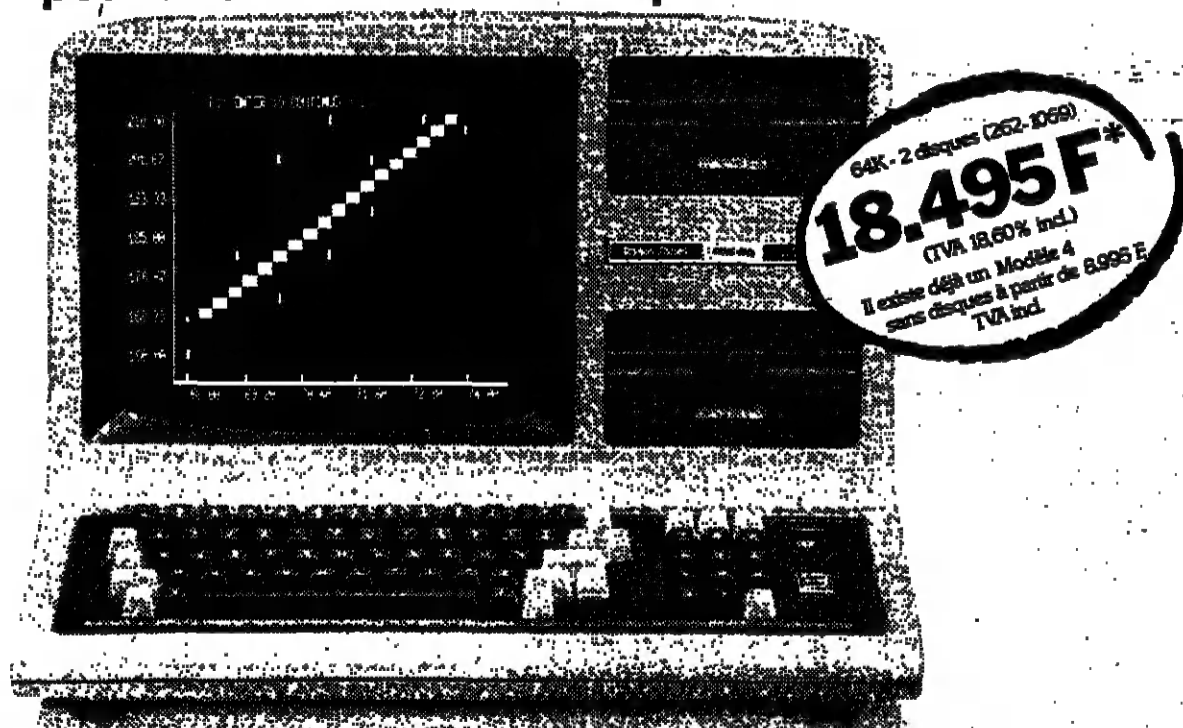
● Six milliards de francs suisses pour un nouveau réseau de téléphones en Suisse. — Les P.T.T. suisses ont choisi les centraux téléphoniques des sociétés I.T.T., Ericsson et Siemens pour équiper leur futur réseau intégré de télécommunications. L'investissement prévu est de 6 milliards de francs suisses (21 milliards de francs) d'ici à l'an 2000. — (A.F.P.)

## AGRICULTURE

● Six mille agriculteurs et viticulteurs dans les rues de Châlons-sur-Marne. — A l'appel du Syndicat général des vignerons, du C.D.J.A. et de la F.D.S.E.A. de la Marne, six mille agriculteurs et viticulteurs ont manifesté, lundi 5 décembre après-midi, dans les rues de Châlons-sur-Marne, pour protester contre la baisse des revenus, la réforme de la fiscalité agricole et les règlements européens.

Pendant environ quatre heures, ils ont bloqué toutes les voies d'accès au centre ville avant de se rassembler devant la préfecture pour un meeting. Ils ont ensuite allumé des feux de pique et dispersé du fumier devant les grilles de l'hôtel du département. La manifestation s'est déroulée sans incident. — (Corrép.)

Inutile d'être expert en informatique pour être immédiatement opérationnel...



## Le nouveau TRS-80 Modèle 4.

### Un rapport performances/prix exceptionnel.

Analyse financière, comptabilité, traitement de texte... Les possibilités du nouvel ordinateur de bureau TRS-80 Modèle 4 sont trop nombreuses pour être toutes citées ici.

Un choix considérable de logiciels "prêts à l'emploi" permet, en effet, au nouveau Modèle 4 d'assumer les tâches les plus diverses. Sans exiger de qualification particulière de la part de l'utilisateur. Et avec un maximum d'efficacité et de rapidité.

Clavier Azerty, grand écran à 24 lignes de 80 caractères et à haute définition, signal sonore programmable.

# TRS-80

Exclusivement chez  
**Tandy**



Acceptés dans les magasins Tandy affichant ces signes.

- Fiabilité exemplaire: le micro-ordinateur TRS-80 est un des plus utilisés dans le monde.
- Performances et possibilités d'évolution à la hauteur de vos besoins.
- Service après-vente efficace: deux formules de Contrat Service Maintenance (sur place ou en nos ateliers).
- Assistance et conseils dans tous nos Centres Ordinateurs et magasins spécialisés en informatique (plus de cinquante en France!)

**TRS-80, le micro-ordinateur toutes professions.**

\* Prix au 1<sup>er</sup> novembre 1983 sous réserve de modification du programme de vente ou des tarifs. Les prix peuvent varier dans les magasins franchisés.

**Tandy**

TANDY FRANCE S.A. - Département TRS-80 (Ord. 1. Beaulieu)  
201-223 boulevard MacDonald 75016 PARIS - Tél. 266.80.59

Demander en savoir plus sur le TRS-80 Modèle 4

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ Boîte \_\_\_\_\_

Localité \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

**humidité...**

**SALPÊTRE D'ERNA**

traite l'humidité grimpante à la base.

L'humidité grimpante... elle ravage tout : murs, papiers, peintures, bois. Elle fait gaspiller l'énergie. Plus d'expédients : Derna règle le problème à fond. Envoyez le coupon pour recevoir une documentation. Le diagnostic et le devis sont gratuits.

Une garantie de 30 ans.

NOM \_\_\_\_\_

RUE \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

CODE \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

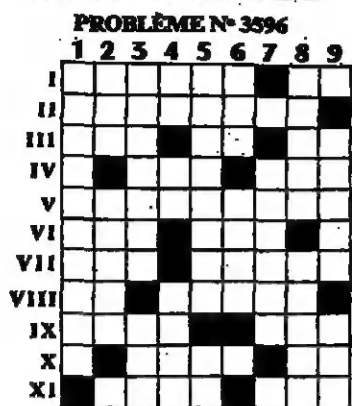
Derna SA 7, rue de la Grande Pinte 78560 PORT MARLY

البريد 155A



# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
I. Peut détourner un mineur comme elle peut protéger un majeur. Grecque. - II. Sorte de self-service clandestin. - III. Où ceux qui marchent ont, en principe, la priorité sur ceux qui roulent. Participe passé. Démonstratif. - IV. Région seulement fertile pour un pécari. Grecque. - V. Quelques vers à l'adresse de celui qui en est la victime. - VI. Maître de ballets agrestes. Conteste. - VII. Laissez dans l'ombre. Conserve les gros lards comme les petits pois. - VIII. Point stratégique. Port international. - IX. Sous-affluent du Zaïre. Bas de cadran. - X. On y trouve des cois durs et des coilles de même nature. Note. - XI. Prendre certaines libertés parfois libertines. Sous chez Coucou.

**VERTICALEMENT**  
I. Ecorche le Français, mais en maths il est champion. - 2. Exemple de la confusion des langues, si non des pensées. Ne joue son rôle qu'en fin de spectacle. - 3. De tels frères portent un nom différent. Article. - 4. Son oméga est un delta. Copulative. Une scie peut la casser. - 5. La conquête des coquilles. La fin d'un trésor ou sa totalité. - 6. Est aussi nécessaire à la chasse qu'à la pêche. Peut être poussé par un majeur ou chahuté par un mineur. - 7. Ce que le généticien met en facteur. - 8. Une femme rêve d'avoir sa peau. C'est plutôt tard pour un crack. - 9. Transpire franco-italienne. Haut de cadran.

**Solution du problème 3595**  
**Horizontalement**  
I. Arpenteur. - II. Noubas. - III. Cupe-pipes. - IV. Li. Norois. - V. Lâ. Lot. - VI. Lu. Sen. PS. - VII. Aratoire. - VIII. Censeur. - IX. Ruhr. Ta. - X. Etai. Eloi. - XI. Tésère.

**Verticalement**  
1. Ancillaires. - 2. Rouleur. Ul. - 3. Par. Achat. - 4. Ebdinterie. - 5. Napoléon. - 6. Ironistes. - 7. Pot. Réalis. - 8. El. Pau. Or. - 9. Rasis. Raia.

**GUY BROUTY.**

## JOURNAL OFFICIEL

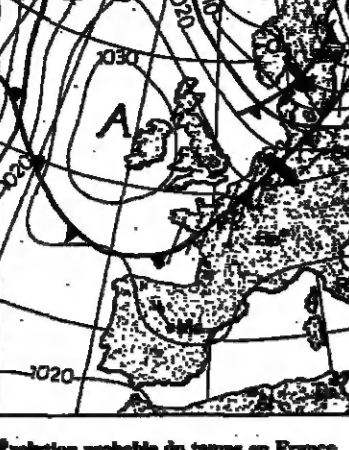
Sont publiés au Journal officiel des lundi 5 et mardi 6 décembre :  
**DES DÉCRETS**  
● Modifiant certaines dispositions du décret du 2 avril 1980 relatif à la formation des futurs avocats et au certificat d'aptitude à la profession d'avocat.  
● Portant modification de l'organisation de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines de Douai et de l'Ecole nationale supérieure des techniques industrielles et des mines d'Alès.  
● Modifiant le décret du 23 décembre 1982 portant attribution des autorisations spéciales d'importation et de livraison à la consommation intérieure de différents produits dérivés du pétrole (tableau 1 à XI).  
**UNE CIRCULAIRE**  
● Relative au comité départemental de coordination pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre.

## EN BREF

**TROISIÈME AGE**  
« CHANT CHORAL ET MUSIQUE A TOUT AGE ». - Sur ce thème, le CLEIRPPA organise des journées d'études, les 7, 8 et 9 décembre 1983, avec des représentants de groupements de retraités, des responsables sociaux, des animateurs de chant choral, pour examiner « l'apport de chant choral au mieux-être des retraités et dans la perspective d'un développement du chant pour tous ».  
● CLEIRPPA, 15, rue de Chateaubriand, 75006 Paris, tél. 225-78-78.  
**TRANSPORTS**  
AIR FRANCE OUVRE UNE LIGNE PARIS-RYAD. - A partir du mercredi 7 décembre, Air France dessert Ryad, capitale de l'Arabie Saoudite, par un vol hebdomadaire, partant de Roissy-Charles-de-Gaulle, le mercredi (retour le jeudi), effectué en Airbus A-300. Ryad sera la troisième escale d'Air France en Arabie Saoudite, après Djeddah et Dhahran (desservies respectivement cinq fois et quatre fois par semaine).

## MÉTÉOROLOGIE

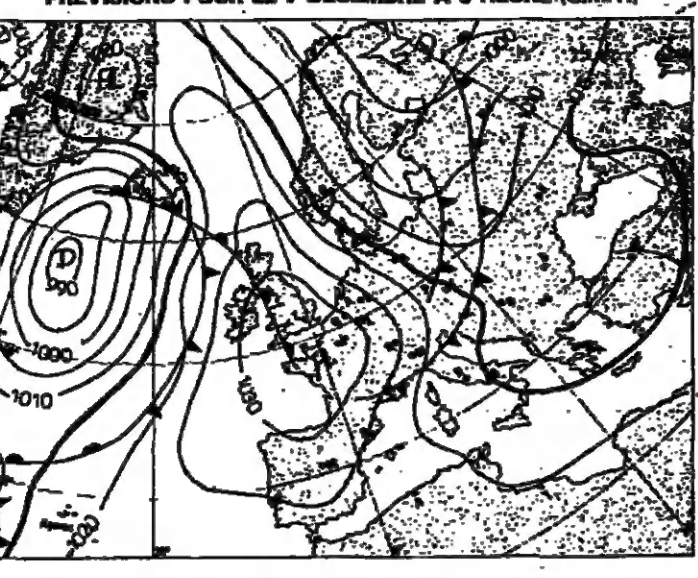
SITUATION LE 6.12.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 décembre à 0 h et le mercredi 7 décembre à 0 h GMT.  
Après le passage rapide, mardi, d'une perturbation atlantique, une nouvelle cellule anticyclonique viendra se centrer sur la France et dirigera sur le pays de l'air frais, stable et humide.  
Mercredi matin, les brumes, brouillards et nuages bas seront généralisés, et les brouillards seront parfois épais et tenaces du Massif Central au Lyonnais et à la Bourgogne, où les gélées atteindront encore - 2 à - 4°C. Sur les autres régions, les températures sous abri seront légèrement positives. Au cours de la journée, de belles éclaircies vont se développer de l'Aquitaine à la Méditerranée, tandis que plus au nord, la pluviosité restera souvent forte ; les nuages deviendront très abondants en soirée près des côtes du Nord-Ouest et pourront être accompagnés de quelques bruines. Le vent du nord soufflera assez fort dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée, et le vent s'orientera au sud-ouest en soirée sur le nord-ouest du pays. Les températures maximales avoisineront 4 à 11°C du Nord au Sud. Sans d'évolution de jeudi à samedi : la cellule anticyclonique, qui s'était reconstruite sur la France, après le passage mardi et mercredi sur le Nord et le Nord-Est d'une perturbation atlantique, s'effilera rapidement dans la journée de jeudi en régressant vers l'Atlantique. En conséquence, cela favorisera le retour à un flux perturbé de nord-ouest sur notre pays.

**Prévisions de jeudi à samedi :**  
Jeudi, près de la Méditerranée, un beau temps assez froid prédominera et, près de la Corse, les vents de nord-est faibliront. Sur le reste du pays, les brouillards givrants seront nombreux le matin, et les gélées pourront encore atteindre - 3 à - 5°C au lever du jour dans l'intérieur. Dans la journée, une zone pluvieuse, accompagnée de vents de sud-ouest à ouest assez forts près des côtes, atteindra les régions voisines de la Manche, et se localisera le soir de la Bretagne au Bassin Parisien et aux Vosges ; elle sera probablement précédée de neige dans l'intérieur, en particulier au nord-est de la Seine.  
Vendredi, la zone pluvieuse-neigeuse traversera l'ensemble du pays pour se situer des Alpes à la Corse ; son activité sera plus faible près de l'Atlantique et de la Méditerranée. Après son passage, s'établira un temps instable avec des vents de nord-ouest irréguliers et des gibouilles se localisant principalement sur la moitié nord-est où elles pourront tomber sous forme de neige.  
Samedi, des Ardennes aux Vosges et au nord des Alpes, il faut encore s'attendre à des gibouilles de neige. Près de la Méditerranée, le mistral soufflera assez fort. Sur l'Océan, on observera une amélioration relative précédant l'arrivée d'une nouvelle perturbation par le nord-ouest en fin de journée.  
La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer à Paris le 6 décembre à 7 heures de 1026,9 millibars, soit 770,2 millimètres de mercure.  
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 décembre ; le second, le minimum de la nuit du 5 décembre au 6 décembre) : Ajaccio, 14 et 4 degrés ; Biarritz, 12 et 1 ; Bordeaux, 8 et - 4 ; Bourges, 4 et - 5 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 9 et 3 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-

PRÉVISIONS POUR LE 7.12.83 DÉBUT DE MATINÉE



Ferrand, 4 et - 8 ; Dijon, 1 et - 8 ; Grenoble, 1 et - 4 ; Lille, 5 et 0 ; Lyon, 1 et - 7 ; Marseille-Marianne, 11 et - 2 ; Nancy, 1 et - 7 ; Nantes, 8 et - 3 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 5 ; Paris-Le Bourget, 6 et - 1 ; Pau, 13 et 0 ; Perpignan, 12 et 1 ; Rennes, 7 et - 1 ; Strasbourg, 0 et - 8 ; Tours, 5 et - 3 ; Toulouse, 5 et - 5 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 3 ; Amsterdam, 4 et 1 ; Athènes, 13 et 8 ; Berlin, 5 et 1 ; Bonn, 6 et - 3 ; Bruxelles, 7 et 2 ; Le Caire, 25 et 11 ; Les Canaries, 23 et 15 ; Copenhague, 6 et 3 ; Dakar, 29 et 24 ; Djakarta, 16 et 11 ; Genève, - 1 et - 3 ; Jérusalem, 20 et 10 ; Lisbonne, 11 et 7 ; Londres, 11 et 0 ; Luxembourg, 5 et - 3 ; Madrid, 5 et 0 ; Moscou, - 2 et - 1 ; Nairobi, 21 et 12 ; New-York, 8 et 2 ; Palma-de-Majorque, 17 et 4 ; Rome, 11 et 1 ; Stockholm, 8 et 2 ; Téhéran, 16 et 6 ; Tunis, 14 et 6.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PARIS EN VISITES

**JEUDI 8 DÉCEMBRE**  
« La tour Montparnasse », 15 heures, pied de la tour, côté Galeries Lafayette, M<sup>me</sup> Legrégois.  
« Hôtel de Sens », 15 heures, métro Pont-Marie, M<sup>me</sup> Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).  
« La Garde républicaine », 14 heures, 18, boulevard Henri-IV (l'art pour tous).  
« Baccarat », 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« La Sorbonne », 15 h 30, 46, rue Saint-Jacques, M<sup>me</sup> Ferrand.  
« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Derr, M<sup>me</sup> Haulier.  
« La Cour des miracles », 14 h 30, métro Bonne-Nouvelle, M. Jastet.  
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réurrection du passé).

## CONFÉRENCES

14 h 30, 62, rue Madame, « La grande mort de Dumas » (Arcus).  
17 h 30, 33, rue du Faubourg Saint-Honoré, M. Fleurent : « Vingt-cinq siècles d'histoire des jardins » (Union interalliée).  
18 heures, 47 bis, avenue Bosquet, J. Estrada : « Musique mexicaine de l'époque préhispanique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (disques) (Centre culturel du Mexique).  
18 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité, E. de Rabecqy, D. Le Bihan : « Stefan George ».  
18 h 30, 9, rue Mahler, A. Rossino : « Le radicalisme et le pouvoir local » (Société d'histoire du radicalisme).

**VOTRE ORDINATEUR pour NOËL pour quoi faire? comment le choisir? quels programmes? VOTRE ORDINATEUR 16F en kiosque**

## EXPOSITIONS

### L'année Vauban

**Vincennes.** - Dans la superbe salle des Gardes du château de Vincennes sont exposés, jusqu'au 17 décembre, et visibles chaque après-midi, de 14 heures à 17 h 30, les plans dessinés par Vauban pour la reconstruction de la citadelle de Blaye, en Gironde. Photos, documents et maquettes reconstituent aussi l'histoire de la place sauvee in extremis de la dynamique des démolisseurs, restaurée et devenue un centre d'animation culturelle.  
**Palais de Chaillot.** - Au Musée des monuments français se tiendra, du 15 décembre 1983 au 27 février 1984, une grande exposition célébrant l'année Vauban. Thème : « Vauban, réformateur », vingt-quatre plans de ville, une maquette pédagogique démontable, cinquante panneaux et deux audiovisuels illustreront les multiples facettes de l'un des plus curieux personnages du siècle de Louis XIV. Ouvert tous les jours sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Informations : Association Vauban, Hôtel des Invalides. Tél. : 705-11-07.  
**Institut français d'architecture.** - Du 6 au 15 décembre, l'exposition « Murs et jardins » montre comment les villes fortifiées du Nord-Pas-de-Calais ont tiré parti des fossés, bastions et casernes dont Vauban les avait équipées voici trois siècles. Un colloque sur la sauvegarde et la réhabilitation du patrimoine laissé par Vauban aura lieu à l'Institut, mardi 13 décembre, de 9 h 30 à 18 heures. Dix communications sont programmées. I.F.A., 6, rue de Tournon, 75006 Paris. Tél. : 633-90-36.  
**Musée Guimet.** - Pour clore en fanfare l'année Vauban, les 15, 16 et 17 décembre, trente-cinq historiens et spécialistes plancheront sur le thème « Vauban réformateur ». Sera évaluée point par point l'influence du maréchal de France sur l'aménagement du territoire, l'architecture, l'urbanisme, l'économie, la fiscalité, la religion, les colonies, etc. Musée Guimet, 1, place d'Iéna, salle des conférences, de 9 heures à

18 heures. Inscription, 50 francs : Association Vauban, Hôtel des Invalides, 75007. Tél. : 705-11-07.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOVABAL

Le conseil d'administration de Sovabail s'est réuni le 1<sup>er</sup> décembre 1983 sous la présidence de M. André Worms.

Au cours de cette réunion, la première depuis la ratification de la fusion, absorption de Mutuaibail, le conseil a nommé vice-président, aux côtés du Président Fondateur de France, Raymond Bodard, M<sup>me</sup> André Martin, la Banque régionale d'escompte et de dépôts (BRED), représentée par M. Raymond Bodard, et le Crédit d'équipement des P.M.E. (C.E.P.M.E.), représentée par M. Pierre Sarrazin.

Le conseil a ensuite pris connaissance de la situation provisoire de la société au 31 octobre 1983. Celle-ci fait ressortir un montant brut d'immobilisations de 192 millions, en progression de 89 millions, soit 8 % par rapport au montant cumulé des engagements de Sovabail et Mutuaibail au 31 décembre 1982.

Ce montant se répartit entre le crédit-bail immobilier (117 millions) et la location simple (117 millions).

Après amortissements et provisions, le montant net des immobilisations s'élève à 855 millions.

Comparé aux chiffres cumulés de Sovabail et Mutuaibail sur la période correspondante de l'exercice précédent, le montant brut des ventes des produits bancaires afférents aux immobilisations données en crédit-bail ou louées s'établit, pour les dix premiers mois de l'exercice 1983, à 166,7 millions de francs, en progression de 11,4 %.

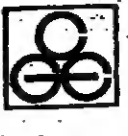
Le résultat brut d'exploitation au 31 octobre 1983 s'élève à 63,2 millions de francs, dont 3,4 millions de francs de plus-values, en augmentation de 18 % par rapport à la même référence de l'exercice précédent.

Après amortissements, dont certains, exceptionnels, sont liés à l'opération de fusion, et après impôts, le résultat net comptable provisoire au 31 octobre 1983 ressort à 59,5 millions de francs, contre 51,7 millions de francs au 31 octobre 1982, en hausse de 15 %.

### HAUSSMANN OBLIGATIONS

Haussmann Obligations informe que la note d'information trimestrielle, arrêtée au 30 septembre 1983, est à la disposition de ses actionnaires et du public au siège de la société et aux guichets des établissements suivants :

- Banque Worms ;
- Banque de gestion privée ;
- Banque de la Mutualité Industrielle ;
- Banque de l'Union occidentale française et canadienne ;
- Worms Gestion.



### COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

L'assemblée générale ordinaire de la Compagnie générale d'électricité, réunie le 28 novembre, a décidé de compléter la réserve pour versement de la répartition à la Caisse nationale de l'industrie constituée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 juin en portant cette réserve à 60 809 337 francs par prélèvement sur le poste report à nouveau ainsi révisé : 55 493 775,04 francs.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire réunie le même jour a décidé d'augmenter le capital social de 21 millions de francs en le portant à 858 923 500 francs par émission de 500 francs, soit 100 francs pour le nominal et 400 francs pour la prime, des 210 000 actions nouvelles dont la souscription sera intégralement réservée à l'Etat.

### Damart serviposte

Le chiffre d'affaires I.T. du groupe Damart, au 31 octobre 1983, s'élève pour les dix premiers mois de l'exercice à 656,5 millions de francs contre 605,6 pour la même période de 1982, en progression de 8,40 % (contre une progression de 17,41 % à fin septembre 1983).

Le démarrage de la maison autonome a été sérieusement perturbé par les graves pertes qui ont entravé une chute importante des ventes par correspondance pendant le mois d'octobre, traditionnellement l'un des plus forts de l'année (- 25 % par rapport à octobre 1982). Dans le même temps, l'activité des centres-ouverts a été satisfaisante (+ 11 %) mais n'a pas été suffisante pour compenser la diminution du chiffre d'affaires de la V.P.C.

Si une reprise s'est manifestée depuis le début du mois de novembre, il faut toutefois considérer que les ventes ne seront pas rattrapées sur les deux derniers mois de l'année.

Sur le plan des résultats, tout ayant été remis en cause par la diminution des ventes du mois d'octobre, il n'est pas certain que le résultat d'exploitation de l'exercice en cours puisse atteindre celui de 1982.

En ce qui concerne le réseau de distribution, le centre-conseil de Mulhouse a été agrandi et un nouveau point de vente sera prochainement créé à Limoges.

## LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Un lundi sur deux chez votre marchand de journaux

# EMPRUNT D'ETAT DECEMBRE 83

VOUS POUVEZ CHOISIR ENTRE 2 FORMULES :

- 13,40% DURÉE 10 ANS
- 12,90% 12,60% "échangeable" DURÉE 12 ANS.

**POUR LES 2 FORMULES :**  
ÉMISSION AU PAIR.  
VERSEMENT DES INTÉRÊTS CHAQUE ANNÉE LE 21 DÉCEMBRE.  
REMBOURSEMENT AU PAIR A LA FIN DE LA DERNIÈRE ANNÉE.  
COUPURES : 2.000 F.  
TITRES COTÉS EN BOURSE.

Dans la formule "échangeable", les porteurs bénéficieront d'un intérêt de 12,90% pendant les 2 premières années, et de 12,60% pendant les 10 années suivantes. Ils pourront, après le 21 décembre 1985, échanger chaque année leurs titres contre des obligations à taux variable pour la durée restant à courir ; ce taux sera déterminé annuellement par la Caisse des Dépôts et Consignations, en fonction du rendement en bourse des emprunts d'état non indexés.

Souscrivez dans les établissements bancaires et financiers et auprès des comptables du Trésor et des P.T.T., ou auprès de vos autres guichets habituels.

**POUR UNE FRANCE QUI AVANCE**

01 41 00 1350







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DOSSIER

2. LES IDÉES DE L'OPPOSITION : A la recherche des « habits neufs » du libéralisme ; Un marché particulier ; Le GRECE propose des mutations à l'opposition.

### ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DU CONFLIT AU LIBAN.  
4. EUROPE.  
5. DIPLOMATIE.  
6. AFRIQUE.  
7. ASIE.  
- « La Maroc dans l'attente » (II), par André Fontaine.  
7. ASIE.  
7. AMÉRIQUES.

### POLITIQUE

8. L'examen du projet de loi sur les difficultés des entreprises par les députés.  
- 9. L'élection législative partielle du Morbihan.

### SOCIÉTÉ

10. L'ouverture du procès Paribas.  
LE MONDE DE LA MÉDECINE

13. Les nouveaux mystères de la chorée de Huntington.  
14. L'hospitalisation privée s'estime menacée dans son existence.

### CULTURE

15. CINÉMA : la mort de Robert Aldrich.

### LIVRES D'ETRENNES

19. ENTRETIEN. - Massin : « Je suis un dessinateur qui ne sait pas dessiner ».  
19 et 22. ARTS : retour aux sources de la Renaissance italienne.  
20 et 21. LA VITRINE DU LIBRAIRE.  
24 et 25. ARTS ET CIVILISATIONS : Un festival d'architecture ; Paris sans toujours Paris.

### RÉGIONS

27. Les Périgourdiens sauvent leur mémoire.

### ÉCONOMIE

43. ÉNERGIE : la réunion de l'OPEP à Genève.  
45. SOCIAL : la politique salariale en 1984.

RADIO-TÉLÉVISION (18)  
INFORMATIONS  
« SERVICES » (46) :  
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (28 à 42) ; Carnet (12) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (47).

diurne

« La plus belle collection de tapis du Népal »  
45, rue Jacob, 75006 - 260-94-11

BAUME & MERCIER  
GENÈVE  
1830



Réf. 17305  
Montre pour homme en or jaune 18 ct, à quartz, ultra-plaie.  
J. BERNARD  
JOAILLIERS  
Grue du Faubourg St Honoré  
PARIS 8<sup>e</sup>

A B C D F G H

## LES PRIX LITTÉRAIRES

### Interallié : Jacques Duquesne (« Maria Vandamme »)

Le prix Interallié a été décerné à Jacques Duquesne pour *Maria Vandamme* (Grasset) par six voix contre quatre à Guy Lagorce pour *Le Train du soir* (Grasset).

Avec *Maria Vandamme*, Jacques Duquesne nous emmène dans une ville du nord de la France, au temps des crinolines : ville où naissent les empires industriels, mais où l'on parle encore flamand dans les bas quartiers. L'auteur fait le portrait d'une femme du peuple, belle et indomptable, employée comme servante dans une famille bourgeoise en ascension, et apprenant à lire afin de comprendre le monde.

A la suite de *Maria Vandamme* et de ses admirateurs - Alois, le cocher belge arrêté pour s'être livré à la contrebande du tabac, Blaise Riboullet, l'agitateur socialiste venu de la Creuse pour ramener l'ardeur des ouvriers du Nord ; le docteur Debaynin qui, lui, rêve de les ramener à la foi catholique en améliorant leur sort - l'auteur nous entraîne, tambour battant, dans un tourbillon d'aventures. Il brosse également la fresque d'une époque dont la fascination tient peut-être au fait qu'elle croyait, du moins, préparer l'avènement d'un monde meilleur (par la révolution, par l'industrialisation, par l'instruction ou encore par le progrès scientifique).

Jacques Duquesne ne nous fait grâce d'aucun détail historique, de la répercussion de la guerre de sécession sur l'industrie textile du Nord aux statistiques des décès d'enfants à Lens, sans oublier les

recettes gastronomiques à la mode. Ce souci de précision documentaire fait penser beaucoup moins à Zola qu'aux tableaux, si séduisants, de ces petits maîtres flamands, où il ne manque pas une goutte de rosée sur un pétale de tulipe.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

[Né le 18 mars 1930 à Dunkerque, Jacques Duquesne, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, a commencé sa carrière de journaliste à la Croix, où il fut grand reporter à partir de 1956. Après avoir été directeur de *Parabramme chrétien*, il collabora à *L'Express*, dont il devint le rédacteur en chef adjoint. De 1972 à 1974, il fut rédacteur en chef adjoint au Point. Il est désormais le directeur adjoint de la rédaction de cet hebdomadaire. Jacques Duquesne est l'auteur de nombreux ouvrages. Parmi eux, des essais : *Les Prêtres* (1968), *Les Catholiques sous l'Occupation* (1966), *Demain une église sans prêtres ?* (1968), *Dieu pour l'homme d'aujourd'hui* (1970), *Le Gaieté du Christ* (1972), *Les Trente-Six Ans* (1973), et des romans : *La Grande Triche* (1977), *Une voix dans la nuit* (1979). Tous les ouvrages de Jacques Duquesne ont été publiés chez Grasset.]

### Chateaubriand :

Henri Amoureux

Le prix Chateaubriand, doté d'une somme de 50 000 F, a été attribué à Henri Amoureux pour *L'Impitoyable Guerre civile* (Robert Laffont), sixième tome de sa *Grande Histoire des Français sous l'Occupation*.

### L'empereur des Yvelines

Hardicourt (Yvelines). - Si ce n'était les C.R.S. qui battent la semelle sur le gravier de l'allée, on croirait regarder une gentilhomme, une grosse maison bourgeoise, retrouver vie, dans la brume du val de Seine, pour un week-end familial ou des vacances d'hiver.

Des fenêtres ont été ouvertes à l'échelle pour aérer les chambres au papier peint fleuri. Des rires d'enfants s'échappent de la buanderie. Derrière les grilles, à cinquante mètres de la porte de la bâtisse rectiligne surmontée d'un clocheton, il y a comme une gêne à troubler cette paisible installation, ces présidents de repas dans la salle à manger ; à quitter la silhouette impériale, un peu voûtée, qui se détache dans la lumière douce d'un lampadaire.

Où, sans l'agitation de la rue, sans les voitures de police, on pourrait douter de la réalité de la luxueuse garde à vue de Jean-Bedel Bokassa. Officiellement, les C.R.S. et les inspecteurs en civil sont là pour empêcher l'empereur de Bangui de quitter sa résidence d'Hardicourt. Cet hôte embarrassant qu'on souhaite toujours éloigner a été placé sous surveillance.

Mais ce gentleman-fermier d'un jour jouit apparemment dans son château d'une certaine liberté de manœuvre. Il reçoit encore. Son conseiller spécial, M. Roger Delpey, fait le tri des bons et des mauvais journaux français. Un inspecteur très déférent vient à la grille introduire les

invités. V.S.D., Paris-Match, Libération, des photographes ont participé à la tentative de retour à Bangui, le 28 novembre, de Jean-Bedel Bokassa. Pour les autres, pour le petit peuple sans recommandation, « sa Majesté n'est pas visible ». M. Delpey ne nous a pas autorisés à vous faire entrer.

M. Delpey, grand chambellan du minuscule empire d'Hardicourt, fait ensuite répondre que l'illustrissime reclus n'a pas été autorisé par le gouvernement français à s'exprimer durant son séjour en France. Pourtant, quelques heures plus tôt, « sa Majesté » avait confié par téléphone à Antoine 2 son désir de rester en France, pour mettre ses terres « en exploitation », pour de bons biens, « rester tranquille et rester calme ».

Mr Geoffroy de la Pradelle, l'avocat de l'ex-empereur, confirme ensuite, à la grille du château, que son client a bien demandé l'autorisation de rester en France, et qu'il décline « toute offre d'asile à l'étranger ne relevant pas de sa patrie catégorique ou de la France ».

A la nuit tombée, un émissaire du ministère des relations extérieures, dernier ministre introduit, quitte le domaine. Les C.R.S., dehors, s'attendent à une nuit froide. On ferme les volets du château. Jean-Bedel Bokassa a réussi à vivre une journée dans son manoir des bords de Seine.

PHILIPPE BOGGIO.

### M. DOUMENG AURAIT FAIT L'OBJET DE NOUVEAUX REDRESSEMENTS FISCAUX

M. Jean-Baptiste Doumeng est de nouveau l'objet de redressements fiscaux (1). Cette fois, ce sont les comptes des sociétés qu'il dirige qui ont été vérifiés sur la période 1977-1980 par les agents de la D.V.N.I. (direction des vérifications nationales et internationales). Ces vérifications ont porté sur la comptabilité du groupe. Elles auraient donné lieu, selon notre confrère *le Matin*, à un redressement de 70 millions de francs.

Parallèlement, les agents de la D.N.E.F. (Direction nationale des enquêtes fiscales), répartis depuis direction nationale des vérifications de situations fiscales, avaient entrepris en 1981 ce qu'il est convenu d'appeler une « vérification approfondie de situation fiscale d'ensemble » (VASFE). Celle-ci a porté sur les revenus personnels de M. Doumeng au cours de la période 1977-1981. Notre confrère *le Matin* croit également savoir qu'il se situe un redressement d'environ 18 millions de francs aurait été notifié à M. Doumeng.

(1) Après vérification des revenus personnels de M. Doumeng pour la période 1973-1976, le fisc avait notifié en 1980 à l'intéressé un redressement d'environ 18,5 millions de francs. Sur cette somme, M. Doumeng avait bénéficié de dégrèvements très importants, de l'ordre de 16 millions de francs, selon le *Canard enchaîné*.

### DÉCÈS

#### DU PRINCIPAL INCULPÉ DE L'AFFAIRE ORSONI

Jean Alfonso, dit Jeannor le Long, âgé de soixante-trois ans, principal inculpé dans l'affaire de l'enlèvement de Guy Orsoni, en Corse, est décédé, lundi 5 décembre, des suites d'une longue maladie, à l'hôpital de la Timone à Marseille. Arrêté en juin, il avait bénéficié, ces dernières semaines, d'une mesure de libération conditionnelle en raison d'un cancer, mais son état s'était sensiblement aggravé ces derniers jours.

« Calé » du milieu de Propriano (Corse-du-Sud), il était suspecté d'avoir dirigé les opérations d'enlèvement du militant nationaliste et avait été arrêté avec l'un de ses fils, Jean-Simon, et six complices.

Son décès survient trois jours après l'agression dont a été victime, le 2 décembre, un autre de ses fils, Jean-Charles, pris pour cible par des tireurs sur la route d'Ajaccio (*le Monde* du 6 décembre). Malgré la présence de plusieurs voitures au moment de cette tentative d'assassinat, les policiers n'ont pu recueillir de témoignages. Ils se déclarent persuadés que certains des acteurs de l'affaire Orsoni sont engagés dans des règlements de comptes.

« La rançon de M. Heineken est récupérée. - La police néerlandaise a retrouvé dans un bois près d'Utrecht, mardi 6 décembre, la quasi-totalité des 11 millions de dollars de rançon versés pour la libération du magnat de la bière, Freddie Heineken, et de son chauffeur. Deux millions de dollars avaient déjà été retrouvés la semaine dernière après la libération des deux hommes et l'arrestation de vingt-cinq personnes (*Rauter*).

« Une tonne de cannabis saisie. - Les douaniers du poste frontière du tunnel du Mont-Blanc ont saisi, le 6 décembre au matin, 1 tonne de cannabis en plaquettes. Ils ont découvert la drogue à bord d'un camion milanais qui se rendait en Grande-Bretagne via la France.

JOYEUX NOËL  
DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur PANTALONS  
A partir de 500 F  
COSTUMES ET PARDESSUS  
A partir de 1 550 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
Boutique Femme  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
sur mesure  
Prêt-à-porter Homme  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-81.  
Du lundi au samedi  
de 10 heures à 18 heures



EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ CAPELOU  
Spécialiste du CONVERTIBLE  
Requises pour leurs robustesse et dimension : PEU ENCOMBRANT  
YES, se font en 1 ou 2 places  
(Moteur : 0,85, 0,80, 1,20 et 1,40).  
Moteurs-batteries, lésa-coupoil-ether.  
Style ou moderne. Grand choix en exposition.  
37, rue de REPERLUS - PARIS 11<sup>e</sup>  
Mars : 7-Perpallier - Tél. 357.46.35

## Sur le vif

### Le pot au chanvre

Deux kilos de cannabis découverts lundi par les douaniers maritimes du Havre dans un cargo colombien, cent huit kilos de hashisch finis par un chien policier sous le plancher d'un camping-car à la frontière de Hendaye... Bonne prise ! Bravo ! C'est toujours ça que les cent mille héros anonymes recensés en France ont l'on compte, chiffres officiels, un million d'amateurs de marijuana, n'aurait pas. Cela dit, je ne me fais pas trop de souci pour eux. Le cannabis, ça coûte cher, très cher. Pour s'en procurer régulièrement, il faut beaucoup d'argent. De l'argent, le en ont. De la poudre, ils en trouvent.

On nous parle toujours - on n'y manque pas ce mardi encore aux « Dossiers de l'écran » - des petits dealers minables, des mêmes paumés qui vont se shooter dans les toilettes infectes de bars sordides du côté de la République ou de Belleville. Ce qu'on ne nous dit pas - l'autre soir sur FR 3, le professeur Olivenstein le reconnaissait sans trop hésiter, - c'est que la drogue est en train de faire des ravages dans les milieux

les plus aisés, les plus huppés, les plus exposés au regard du public.

Rappelez-vous le mystère qui a d'abord entouré avec la complicité, bien compréhensible au d'ailleurs, de ses amis, la mort de Patrick Dewaere. Jusqu'au jour où la presse a révélé le pot au chanvre. A la stupeur des populations.

Que l'usage des stupéfiants, des excitants, soit très répandu dans le monde du spectacle et dans le monde des sports, nous ça on s'en doute, on le sait. Ce qu'on ignore, c'est qu'il touche les gens du monde tout court. Qu'il atteigne les plus hautes sphères de la politique et du journalisme. Et pas seulement ici. Ailleurs aussi. Ce n'est pas pour rien que le conseiller de Carter, Hamilton Jordan, a été surpris à Washington avec un sachet compromettant. Pas aux yeux de ses copains, vous pensez bien. Aux yeux du gros du troupeau, des bonnes bêtes que nous sommes, trop bêtes pour être mises au parfum.

CLAUDE SARRAUTE.

### ATTENTAT À JÉRUSALEM : QUATRE MORTS

Jérusalem (*Rauter*, A.F.P.). - Quatre personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées par l'explosion d'une bombe, ce mardi matin 6 décembre, dans un autobus de Jérusalem. Plusieurs des blessés seraient dans un état grave. Des suspects ont été appréhendés.

« Aucune annulation d'élections sénatoriales. - Le Conseil constitutionnel a terminé, mercredi 30 novembre, l'examen du contentieux des élections sénatoriales du 25 septembre dernier. Aucune des dix-neuf requêtes portant sur les résultats dans sept départements n'a abouti à une annulation. Dans la Marne, les dix requérants qui contestaient le deuxième tour de scrutin se sont désistés.

Dans les Pyrénées-Orientales, où le second tour avait été marqué par des incidents (*le Monde* du 27 septembre), le Conseil a annulé les opérations de vote dans la troisième section. Bien que 84 suffrages aient été ainsi soustraits des 463 voix de M. Paul Alouy (U.D.F.-P.S.D.), ce dernier conserve une avance de 121 voix sur son adversaire socialiste, M. Jean Marti, dont le résultat a été ramené de 314 à 258 voix.

LA GALERIE DE LA TABLE BASSE  
RIONEL  
89, avenue Paul-Doumer, PARIS 16<sup>e</sup>  
Lun. - Ven. : 11h - 20h30  
20% de remise en COMMANDE AVANCÉE

### MORT DE LA CHANTEUSE LUCIENNE BOYER

Lucienne Boyer, de son vrai nom Emilienne Henriette Boyer, est morte, à Paris, mardi 6 décembre. Elle était âgée de quatre-vingts ans. Chanteuse intimiste, avec une grande sensibilité dans la voix, elle avait une manière de faire vibrer son auditoire, transmise ensuite par des interprètes comme Juliette Gréco ou Barbara.

#### « Parlez-moi d'amour »

Lucienne Boyer aura été l'interprète d'une chanson, *Parlez-moi d'amour*, une romance sentimentale écrite par Jean Lucien, créée en 1930 et qui fit le tour du monde, chuchotée par une voix chaude et grave.

Elle était née à Paris en 1903 et elle avait débuté dans la chanson dès l'âge de seize ans en se produisant dans des cabarets, puis dans des revues, notamment au Concert Mayol. Son premier disque, réalisé en 1928, contenait une chanson de Vincent Scotto (*Tu me demandes si je t'aime*), qui annonça déjà le répertoire sentimental et intimiste qu'elle allait défendre durant sa carrière et qu'elle illustre *Parlez-moi d'amour*. A côté de cette chanson fêlée, il y eut quelques autres succès : *Un amour comme le nôtre*, de Boris-Cher et Farel, *Les Frères effrétés*, de Jean Tranchant, et *Moi Phil Kiki*, chanson mélodramatique chantée à l'époque de la « drôle de guerre », en 1939.

Lucienne Boyer anima elle aussi de nombreux cabarets, à Montparnasse comme à Montmartre : elle fut successivement ainsi à la tête des cabarets les *Borgia*, *Chez les chardas*, *Chez elle*, *Chez Lucienne*.  
CLAUDE FLÉOUTER.

### CIGARES DE LA HAVANE

EXIGEZ CE SCEAU : il garantit un Havane d'origine  
100%  
TABAC de La HAVANE



BOLIVAR  
R. UPMANN  
PARTAGAS  
REPUBLICA DE CUBA  
en coffret ou à l'unité